

39^e Congrès - Base commune

L'AMBITION COMMUNISTE
POUR DE NOUVEAUX
« JOURS HEUREUX »



Table des matières

Préambule	4
I. 2018–2023 : Des années d’action au service de la transformation du pays	6
1. Une activité marquée par la pandémie de Covid-19	7
2. Retour sur les élections locales et notre campagne des européennes	9
3. Nos campagnes présidentielle et législatives : les communistes engagés pour de nouveaux « Jours heureux » !	9
II. Devant un défi de civilisation	12
1. Le besoin de communisme pour relever les défis collectifs de l’humanité	13
L’ère de l’Anthropocène et le défi de la crise écologique et climatique	13
La révolution informationnelle	14
Une nouvelle phase de la crise systémique du capitalisme	14
Face au danger de la guerre et des politiques de force : agir pour la paix maintenant	15
La crise et les contradictions de l’Union européenne	17
La course de vitesse contre les extrêmes droites	18
Les conséquences des crises sur les peuples	18
2. De nouvelles potentialités prometteuses	19
L’exigence de l’action internationale	19
Le rôle moteur et les défis des mouvements sociaux et populaires multiformes	19
La gauche à la croisée des chemins	20
3. Les principes et les cadres de la politique internationale et européenne du PCF : œuvrer à un internationalisme porteur d’émancipation	21
III. La France face à une crise de régime	25
1. La nouvelle étape d’une crise systémique	27
2. Une nation affaiblie et fracturée par le néolibéralisme	28
3. L’ébranlement des institutions du capitalisme français	29
4. Des potentialités nouvelles pour une contre-offensive	30
5. La République est en jeu	31
6. La gauche face à son avenir	31
IV. L’actualité brûlante du projet communiste	33
1. Pour une civilisation nouvelle, fondée sur la paix, la coopération entre les peuples et le développement des capacités humaines, en harmonie avec l’environnement	34
2. Un processus révolutionnaire pour vaincre la résistance du capital	35
3. Le chemin : une révolution dans l’économie, dans l’écologie, dans toutes les relations entre les êtres humains	35

V. Ouvrir un nouvel horizon pour la France	38
1. Révolutionner le travail, la production et la consommation	39
2. Promouvoir les biens communs par le service public	41
3. Conquérir les moyens de répondre aux exigences sociales, écologiques et sociétales, agir pour une nouvelle efficacité économique	43
4. Construire un nouveau pacte républicain et universaliste : rendre au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle	44
VI. Agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple	49
1. Affirmer le socle social et politique du changement	50
2. Travailler à une nouvelle dynamique populaire agissante	51
3. Reconstruire la gauche pour la faire gagner	52
4. Porter nos idées dans toutes les élections	54
VII. Poursuivre le redéploiement du PCF	56
1. Engager la bataille décisive du renforcement	57
2. S'organiser à l'entreprise et sur les lieux de travail	58
3. Féminiser le PCF et faire vivre le féminisme en actes	58
4. Construire avec la jeunesse pour étendre l'ambition communiste	59
5. Reconquérir les milieux populaires	59
6. Franchir un nouveau cap pour la formation	60
7. Structurer plus efficacement l'activité des communistes	60
8. Faire mieux fonctionner les instances de direction	61
9. Faire vivre le réseau des élu-es du PCF	62
10. Le développement et l'harmonisation de la communication politique du PCF	62
11. Renforcer nos revues	63
12. Développer nos médias départementaux et régionaux	63
13. Faire lire l'Humanité, bien commun des communistes et de leurs ami-es	63



PRÉAMBULE

Le monde et la France sont placés devant des défis colossaux. L'enjeu est de les relever, de tourner la page d'un ordre pris de convulsions, celui du capitalisme globalisé et financiarisé.

L'humanité est à un tournant de son histoire. Les crises, économique et financière, énergétique et écologique, alimentaire et sanitaire, sociale et sociétale, politique et démocratique, s'enchevêtrent et font planer de terribles menaces. Les inégalités se creusent, le changement climatique se traduit par des dégâts d'immense ampleur, les relations internationales se militarisent. La guerre en Ukraine fait resurgir le spectre de la guerre mondiale, un peu partout les forces de la réaction attisent les haines, le racisme et les paniques identitaires. En défense et pour le développement des droits sociaux, de l'égalité entre femmes et hommes, de la justice climatique, de la démocratie, d'importants mouvements populaires et luttes sociales se manifestent pourtant, marquant que la résignation ne l'a pas emporté face à un ordre porteur de barbarie.

La France est plongée dans une crise systémique, qu'un gouvernement minoritaire aggrave pour défendre les intérêts du capital. L'affrontement entre capital et travail ne cesse de s'aiguiser ; la droite et l'extrême droite rivalisent de discours racistes et liberticides pour diviser la société et empêcher qu'une majorité populaire ne se forme et puisse disputer le pouvoir. L'extrême droite menace la République et ses valeurs universalistes. Mais les peurs engendrées par une mondialisation capitaliste chaotique et la défiance massive envers la représentation politique coexistent avec des forces disponibles à la contre-offensive, l'immense majorité du pays aspirant à un changement profond.

Jamais autant qu'aujourd'hui le projet communiste n'aura été d'une telle actualité. Jamais il n'y aura eu autant besoin de mise en commun pour faire reculer les tendances aux replis et à la concurrence de tou·tes contre tou·tes. Jamais le besoin d'un mode de développement rompant avec l'immense gâchis de nos ressources n'aura été aussi impératif pour affronter les défis écologique et climatique. Jamais la perspective de l'émancipation individuelle et collective, qui est le fondement même de l'idée communiste, d'une civilisation radicalement nouvelle basée sur le développement de toutes les capacités humaines, n'aura autant correspondu

aux attentes qui se font jour dans les sociétés. Jamais nous n'aurons été à ce point fondés à nous revendiquer du communisme comme visée historique et chemin de lutte, pour dépasser le capitalisme, toutes les dominations, exploitations et aliénations.

Nous voulons que notre parti soit un instrument toujours plus efficace au service de cette ambition universelle. Lors de leur 38^e Congrès, les adhérent·es du PCF avaient décidé de travailler au renouveau du communisme français, de surmonter le risque de son effacement. Il s'agit à présent de prolonger l'effort des quatre années écoulées qui, en dépit de difficultés nombreuses, comme celles provoquées par la pandémie du Covid-19, a engagé notre redéploiement et redonné de la visibilité au PCF et à ses idées, avec pour temps fort notre campagne de l'élection présidentielle. Il nous revient de prendre des décisions concrètes, dans l'objectif d'être un grand parti populaire, révolutionnaire et en capacité de mener des campagnes d'actions et des batailles d'idées.

Nous portons l'ambition communiste de nouveaux Jours heureux, d'une France qui renoue avec le droit au bonheur. C'est dans cet objectif que sont ici proposés les grands axes qui font l'originalité du PCF et structurent son action pour répondre aux exigences du moment : révolution du travail, de la production et de la consommation face aux urgences sociales et écologiques ; promotion des biens communs par le service public ; nouvelles relations internationales fondées sur le partage, la coopération et la paix ; nouveau pacte républicain, droits décisionnels nouveaux pour les citoyen·nes et le salariat, afin de prendre le pouvoir sur le capital. Nous portons l'ambition d'une révolution féministe, pour libérer la société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles, pour réaliser l'égalité entre femmes et hommes et conquérir de nouveaux droits. De même, pour conquérir une majorité politique au service d'un changement profond et durable, nous voulons initier une dynamique populaire à même d'unir le monde du travail et de la création, toutes celles et ceux qui ont un commun intérêt au dépassement d'un modèle capitaliste de plus en plus destructeur. C'est la proposition que nous portons pour la France, pour le peuple, pour la gauche, mais aussi en Europe et dans le monde.

I. 2018-2023 :
DES ANNÉES D'ACTION
AU SERVICE DE LA
TRANSFORMATION
DU PAYS

À l'issue de l'élection présidentielle de 2017, confrontés à des enjeux importants dans le pays comme pour l'avenir de leur parti, les communistes décidaient de la convocation d'un congrès extraordinaire. Cette présidentielle avait témoigné d'une nouvelle aggravation de la crise politique, sociale et économique, avec une abstention record et la présence de l'extrême droite avec la candidate du Rassemblement national au second tour. La victoire d'Emmanuel Macron et le résultat des législatives confirmaient l'affaiblissement durable d'une gauche représentée à un niveau historiquement faible à l'Assemblée nationale. Le président élu mettait en œuvre un programme réactionnaire, ultralibéral, jusqu'à devenir pour l'opinion le « président des riches ». Quelques mois plus tard, la révolte des « Gilets jaunes », puis le mouvement sur les retraites, illustraient à la fois la colère populaire et la nécessité d'impulser des perspectives de changements progressistes et révolutionnaires.

Dans ce contexte, le 38^e Congrès du PCF, jugeant nécessaire un nouvel élan de notre parti, se prononce pour une réorientation, tant du point de vue stratégique que de son activité et son organisation. Cette décision traduit la volonté des communistes de conjurer le risque d'effacement du PCF et de délitement de la gauche, de redonner à leur parti une place nationale dans le débat d'idées et les médias, de reconquérir son influence, de reconstruire son organisation affaiblie.

Il s'agit d'être utile à notre peuple et à la hauteur des enjeux du 21^e siècle. Cet engagement se décline en 5 axes : relever les défis de la crise ; caractériser le communisme de notre temps, à la fois visée historique et chemin de lutte ; construire un nouvel internationalisme pour affronter la mondialisation capitaliste ; porter une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaire ; développer une organisation utile et agissante, audacieuse et novatrice, capable de porter dans le monde du travail et de la création, les quartiers, le travail d'analyse et d'élaboration politiques permettant au plus grand nombre d'intervenir dans le processus de transformation de la société.

Engagement est pris d'être présent·es avec nos candidat·es lors des scrutins à venir, à partir des spécificités de chacun. Le congrès décide d'engager un candidat du PCF comme tête de liste aux élections européennes de mai 2019, Ian Brossat, et de créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022.

À l'issue des quatre années écoulées, il nous appartient de faire le bilan des décisions prises et de nos points d'appui pour agir. La crise s'est approfondie, globalisée, touchant tous les aspects de la vie. L'épidémie de Covid-19 a révélé une crise sanitaire inédite, des événements climatiques extrêmes ont confirmé la gravité du dérèglement climatique, les inégalités sociales se sont aggravées sous l'effet de la crise économique, les antagonismes de classe se sont exacerbés, et une guerre a été déclenchée en Europe, avec la menace d'utilisation des armes nucléaires.

1. Une activité marquée par la pandémie de Covid-19

Pendant ces quatre années, les communistes travaillent ensemble à mettre en œuvre les décisions du 38^e Congrès.

Dès le début 2019, suite à notre congrès, où nous avons déjà adopté une première motion de soutien au mouvement alors naissant, nous portons nos propositions auprès des « Gilets jaunes », concrétisées dans le document « 10 propositions pour la France ». Nous participons aussi activement aux marches pour le climat, aux mobilisations contre la mise en place de Parcoursup, aux manifestations contre les violences commises par des policier·es dans le cadre d'une stratégie d'affrontement de l'État, ou encore à la lutte contre la privatisation d'Aéroports de Paris, au travers d'une campagne de signatures du référendum d'initiative partagée mis en place grâce à nos parlementaires. Cette même année, nous apportons une contribution de première importance au grand mouvement contre la réforme des retraites. Nous présentons un projet alternatif « Pour une réforme des retraites digne du 21^e siècle », et lançons la bataille pour un référendum. Tout en menant le débat sur les contenus, nous parvenons à réunir toutes les forces de gauche et les forces syndicales dans un meeting commun, premier acte d'une campagne unitaire qui visait à déboucher sur l'élaboration d'un contre-projet des forces de gauche et écologistes. Notre action lors de ce mouvement social nous place comme une force utile à la mobilisation, centrale et fédératrice à gauche.

Au moment de la crise épidémique, révélatrice de l'inquiétante dégradation de la santé publique et de la situation désastreuse des hôpitaux dans notre pays, dénoncée dès 2018 par les parlementaires communistes lors d'un tour de France à la rencontre de leurs personnels, nous

publions nos propositions sous le titre « Protéger la population, relever les défis de la crise ». Une lettre aux Français-es du secrétaire national du PCF, ainsi qu'une adresse aux salarié-es sont également publiées. Prenant en compte l'inquiétude des parents et des enseignant-es devant la fermeture des établissements scolaires pour cause de Covid, nous publions également un « Plan d'urgence pour l'éducation ». Alors que le scepticisme et la méfiance grandissent à l'égard de la science, nourrissant le complotisme et l'obscurantisme, nous appelons au respect de la recherche scientifique et des vaccins qui ont libéré l'humanité d'épidémies meurtrières. Nous faisons nôtre la campagne « Pas de profit sur la pandémie » pour faire des vaccins et des traitements anti-Covid des biens communs excluant toute rentabilité financière, accessibles à toutes, et nous portons la pétition « Des milliards pour l'hôpital, pas pour le capital ». Nous exigeons la levée des brevets pour l'accès égal de tous les peuples. Nous faisons également grandir l'exigence d'un pôle public du médicament, le soutien et la défense de la recherche et de l'hôpital public. Dès juin 2020, nous adoptons le projet « Construisons la France en commun » et appelons à l'enrichir à travers une plateforme dédiée.

L'activité du parti est fortement impactée par la pandémie. La direction nationale s'organise et met à disposition des outils pour les militant-es. Cependant, de nombreux communistes sont isolé-es et en difficulté pour participer à la vie du parti. Les communistes ont partagé les attentes et les inquiétudes, les questions, et les deuils de l'ensemble de la population. Les organisations du parti, à tous les niveaux, peuvent partager l'analyse de la situation, formuler des propositions, travailler à maintenir un lien avec les adhérent-es, organiser la solidarité entre camarades et avec la population, notamment les personnels de santé et les travailleurs-euses de première ligne. Nous faisons vivre avec nos élu-es cette solidarité par de nombreuses initiatives locales sur les enjeux de santé, d'éducation, de culture, d'alimentation, de droit au logement et à l'énergie. Cette période marque profondément notre parti, nous perdons alors brutalement de nombreuses et nombreux camarades. Dans ce contexte difficile, le parti a tenu bon et a progressé dans l'organisation de la solidarité concrète (rentrées solidaires, collectes alimentaires...). À l'issue de cette période, nous devons déployer d'importants efforts pour reconstruire dans la foulée une vie militante à la hauteur des défis du moment.

C'est dans cet engagement que s'affirme la nouvelle actualité du thème des « Jours heu-

reux », qui deviendra la référence de notre programme à la présidentielle et qui est maintenant identifié dans le pays et attaché au PCF.

Nous agissons et nous soutenons les mouvements féministes progressistes, comme par exemple #MeToo, qui font entrer notre société dans une phase de remise en cause globale du modèle patriarcal, archaïque, profondément inégalitaire et vecteur de violences sexistes et sexuelles. Dans le prolongement de la création du dispositif « Stop violences », nous établissons une convention avec le Collectif féministe contre le viol. Nous revendiquons un féminisme de lutte de classe.

Nous sommes de toutes les mobilisations contre la fragilisation du service public, qu'il s'agisse des luttes contre la fermeture de bureaux de poste, du soutien apporté aux revendications des AESH (accompagnant-es des élèves en situation de handicap), ou des actions mises en place par de nombreuses mairies à direction communiste, en soutien aux revendications syndicales, contre la déclinaison de la loi Dussopt de transformation de la fonction publique (1 607 heures, développement des contractuels...).

Avec la commission « entreprises », nous commençons à relever le défi de l'activité politique à l'entreprise et sur les lieux de travail. Depuis quatre ans, l'activité des communistes s'y reconstruit. Des réseaux locaux et nationaux se structurent, des sections, cellules se créent. Des temps forts thématiques sont organisés (énergie, aéronautique), des documents ainsi que le journal Agir sont mis à la disposition des communistes. Des liens forts sont renoués avec des organisations syndicales.

Le « Tour de France » des entreprises effectué par Fabien Roussel contribue à ces résultats.

Dans nombre de domaines, le travail de nos commissions, réseaux et collectifs, tant au niveau national que local, permet un développement important des propositions et initiatives du PCF. Il en va ainsi de notre campagne pour un pôle public de l'énergie, dans le contexte de l'inflation liée à la spéculation, et de notre engagement actuel contre le nouveau projet de casse de nos retraites.

En 2022, après des éditions perturbées par la crise sanitaire et malgré une légère baisse de la diffusion de la vignette, les communistes contribuent activement à l'installation de la Fête de l'Humanité en Essonne, et à son succès sur ce nouveau site.

2. Retour sur les élections locales et notre campagne des européennes

Aux élections municipales de 2020, concernant les villes de 3 500 à 20 000 habitant·es, nous gagnons 25 communes, confirmant la possibilité de dynamiques de reconquête. Ces victoires nous ré-implantent dans une dizaine de départements où nous n'avions plus de maires communistes. En plus de ces conquêtes, nous conservons 118 villes, mais en perdons 28 (47 en 2014).

Dans les villes de plus de 20 000 habitant·es où nous dirigeons des listes d'union, nous remportons des victoires importantes ; 3 villes sont reconquises. Au total, nous remportons 27 villes et en perdons 6 par rapport à 2014. Notre présence se renforce dans les majorités des métropoles, avec des élu·es communistes dans 14 des 21 métropoles du pays.

À partir de ces résultats, aux sénatoriales, nous gagnons 2 élu·es à parité, confirmant notre progression et nous permettant d'avoir un vice-président de la Haute-Assemblée.

Aux régionales et départementales de 2021, dans le cadre de listes d'union de la gauche, nous doublons le nombre de nos élu·es dans les conseils régionaux et en gagnons une dizaine dans les conseils départementaux. Une trentaine de fédérations obtiennent au moins un·e élu·e régional·e ou départemental·e : c'est un élargissement important de notre implantation territoriale. Dans le Val-de-Marne, dans le contexte marqué par la perte de quatre villes en 2020, la simultanéité des deux élections et des manœuvres de division à gauche, nous perdons la présidence du conseil départemental face à la droite, malgré une belle campagne des communistes.

Aux élections européennes de 2019, pour la première fois depuis 2007, nous nous présentons à une élection dont la circonscription est l'ensemble du territoire national. Ayant perdu l'expérience de la conduite de campagnes nationales, il faut réinventer avec des équipes nouvelles, tant sur le plan national que local. Cela nous demande un effort important d'organisation et de créativité.

Notre campagne « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent » constitue une étape importante pour la visibilité des idées communistes, renforçant celle que nous avons maintenue au niveau local. Notre parti apparaît comme une

force combattant pour une autre Europe et refusant les traités européens ultralibéraux qui ont dépecé notre industrie comme nos services publics. Nous ne cédon pas sur des valeurs essentielles : pour une autre société, émancipée du pouvoir de l'argent, contre la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, contre le sexisme, pour l'accueil digne des migrant·es...

Notre liste, conduite par Ian Brosat, suscite de l'intérêt en incarnant un renouvellement de la vie politique. Sa composition fait une large place au monde du travail. Elle contribue à renforcer des liens avec des actrices et acteurs du mouvement social, de la culture et de la création, des intellectuel·les et des personnalités de gauche, nationalement et localement, comme l'ont traduit le comité de soutien ou les nombreux appels sectoriels au vote. Nos candidat·es mènent une campagne dynamique qui aide à créer les conditions d'une candidature à la présidentielle.

Cependant, nous ne parvenons pas à réaliser la percée électorale voulue ; nous rassemblons 2,49 % (564 949 voix), ce qui ne nous permet pas d'obtenir des élu·es. Notre absence du Parlement européen est un handicap. Malgré une liste cherchant à représenter le monde du travail par sa composition, celui-ci n'aura pas identifié le vote communiste comme un levier répondant à ses attentes. Nous serons apparues comme un repère à gauche, sans parvenir à faire émerger l'originalité de nos propositions avec suffisamment de force pour mobiliser.

Il faut souligner que le caractère antidémocratique du scrutin, qui élimine du calcul de la répartition des sièges toutes les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés, aboutit à considérer comme nuls les suffrages exprimés de près de 4,5 millions d'électrices et d'électeurs.

3. Nos campagnes présidentielle et législatives : les communistes engagé·es pour de nouveaux « Jours heureux » !

Nous sommes depuis toujours opposé·es à l'élection du président de la République au suffrage universel, tant elle contribue à déstructurer la vie démocratique du pays.

La campagne présidentielle de 2022 constituait un défi pour les communistes. Depuis 2007 et la candidature de Marie-George Buffet, nous n'avions pas présenté de candidat·e communiste à cette élection qui structure et polarise

pourtant la vie politique française.

Nous faisons alors le pari d'un exercice démocratique inédit pour prendre notre décision à travers trois étapes nationales, du conseil national au vote des adhérent·es, en passant par une conférence nationale exceptionnelle. Cette conférence nationale, tenue en pleine pandémie, réunit un millier de délégué·es en visioconférence ; elle est sans précédent dans la vie politique du pays et montre notre capacité collective à faire vivre la démocratie militante. À chaque étape de ce processus, la conviction des communistes de la nécessité d'une candidature issue de leur parti grandit, jusqu'à réunir 82 % des adhérent·es.

Notre campagne amène à une activité politique intense dès l'été 2021 avec la caravane des « Jours heureux », suivie de six rencontres nationales thématiques au dernier trimestre 2021, dont le meeting national à Paris sur les enjeux du travail et de l'emploi, précédé d'une semaine nationale d'action, visant à placer ces enjeux au cœur du débat présidentiel. Nous faisons connaître largement un axe majeur de notre projet visant à révolutionner le travail, la production et à sécuriser l'emploi et la formation pour éradiquer le chômage et augmenter les salaires, question brûlante : une conception communiste s'affrontant à l'exploitation et à la domination du capital, très différente d'autres propositions existant à gauche, visant par exemple à créer un revenu universel.

Tout au long des mois allant jusqu'au premier tour, par les meetings et les rencontres tenues, notre campagne et notre candidat apportent un souffle nouveau dans la vie politique. Fabien Roussel met son talent et son engagement au service de l'originalité de nos propositions. Au-delà des enjeux du travail et de l'emploi, nous réalisons des percées sur des sujets importants et populaires. Alors que la crise énergétique pose d'immenses défis à la France, nous parvenons à faire de la souveraineté énergétique et de la maîtrise publique de ce secteur un enjeu majeur, nous contribuons à faire grandir une majorité populaire pour un mix nucléaire-renouvelable à la hauteur des besoins et du défi climatique. Alors que 5 millions de Français·es ont recours à l'aide alimentaire, nous portons la nécessité d'une alimentation diversifiée et équilibrée, défendant la souveraineté alimentaire, avec le mot d'ordre « manger sain et à sa faim ».

Sur d'autres enjeux, la campagne est l'occasion de faire progresser notre connaissance des réalités du pays et d'améliorer notre projet. C'est

le cas des enjeux industriels et de notre volonté d'une nouvelle industrialisation du pays. C'est le cas aussi de la jeunesse, dont notre candidat fait une priorité, en avançant l'objectif d'un pacte pour la jeunesse, idée qui a mobilisé et renforcé le MJCF. C'est encore le cas de la lutte contre les violences faites aux femmes et de l'égalité femmes-hommes dans tous les domaines.

Surtout, notre démarche communiste nous conduit à porter la cohérence d'un projet de société nouveau à gauche, celui d'une « France des Jours heureux », qui s'articule autour de grands axes identifiants : la révolution du travail et de la production articulée à la transition écologique ; la promotion de biens communs par le service public ; une République sociale et démocratique, laïque et universaliste pour rendre au peuple sa souveraineté ; l'égalité réelle ; une voix souveraine de la France en Europe et dans le monde au service de la paix et des coopérations. La force de ce projet est de lier les objectifs avancés et les moyens de les mettre en œuvre. Il suscite l'intérêt de nombreuses personnalités et amène les forces qui deviendront la Fédération de la gauche républicaine à soutenir notre candidat, en contribuant à enrichir elles-mêmes notre campagne commune.

Notre campagne renoue avec l'optimisme du projet communiste, rencontre un écho populaire et construit une popularité nouvelle de notre parti et de notre secrétaire national dans le pays, des sondages encourageants en témoignent. Cependant, nous ne réussissons pas à conforter jusqu'au bout cette dynamique.

En fin de campagne, nous ne parvenons pas à déjouer un système électoral et médiatique qui favorise les candidat·es présenté·es comme pouvant accéder au second tour. L'élection du président de la République au suffrage universel et l'inversion du calendrier électoral génèrent une hyper-présidentialisation. Celle-ci est un obstacle fondamental à l'affirmation de la souveraineté populaire et à tout progrès démocratique. L'avoir affronté avec notre candidat renforce notre engagement pour le combattre. La guerre en Ukraine impacte aussi fortement les dernières semaines de campagne. En suscitant la crainte d'une escalade et en éclipsant nombre de sujets que nous avons fait émerger, la guerre favorise les candidat·es les plus installé·es. Au final, nous obtenons 2,28 % des suffrages exprimés (802 422 voix), un score décevant, inférieur au potentiel construit dans la bataille.

Cette campagne, marquée par un effort militant important, aura dessiné les axes de la reconquête de l'électorat populaire, permis de faire fortement progresser l'identification de l'originalité et de l'utilité des communistes dans la reconstruction de la gauche. Elle aura grandement contribué à ce que le PCF prenne une place visible et originale dans le paysage politique, permettant aux communistes de retrouver confiance dans leur combat. Loin d'un simple moment électoral, elle aura continué à nourrir notre activité et notre réflexion stratégique. Elle constitue donc un bien commun précieux.

Aux élections législatives, l'alliance électorale constituée avec la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale répond au désir d'union du peuple de gauche, sans pour autant être à la hauteur des défis posés à la France et à la gauche, et sans parvenir à remobiliser une partie des catégories populaires ayant intérêt au changement, ce qui reste l'enjeu politique majeur. Elle acte une convergence sur une série d'objectifs communs, sans toutefois dissimuler les différences et désaccords. Elle favorise le retour du clivage droite-gauche dans les confrontations politiques. Elle permet de qualifier de nombreux candidat·es de gauche au second tour et de faire élire deux fois plus de député·es de gauche que sous la précédente législature, contribuant à nous permettre de maintenir un groupe renforcé à l'Assemblée. Il n'en reste pas moins que la formation de cette coalition, dans les conditions imposées par La France insoumise, en ne tenant pas compte de la réalité des rapports de force locaux, aura interdit au PCF de reconquérir des sièges dans des circonscriptions où il est pourtant influent, handicapant la progression de toute la gauche.

Notre coalition électorale ne retrouve pas les scores cumulés des quatre candidatures de gauche à la présidentielle ; elle ne suscite pas l'élan de nature à faire refluer l'abstention. Le total des voix recueillies ne progresse pas sur le total des suffrages de gauche de 2017, à la différence de l'extrême droite. Confrontés à la position et à la volonté hégémonique de La France insoumise, nous ne pouvons présenter de candida-

tures communistes dans 500 circonscriptions ; ce qui aura constitué un problème important pour l'expression de nos idées et notre influence dans ces territoires, empêchant de conquérir d'autres circonscriptions. L'accord conclu alors ne doit pas devenir un carcan, ni servir de prétexte à figer le rapport de force à gauche, d'autant que d'importants débats demeurent entre nos forces, tant sur les orientations que sur la stratégie. Cette confrontation d'idées et de projets doit se faire aussi avec toutes les forces du mouvement social, avec les citoyen·nes.

Nous aurons contribué à redonner de l'espoir à des millions de personnes, mais d'importants défis demeurent. Faire progresser nos idées, reconstruire la gauche et contribuer au rassemblement majoritaire de notre peuple est un travail de longue haleine. Ce que démontre la victoire contre l'extrême droite de Jean-Marc Tellier et des camarades du Pas-de-Calais, fruit de plusieurs années de combats menés avec la population.

Dans toutes ces séquences électorales, le travail constructif et le bilan de nos élu·es est un réel appui. Il faut s'en emparer dans notre action militante. L'action par exemple de nos député·es et de notre camarade André Chassaigne pour la revalorisation des retraites agricoles, ou encore les initiatives de nos sénatrices et sénateurs, avec notre camarade Éliane Assassi pour faire éclater le scandale du cabinet McKinsey, en portent témoignage.

Ces quatre années d'activité intense auront rendu plus pressante la nécessité et l'urgence d'une organisation se déployant au plus près de la population et notamment dans les entreprises, au cœur de l'opposition entre capital et travail. S'il nous reste beaucoup de chemin à parcourir, cette exigence est largement partagée dans le PCF. C'est la gravité de la crise systémique et la nécessité d'une réponse à la hauteur qui nous avait conduit·es à décider d'un nouvel élan pour le parti. Ouvrir une alternative au capitalisme est plus que jamais une urgence : c'est l'objet de ce 39^e Congrès. Le chemin parcouru depuis le 38^e nous permet de l'aborder avec lucidité, courage et confiance.



II. *DEVANT UN DÉFI DE CIVILISATION*

L'humanité fait face à une crise inédite par son ampleur et sa globalité. Elle est faite de crises entrelacées, climatique, écologique, économique, sociale, sanitaire, politique, démocratique, dont les conséquences sont catastrophiques et font planer de graves menaces pour le devenir de la planète et de l'humanité. L'heure est plus que jamais à rompre avec ces logiques pour dépasser le système capitaliste.

Cette crise, comme toute crise, témoigne de ce que la marche du monde n'est plus tenable et que des transformations radicales indispensables se cherchent. Elle est l'expression d'une exigence de neuf, à laquelle l'ordre ancien résiste de toutes ses forces. Comme l'écrivait Marx, « la pourriture est le laboratoire de la vie ».

Elle appelle à des réponses mondiales : à un autre ordre du monde fondé sur la paix, l'égalité, la sécurité globale et la souveraineté des peuples, les biens communs et la coopération solidaire. Elle appelle le dépassement du capitalisme et exprime le besoin urgent de communisme.

1. Le besoin de communisme pour relever les défis collectifs de l'humanité

L'ère de l'Anthropocène et le défi de la crise écologique et climatique

Depuis que l'activité humaine a complètement transformé son milieu à travers les siècles, nous sommes entrés dans une ère nouvelle, l'Anthropocène, où l'activité humaine devient une source majeure de changements de la planète. Cette pression sur les ressources et l'environnement, pour la satisfaction des besoins légitimes de l'humanité, s'est aujourd'hui accélérée, au point que son impact est comparable à toutes les forces géologiques naturelles réunies et en devient insupportable. Cette aggravation récente de la crise écologique est principalement due à la course folle au profit du système capitaliste, source de gaspillage et d'inefficacité, qui est aussi l'obstacle aux changements nécessaires.

Il ne s'agit pas de revenir en arrière de cette nouvelle ère qu'est l'Anthropocène. Il s'agit d'assurer la pérennité de l'humanité dans son développement et la réponse à ses besoins fondamentaux donc légitimes, actuels et futurs. Il s'agit de révolutionner nos modes de production et de consommation pour les rendre compatibles avec la continuité de notre niche écologique :

c'est un défi scientifique et politique, qui appelle en premier lieu au dépassement du capitalisme et va au-delà de cette exigence.

Dans le débat public, les manifestations de la crise écologique et climatique, de plus en plus fréquentes et visibles, questionnent sur leurs causes et leurs solutions.

Alors que le changement climatique impose des réponses immédiates, et même si des engagements, très insuffisants, ont dû être pris par les États, de précieuses décennies ont été perdues du fait de la course aux profits, des mécanismes du marché et d'une économie fondée sur les énergies carbonées. Le dérèglement climatique appelle des mesures fortes. Il suppose d'affronter les lobbies, d'engager des dépenses majeures (à hauteur de 6 % du PIB pendant 20 ans, selon les préconisations du GIEC), d'agir en internationalistes pour la réduction des inégalités globales devant les conséquences du réchauffement déjà à l'œuvre.

L'autre défi majeur est celui de la préservation de la biodiversité. Le rythme actuel de disparition des espèces vivantes est comparable, voire supérieur, à ceux connus lors des cinq grandes extinctions de masse répertoriées par les paléontologues, jalonnant la longue histoire de la Terre : elles ont vu, pour chacune d'entre elles, plus de 75 % des espèces disparaître. Face à cette crise de la biodiversité, certains scientifiques affirment même que la Terre est actuellement au seuil d'une 6^e extinction de masse. La dégradation des écosystèmes par les pollutions globales, la destruction des habitats naturels, la déforestation ainsi que la surpêche en sont les principales responsables. Les émissions massives de dioxyde de carbone (CO₂) sont directement responsables du dérèglement climatique, accentuant ainsi la pression sur le monde vivant, mais elles provoquent également une acidification des océans faisant peser de graves menaces sur l'ensemble de la biodiversité marine. Deux zones concentrant une part significative de la biodiversité mondiale sont dans une situation critique : la Grande Barrière de corail d'Australie menacée par l'acidification et le réchauffement de l'océan, et la forêt amazonienne s'approchant dangereusement d'un point de bascule et d'un dépérissement irréversible du fait de la déforestation et des sécheresses à répétition.

Le besoin de communisme s'affirme dans les urgences de réponse aux défis de ces crises :

- ◆ avec les menaces de pandémies, alors que les multinationales empêchent le partage

des brevets et des technologies de production de médicaments, de matériels et de vaccins, la sécurité sanitaire mondiale doit être considérée comme un bien commun planétaire, libéré des enjeux de pouvoir et d'argent ;

- ♦ la sécurité alimentaire exige, au niveau mondial, avec la généralisation de pratiques respectueuses de l'environnement, la remise en cause de la toute-puissance de l'agrobusiness, entre autres par la fin de la brevetabilité du vivant. Cela implique que toute la chaîne de la production à la consommation sorte de la loi du marché et qu'un droit universel à une alimentation de qualité pour tout un chacun soit instauré, les inégalités d'accès à l'eau s'accroissent ;
- ♦ les nouveaux domaines que sont les grands fonds marins ainsi que l'espace doivent être préservés de l'accaparement par les logiques financières et capitalistes de quelques multinationales ainsi que des velléités de militarisation. Ils doivent être réservés à de nouvelles opportunités pour la recherche scientifique à des fins pacifiques et participer à la promotion de l'idée de bien commun universel.

Ces insécurités humaines frappent l'humanité entière et appellent des réponses globales. Ce sont aussi des batailles qui portent sur un ensemble de biens qui doivent devenir des biens communs. Cela implique des batailles politiques et sociales, à mener au niveau international et avec les acteurs en lutte dans les domaines concernés. Des potentialités et des contradictions existent pour arracher ces biens à la domination du capital et en faire des biens communs.

La révolution informationnelle

La révolution numérique et informationnelle appelle le développement des capacités humaines et le partage, dans un monde dominé par l'appropriation et la priorité au capital. Elle permet de démultiplier l'efficacité du travail humain. Elle continue de bouleverser la culture et les pratiques sociales, les rapports de production, les entreprises et les services publics, le travail, les méthodes de gestion et d'évaluation. Elle modifie durablement les rapports sociaux et ouvre de nouvelles potentialités de développement, de partage et de coopération entre les peuples. Elle amène les forces du capital à se réorganiser en se livrant une guerre économique, voire interétatique, dans une course effrénée, notamment pour s'accaparer les données immatérielles, sources d'enjeux géopolitiques, éthiques et démocratiques.

Sa phase actuelle est dominée par une accélération du monopole du capital financier mondialisé. Il la récupère, la modère et pervertit ses potentialités.

Les multinationales (pharmaceutiques, Gafam,...) tirent parti du gain de coûts que permet le partage informationnel dans leur réseau privé de filiales qu'elles étendent, mais au prix de rachats financiers qui dépassent ces gains. Leur fuite en avant dans la capitalisation boursière la plus élevée accroît la pression sur les dépenses humaines, sociales et de services publics.

Cela alimente ainsi la crise profonde d'efficacité, voire de sens, dans laquelle nous nous trouvons. Il existe donc une tension entre les potentialités émancipatrices de la révolution informationnelle et une réalité faite d'une intensification de l'exploitation, d'insécurité sociale et d'aliénation.

Si nous voulons reprendre en main notre destin, nous devons mettre fin au pouvoir des grandes firmes plateformes du numérique. Le numérique détruit, transforme et crée emplois et métiers tout à la fois.

La maîtrise sociale des données, de l'intelligence artificielle, la propriété des plateformes font déjà l'objet de luttes de résistance, de combats émancipateurs, de batailles pour la conquête de nouveaux droits et pouvoirs, associés à la construction de nouvelles institutions démocratiques dont les communs pourraient être l'un des pivots.

Une nouvelle phase de la crise systémique du capitalisme

Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui résulte de la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales.

Les crises de 2008 et de 2020 ont provoqué le recours sans précédent à des liquidités créées par les banques centrales. Après 2008-2009 elles ont permis à la mondialisation financière de reprendre. Mais après les interventions de 2020, l'insuffisance de production, les pénuries d'emploi, les ruptures de chaînes d'approvisionnement, les consommations de matières, les spéculations et le gonflement inédit du capital financier ont atteint un paroxysme. Il en est résulté qu'une inflation d'une grande violence a ressurgi durablement dans le monde entier,

renforcée par la déstabilisation des chaînes mondiales d'activité.

Pour sauver la valeur des capitaux accumulés, les banques centrales et les classes dirigeantes assument le risque d'une récession : plutôt sacrifier l'emploi et la croissance que de concéder des hausses de salaires et développer la formation de toutes et tous. Et c'est le risque de crise financière qui se profile. Face à ces restrictions et perversions, l'enjeu d'un tout autre contenu de la croissance est plus que jamais d'actualité pour un développement écologique et social.

Cette crise bouscule les bourgeoisies, jusqu'au cœur du capital financier. La remise en cause des représentations politiques traditionnelles, la rupture avec les corps citoyens et la déstabilisation de nombreux régimes, sous l'effet d'importantes crises sociales et politiques, les percutent.

Cette crise, avec les politiques néolibérales d'austérité, génère chômage et précarité de vie, elle remodèle les sociétés, elle amène des tensions humaines de plus en plus insupportables et, en même temps, de l'intérieur même du système sont nés, développés par les femmes et les hommes, des potentiels formidables qui permettraient de commencer à relever tous ces défis.

Cela ouvre de l'espace pour les idées communistes. Ainsi, la politique du « quoi qu'il en coûte », menée par les banques centrales et un certain nombre de gouvernements, souligne aussi la possibilité d'une autre sélectivité du crédit et des prêts en faveur de l'emploi, de la formation, des services publics et de la transition écologique, et non plus en faveur des marchés financiers. L'utilisation de l'argent et du crédit doit se faire sous contrôle démocratique et avec des critères d'efficacité sociale et écologique.

L'hégémonie du dollar, qui maintient de nombreux pays dans une situation de dominés, est contestée et il faut continuer à la combattre. Le PCF peut donner de la force à sa proposition d'émission massive des droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI, pour aller vers une monnaie commune mondiale au service du développement humain et des biens communs. De grands pays, comme la Chine ou l'Inde, ont aussi formulé une proposition similaire. La sortie du « règne du dollar » est un impératif pour développer des relations équilibrées entre les nations.

Des dangers surgissent aussi. Pour le capital, la guerre et l'interventionnisme politique et mi-

litaire font partie des débouchés. On voit aussi une fraction du capital financier chercher un mode d'accumulation brutal et autoritaire, en s'appuyant voire en s'alliant avec l'extrême droite, ou en nourrissant l'autoritarisme.

Cela souligne l'importance des rassemblements à construire dans l'action, sur des objectifs visant le dépassement du capitalisme et l'importance de convergences internationales en ce sens.

Face au danger de la guerre et des politiques de force : agir pour la paix maintenant

L'exacerbation des concurrences capitalistes aggrave la militarisation des rapports de force internationaux. La crise que connaissent aujourd'hui l'Europe et le monde est aussi le résultat des logiques de prédation impérialistes dans leur diversité, ainsi que du développement des logiques d'alliances bellicistes qui risquent d'entraîner l'humanité à l'abîme. Dans un contexte qui n'est plus celui de la guerre froide ni celui dit de l'immédiat après-guerre froide, elle entraîne la multiplication et l'enlisement de nombreux conflits armés, partout dans le monde.

L'invasion de l'Ukraine décidée par le régime russe de Vladimir Poutine est injustifiable et criminelle. Nous sommes solidaires du peuple ukrainien.

Cette invasion a des effets en chaîne désastreux, dans un contexte mondialisé dans tous les domaines, et elle présente un danger extrême pour les peuples.

Elle fut aussi déclenchée dans le contexte de la politique d'expansion continue et de l'installation de bases militaires de l'Otan vers l'Est, en dépit des engagements étatsuniens, et de la non-application par les gouvernements ukrainien et russe des Accords de Minsk, qui pouvaient mener à un règlement politique de la guerre civile en Ukraine et dont la France et l'Allemagne s'étaient portées garantes. La fourniture d'armes lourdes et offensives ajoute de la guerre à la guerre.

Plus de 300 000 morts à ce jour, des centaines de milliers de blessés, l'exode forcé de 8 millions d'Ukrainiens, d'enfants déplacés, de familles séparées : il y a besoin d'une mobilisation internationale exceptionnelle pour rompre l'engrenage guerrier en cours, l'escalade de la course aux armements, l'aiguïsement des tensions et des conflits militaires, et le danger nucléaire. Par ailleurs, la guerre est utilisée par les États-Unis

pour renforcer leur hégémonie en Europe, par les États et les industriels de l'armement pour relancer la course aux armements, et les classes dirigeantes l'utilisent pour imposer des politiques d'austérité et des sacrifices toujours plus importants au monde du travail.

Nous appelons la France à choisir le camp de la paix et à retrouver une diplomatie indépendante et constructive, en arrêtant de s'aligner systématiquement sur l'Otan et les États-Unis. La France doit sortir de l'Otan et nous nous plaçons dans la perspective de la dissolution de cette organisation. Les risques de généralisation du conflit, avec leur dimension nucléaire, sont liés aux faits que :

- ◆ les instances multilatérales, notamment l'ONU, ont été affaiblies par les politiques néoconservatrices, en particulier étatsuniennes, qui empêchent les pays du Sud de faire entendre leur voix, au point de perdre en efficacité. Nous ne reconnaissons pas la légitimité des clubs de pays riches, comme le G7 ou le G20, qui prétendent résoudre les problèmes du monde selon leurs propres intérêts ;
- ◆ les traités de diminution et de contrôle de l'armement ont presque tous été dénoncés. La course aux armements en a été relancée, pour le plus grand profit des industriels du secteur, notamment étatsuniens et français. En France, le secteur de l'armement doit avoir pour objet strict d'assurer les besoins de la défense nationale, au lieu de s'appuyer sur l'exportation d'armes.

Il y a donc urgence à mobiliser pour dire « stop à la guerre » et pour un cessez-le-feu. Le PCF prendra toutes les initiatives afin de mobiliser l'ensemble des forces de paix (associations et syndicats) pour faire advenir un nouvel ordre mondial de paix, de sécurité et de coopération. Nous appelons les pacifistes, humanistes et progressistes à engager dans tout le pays une grande campagne pour la paix. Tout doit être mis en œuvre pour trouver le chemin d'un règlement politique, sous l'égide de l'Onu, permettant de restaurer la souveraineté de l'Ukraine, d'établir des garanties de sécurité pour tous les pays de la région, pour l'Ukraine et pour la Russie, de réunir les conditions d'une paix juste et durable et d'une sécurité collective sur tout le continent européen, d'un désarmement global et multilatéral.

Les rapports de domination se recomposent :

- ◆ l'impérialisme des USA, qui n'accepte pas

d'être contesté, est à la recherche de nouveaux moyens de domination pour regagner en hégémonie, ce qui le rend plus dangereux : arme politique (« le front des démocraties », défini comme les alliés des États-Unis) ; arme économique, par la domination de ses multinationales, sa suprématie monétaire, énergétique ; arme des lois extraterritoriales, illégales en droit international, imposées aux pays et entreprises qui commercent avec les pays désignés par eux comme ennemis ; et arme de l'Otan. Outil de la guerre froide au service de l'hégémonisme des États-Unis, contraire à la charte des Nations unies, qui aurait dû être dissout en même temps que le Pacte de Varsovie, l'Otan se dote d'une stratégie « globale » qui se mondialise, tournée en particulier contre la Chine et les autres pays pouvant le contester. La France et l'Union européenne s'inscrivent de plus en plus dans cette même logique, comme en témoigne l'adoption de la boussole stratégique de l'UE en mars 2022. Tout cela atteste que l'Otan est toujours un outil de guerre et doit être dissout au bénéfice d'un espace pan-européen et mondial de paix, de coopération et de sécurité collective ;

- ◆ la Chine accède à un statut de grande puissance mondiale et non plus régionale. Elle cherche à échapper à l'encerclement, en déployant des investissements importants et en cherchant de nouveaux rapprochements pragmatiques dans le cadre des Brics et de l'Organisation de coopération de Shanghai. Elle est en situation de contester la domination économique mondiale des États-Unis et de les supplanter dans les échanges entre nations du Sud. Elle réagit également sur le terrain militaire, même si l'appel des dirigeants chinois à la désescalade et à une nouvelle sécurité collective peut être un point d'appui précieux pour la paix. Les provocations étatsuniennes à Taïwan alimentent délibérément les tensions, aggravent la militarisation des rapports régionaux, nourrissent la montée des nationalismes. Dans une perspective de règlement pacifique, le PCF affirme son attachement au principe « d'une seule Chine », reconnu par la France depuis 1964 et par l'Onu depuis 1971. Par leur histoire, le PCF et le PCC ont fait des choix différents, et la voie suivie par la Chine n'est pas la nôtre, d'abord parce que la démocratie, le respect des droits humains et des libertés sont au cœur de notre projet communiste ;

- ◆ la Russie veut retrouver une certaine influence internationale. Après la disparition de l'URSS,

les puissances occidentales, États-Unis en tête, ont voulu dominer la Russie et empêcher son développement indépendant par une politique agressive d'encerclement. Dans ce contexte, Vladimir Poutine a peu à peu imposé un régime à l'opposé de toute politique progressiste, tant par son capitalisme rentier que par la résurgence d'un chauvinisme impérial grand-russe réactionnaire, ultra-nationaliste, autoritaire voire dictatorial ;

- ♦ des pôles régionaux, ou leur esquisse, dominés par des gouvernements nationalistes réactionnaires et autoritaires, tels que l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Iran, Israël ou la Turquie, cherchent à se positionner dans ces recompositions. Le Proche et le Moyen-Orient constituent une zone plongée dans le chaos du fait des politiques néolibérales, des tensions nationales et des interventions militaires principalement menées sous l'égide des États-Unis pour assurer leur mainmise sur les ressources pétrolières, énergétiques et sur les zones géopolitiquement stratégiques. Ces différentes puissances sont en recherche d'une place sur l'échiquier mondial, par une intervention politique voire militaire ;
- ♦ la lutte pour l'accaparement et l'exploitation des ressources naturelles joue un rôle important dans l'exacerbation des tensions internationales. Cela est particulièrement visible pour l'Afrique, que les politiques néolibérales et l'ingérence d'intérêts impérialistes – dont ceux, historiques, de la France – plongent dans de terribles soubresauts ;
- ♦ en Amérique latine, les gouvernements et mouvements progressistes sont de nouveau la cible de déstabilisations, coups d'État, sanctions économiques, persécutions juridiques, etc. orchestrés ou soutenus par les États-Unis ;
- ♦ dans ce contexte, les gouvernements français successifs ont développé une politique visant à maintenir l'action de la France comme puissance impérialiste, certes de second ordre, mais dont les effets sont significatifs dans de nombreuses parties du monde. Elle s'appuie sur un néocolonialisme économique, monétaire et militaire, ainsi que sur des élites corrompues de plus en plus rejetées en Afrique.

Nous combattons la logique de blocs. Dans une situation où les politiques de force entraînent le monde dans la guerre, il est impensable de s'aligner sur un « bloc ». Il est inconcevable et dangereux pour l'humanité que les volontés impérialistes, quelles qu'elles soient, prennent

en otage et mettent en péril l'égalité entre les êtres humains et la liberté des peuples à pouvoir disposer d'eux-mêmes. Il est nécessaire de développer une politique indépendante, répondant aux intérêts communs des peuples et des mouvements progressistes contre l'impérialisme, pour la paix et le désarmement global, le respect des droits, et de la souveraineté populaire, la sécurité collective et globale.

Le PCF est le parti de la paix. Tout au long de son histoire, il a toujours été en pointe dans les luttes pour la paix, le désarmement global, y compris nucléaire, l'anticolonialisme, et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ces combats, il les réinvestit dans l'urgence de la situation actuelle, aux côtés des autres forces de paix, des réseaux, organisations et militants pour la paix, avec lesquels il réaffirme sa solidarité.

La crise et les contradictions de l'Union européenne

Ces contradictions explosives se reflètent dans la crise de la construction capitaliste de l'Union européenne. La finalité de cette dernière reste celle des traités néolibéraux que le PCF dénonce depuis l'Acte unique et le Traité de Maastricht : la défense de la « concurrence libre et non faussée » au sein du marché intérieur, y compris sur les services publics, autour d'une BCE indépendante, soustraite à tout contrôle démocratique. Le fonctionnement actuel de la BCE n'en fait pas une institution au service de l'intérêt commun, mais un outil au service du capital. Même si certaines brèches se sont ouvertes, comme la suspension temporaire des règles budgétaires, la rupture entre les peuples et une construction capitaliste ne répondant pas aux besoins de progrès sociaux et de transition écologique s'est renforcée. La volonté d'imposer une perspective fédéraliste, mettant en cause la souveraineté démocratique des peuples et des nations, persiste, mais elle se heurte à l'aiguïsement des concurrences sur les questions économiques, énergétiques et militaires. Face à la nécessité de répondre à des enjeux fondamentaux dépassant les frontières nationales, l'Union européenne actuelle, par son fonctionnement, ses institutions et ses orientations économiques néolibérales et géopolitiques, constitue aujourd'hui un frein à la nécessaire solidarité internationale.

Des batailles majeures, dans lesquelles les idées communistes ont un rôle indispensable à jouer, s'annoncent : sur le refus de l'assujettissement à l'Otan et à

l'impérialisme étatsunien ; sur l'établissement de nouvelles relations avec les pays émergents ; sur le non-retour aux règles austéritaires ; sur le refus des traités de libre-échange ; sur la nature de la construction européenne, à travers la remise en cause des traités européens actuels et le combat pour une union de peuples et de nations libres, souveraines et associées, ou encore pour faire enfin des services publics, de la protection sociale, de la création d'emplois, des droits sociaux, de la réindustrialisation, de la nécessité de réduire notre dépendance aux énergies carbonées, de l'écologie, de l'agriculture, de la politique d'accueil, de l'égalité femmes-hommes des priorités.

Une nouvelle union européenne, une union des peuples et des nations libres, souveraines et solidaires, devrait ainsi reposer sur la mise en commun des forces et potentiels des pays qui la composent ; au service d'un modèle de progrès social et écologique, partagé, solidaire, d'émancipation démocratique, de coopération, de paix et de codéveloppement.

C'est dire l'enjeu très important des élections européennes de 2024.

La course de vitesse contre les extrêmes droites

La promesse de sortie de la crise peut prendre une direction autoritaire, raciste et réactionnaire. Sur le lit des politiques néolibérales, des défaites et des renoncements de la gauche, les extrêmes droites menacent partout.

Sous des formes différentes, et dans divers contextes nationaux, de l'Italie (où Giorgia Meloni se réfère à Mussolini), à la Suède, du Brésil à la Russie et aux États-Unis, de la Hongrie à la Pologne et à Israël, en passant par la France, elles placent leurs thématiques racistes et xénophobes au cœur du débat politique. Les droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre, ainsi que l'accès à l'IVG, sont de plus en plus menacés. En Europe, est remis en cause l'héritage des Lumières, ces forces prospérant sur les crises politiques et instrumentalisant la crise de l'accueil des migrant·es. Elles se mettent en situation de recomposer les droites, se présentant comme un recours pour le capital et proférant avec ruse un discours faussement « social ».

Les crispations identitaires sont aussi créées et utilisées par les fondamentalismes religieux. Ces courants bénéficient d'appuis étatiques et financiers, et ils n'hésitent pas à employer tous les moyens, y compris le terrorisme. Parfaite-

ment compatibles avec la théorie néoconservatrice du « choc des civilisations », ils attaquent violemment les droits humains, en premier lieu les droits des femmes, des minorités sexuelles et de genre, la liberté de conscience, les conquêtes démocratiques et sociales, la culture et les intellectuel·les, le mouvement ouvrier et la gauche.

Aucune alliance, aucun rapprochement, même implicite ou tactique, n'est possible avec les extrêmes droites, ni avec les régimes fondamentalistes. Ils doivent être combattus partout. Il est possible de mettre un coup d'arrêt à leur progression, grâce aux mouvements populaires, aux luttes sociales et écologistes, aux rassemblements larges de la gauche et des progressistes qui s'appuient sur les mobilisations, et aux intenses batailles d'idées, comme l'ont montré les défaites de Trump aux États-Unis, de Bolsonaro au Brésil, de Añez en Bolivie, ou de Kast au Chili.

Les conséquences des crises sur les peuples

La pandémie a montré les effets désastreux des politiques capitalistes sur la santé. Plus largement, la crise entraîne une augmentation de la paupérisation. 120 millions de personnes supplémentaires ont été rejetées dans l'extrême pauvreté en 2020. L'insécurité alimentaire touche 318 millions de personnes de plus. Les inégalités mondiales sont aujourd'hui proches du niveau qui était le leur au 19^e siècle. Elles touchent tous les continents, en premier lieu les pays d'Amérique latine, du Proche et du Moyen-Orient, d'Afrique, mais aussi les pays européens. Les travailleurs et travailleuses contraint·es de travailler dans l'économie informelle, les femmes et les enfants sont les plus touchés par la fragilisation considérable de la protection sociale des populations.

Les migrations humaines ont pris une dimension nouvelle ces dernières années, elles se mondialisent tant au niveau des pays de départ que des pays d'accueil. En 2019, l'Onu estimait à 272 millions le nombre de migrant·es internationaux (personnes vivant dans un pays autre que celui de sa nationalité), soit 3,5 % de la population mondiale contre 2,8 % en 2000 et 1,9 % en 1975. La grande majorité des migrations se fait dans un cadre régional et intra-régional, et principalement au Sud. C'est la conséquence des conflits armés, de la crise économique, des atteintes aux droits humains, du pillage des ressources naturelles par les multinationales et du dérèglement climatique. Les parcours migratoires sont souvent marqués par des drames d'une vio-

lence inouïe, que les logiques de type forteresse ne font qu'aggraver. Les communistes refusent que la Méditerranée, les Alpes, la Manche, ou tout autre espace de la planète, puissent être des zones de non-droit et des cimetières à ciel ouvert. Le monde de sécurité globale et de solutions internationales que nous défendons, c'est-à-dire le respect des droits humains et du droit international, un accueil digne des personnes contraintes à l'exil sans distinction de leur pays d'origine, et l'instauration de voies sécurisées, la régularisation des travailleurs sans papiers, le droit au travail, la suppression des règlements de Dublin, la reconnaissance des réfugiés climatiques, s'imposent pour éviter ces drames humains. Partir de chez soi est toujours une déchirure, un déracinement. Aux antipodes de l'égoïsme et de dangereux calculs racistes, nous devons hospitalité et fraternité à tous les réfugiés qui fuient les guerres, la misère et les oppressions, sans distinction, car nous sommes une seule et même humanité. Cette sécurité globale doit aussi garantir à chaque pays le droit au développement et à la souveraineté, non soumis aux logiques capitalistes et de domination, ainsi que le droit de chacun.e à vivre dignement dans la paix et dans son pays.

Travail, déscolarisation, mendicité, famine, absence d'accès à l'eau potable ou de toit, prostitution, prélèvements d'organes, mutilations sexuelles, infanticides : les enfants sont parmi les premières victimes de la situation du monde. Plus de 160 millions d'enfants à partir de 5 ans travaillent dans le monde, ce qui est totalement contraire à la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) adoptée en 1989, qu'il est urgent de faire appliquer. Il convient également d'obtenir des États-Unis et d'Israël la signature de cette convention internationale. Nous exigeons et nous lutterons pour faire appliquer cette convention en France et dans tous les pays où les droits de l'enfant sont bafoués.

2. De nouvelles potentialités prometteuses

Partout et sous leurs différentes formes, l'exploitation capitaliste, les discriminations et les dominations sociales et politiques sont contestées. Dans leur diversité, ces luttes constituent le cœur battant du changement révolutionnaire auquel nous travaillons. De nouvelles potentialités apparaissent. Elles sont les ferments d'une alternative possible, dans un monde plus interdépendant. Elles appellent un nouvel internationalisme.

L'exigence de l'action internationale

Dans une perspective de transformation globale, les instances internationales multilatérales sont à remodeler. Elles doivent être un des leviers permettant d'avancer vers un autre ordre du monde. Il faut agir pour les renforcer, les réformer et s'assurer de l'effectivité de leurs résolutions. Cela concerne l'Onu et ses agences (Organisation mondiale de la santé, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de l'énergie, Organisation internationale du travail), de même que de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques), Unicef, Unesco, Giec... Les institutions de la mondialisation capitaliste doivent, elles aussi, changer de logique : l'OMC doit être placée sous l'égide de l'Onu et transformée en organisation de maîtrise d'un commerce équilibré, mutuellement avantageux, accompagnant des partages de technologies et d'investissements. Une réforme profonde du FMI doit être engagée, placée lui aussi sous l'égide de l'Onu. L'OMS doit retrouver son indépendance vis-à-vis des pouvoirs financiers. Ce sont des appuis décisifs pour enclencher des processus internationaux pour la sécurité humaine et collective, pour la lutte contre le réchauffement climatique, pour le respect du droit international et des droits sociaux et démocratiques, pour la culture et l'éducation, pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants.

Relever les défis globaux de l'humanité exige une coopération internationale et une action résolue, durable, permettant la création de rapports de force fondés sur les mobilisations populaires et l'action politique des États et des peuples souverains.

C'est vrai pour la crise climatique et sanitaire, dont la résolution implique une transformation globale des modes de production, de financement et de consommation. Il y a besoin d'une planification mondiale d'investissements, de partage des brevets, des technologies et des résultats de la recherche, une élévation des connaissances et des qualifications de toutes et tous.

Le rôle moteur et les défis des mouvements sociaux et populaires multiformes

Dans le sillage des soulèvements populaires pour la démocratie des Printemps arabes, les peuples, notamment la jeunesse et les femmes,

se mobilisent. C'est le cas des mouvements contre les régimes autoritaires et corrompus, comme par exemple ceux qui se déroulent au Liban, au Soudan, en Tunisie, les manifestations historiques en Israël contre le gouvernement israélien actuel, le mouvement « Femme, Vie, Liberté » contre la dictature islamiste en Iran, qui a un écho mondial et s'annonce durable, pouvant bousculer les équilibres du Moyen-Orient. C'est le cas encore de la lutte exemplaire des femmes afghanes contre l'obscurantisme des Talibans. Toutes ces mobilisations soulignent le caractère universel de la défense des droits humains.

Les grandes luttes contre le dérèglement climatique et les déforestations, comme au Brésil ou au Congo, témoignent des exigences grandissantes de refonte des productions et d'une nouvelle culture de la consommation.

Multiformes et décentralisés, ces mouvements instaurent un rapport de force. Ils sont cependant confrontés à trois questions stratégiques. La première porte sur la manière dont les mobilisations écologistes, féministes ou antiracistes s'articulent et contribuent à renforcer le combat de classe et à unir le monde du travail afin d'arracher des victoires sur le capital. La deuxième est celle des moyens politiques pour une perspective rassemblant majoritairement les peuples. La troisième concerne le lien avec les exigences et propositions du contrôle démocratique sur l'utilisation de l'argent des entreprises. La mise en évidence de ces champs de convergences suppose une intense bataille idéologique, un engagement concret à partir de la spécificité de tous ces combats, et une mise en évidence de leur interaction dans une dynamique d'émancipation.

Les mouvements sociaux contre les effets des politiques néolibérales sont confrontés à cette question. En Amérique Latine, ils ont trouvé des débouchés politiques, avec des résultats dépendant de la capacité des organisations politiques à résister aux forces réactionnaires. En Europe, la question est également soulevée. L'importance centrale de la question sociale et de celle du travail y apparaît clairement. Le rôle du mouvement syndical s'y trouve d'ailleurs déterminant : au Royaume-Uni ou en Italie, c'est lui qui maintient la gauche debout.

La multiplicité des mobilisations sociales ne bouscule toutefois pas le sentiment d'impuissance des peuples face à la guerre. Les mouvements de paix restent trop faibles pour peser sur les rapports de force. L'engagement des peuples pour la paix est aujourd'hui une urgence absolue. Reconstruire un grand mouvement pour la

paix bien au-delà de la France exige de faire grandir la conviction que la paix est possible et indispensable. Promouvoir une culture de paix fait partie intégrante du projet communiste. La diplomatie doit être le moyen de résolution des conflits. Avec de la préservation et protection de l'environnement, la paix est gage de survie de l'humanité et de développement humain.

La gauche à la croisée des chemins

Partout, la gauche est confrontée au besoin de construire des majorités sociales et politiques, fondées sur sa capacité à répondre aux aspirations populaires, à faire émerger une alternative au capitalisme, à combattre les tentatives de division du salariat et des catégories populaires. Des confrontations majeures face aux politiques des grandes bourgeoisies, à la domination du patriarcat et à l'offensive de l'extrême droite sont devant nous. Les communistes ont un rôle décisif à jouer dans la construction de l'unité des travailleurs et travailleuses, de majorités politiques et sociales pour faire face à ces défis.

En Amérique du Sud, la gauche a constitué des fronts larges. Les partis communistes y jouent un rôle essentiel. À ce jour, les gouvernements de gauche au Chili, en Colombie, en Bolivie, au Brésil sont des points d'appui pour le changement des rapports de force dans cette partie du monde. Partout sur le continent, la gauche est confrontée à de nombreux coups d'État judiciaires avec la complicité du pouvoir médiatique. La défense des conquêtes sociales de la Révolution cubaine, obtenues par le peuple cubain avec l'appui du Parti communiste cubain, et la levée du blocus criminel imposé par les États-Unis sont centrales ; ainsi que la fin des ingérences et des sanctions étatsuniennes au Venezuela, qui aggravent la crise économique dont souffre le peuple vénézuélien. Les sanctions économiques qui frappent les peuples sont inadmissibles et doivent être levées.

En Europe, le PCF salue l'action des communistes espagnols dans le gouvernement de coalition de gauche, les perspectives historiques qui s'ouvrent au Sinn Féin en Irlande et les progrès réalisés par le PTB en Belgique. Pour autant, la gauche est confrontée à une crise historique dans des pays majeurs de l'UE, comme l'Italie, l'Allemagne et d'autres pays, et elle a pratiquement disparu d'Europe de l'Est, où elle subit de la répression voire des mesures d'interdiction et elle fait face à la glorification des fascismes passés de la part des forces de droite et d'extrême droite ou de gouvernements, notamment dans les pays baltes et en

Ukraine. Le PCF réaffirme sa solidarité avec les forces de gauche et communistes face à ces mesures. Alors que le social-libéralisme a perdu sa force propulsive, même s'il continue de peser dans un certain nombre de pays, que le « populisme de gauche » s'est avéré, en plus d'être inefficace pour conquérir le pouvoir, impropre à combattre l'extrême droite, et que des secteurs concentrent leur action en direction de certains électors en se détournant des forces vives du salariat et des catégories populaires, d'importants débats stratégiques doivent être approfondis. Ils sont la condition de l'unité nécessaire. Se pose ainsi partout la question clé des constructions politiques transformatrices à visée majoritaire, fondées sur le monde du travail et les catégories populaires.

3. Les principes et les cadres de la politique internationale et européenne du PCF : œuvrer à un internationalisme porteur d'émancipation

Le PCF renforce et déploie sa politique internationale en toute indépendance, pour un monde de paix, libéré de l'oppression, des dominations et du capitalisme, selon les axes suivants :

- ◆ le développement de la solidarité avec les forces progressistes et communistes et avec les mouvements sociaux aux prises avec la répression et avec des mesures d'interdiction. Sur la base des liens forts de solidarité historique, le PCF mène un dialogue fraternel, ouvert et franc avec les partis communistes. Le PCF fait de la défense des droits humains, de la solidarité avec les luttes sociales, démocratiques, féministes, antiracistes, écologiques, citoyennes, et des forces qui les portent, une constante de sa politique internationale. Il est aux côtés des forces progressistes et communistes, des forces syndicales interdites ou réprimées. Il contribue à l'élaboration de convergences internationales avec l'ensemble de ces forces.
- ◆ pour le PCF, le combat pour la défense des droits humains et la libération des prisonnier-es politiques, la lutte contre les mesures de répression prises à l'encontre des journalistes, des intellectuel-les, des militant-es communistes et progressistes, la lutte pour la démocratie, la liberté d'expression, d'opinion et de conscience, sont une constante de sa politique internationale. Il condamne avec force toutes les atteintes au pluralisme, à la démocratie et à l'État de droit.
- ◆ la défense du droit des peuples et des nations à l'autodétermination et à la souveraineté, contre les forces d'occupation et les agressions impérialistes. Les résolutions de l'Onu en la matière sont les fondements du droit international et doivent être appliquées. Le PCF dénonce le silence coupable des dirigeant-es français-es et européen-nes à l'égard des conflits pour lesquels des résolutions condamnent le pays agresseur. Le PCF réaffirme ainsi son engagement tout particulièrement aux côtés :
 - du peuple palestinien pour une paix juste et durable, pour la reconnaissance d'un État indépendant et viable de Palestine, conformément aux résolutions du Parlement portant sur la reconnaissance de l'État de Palestine, adopté en décembre 2014, aux côtés d'Israël, sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, ce qui implique le démantèlement des colonies israéliennes, la fin du blocus de Gaza, le retour des réfugié-es la protection internationale du peuple palestinien, l'arrêt du processus d'annexion en cours et la fin du régime d'apartheid appliqué au peuple palestinien dans les territoires occupés et en Israël. Le PCF soutient les luttes du peuple palestinien face aux persécutions et à la politique d'expulsions, et pour une paix juste et durable. Il est aussi aux côtés des forces progressistes israéliennes. Au vu de l'urgence, le PCF renforcera sa campagne pour que la France reconnaisse l'État de Palestine, pour que des sanctions économiques et diplomatiques soient prises contre l'État d'Israël tant que celui-ci ne respecte pas le droit international et pour imposer la libération de toutes et tous les prisonnier-es politiques palestinien-nes ;
 - du peuple cubain, pour la levée du blocus et le retrait de Cuba de la liste des États terroristes. Cuba subit depuis 61 ans le blocus économique, commercial et financier le plus sévère et le plus long de l'histoire. Il s'ajoute aux attentats, ingérences, loi extraterritoriale illégale, guerre non conventionnelle et mesures coercitives menés par les États-Unis. Ce blocus criminel et illégal étouffe l'économie cubaine, ses échanges et ses exportations. Il asphyxie le pays et martyrise son peuple. Cette insulte et cette agression du droit international par les États-Unis doivent cesser et être combattues. Le PCF s'engage dans une campagne de solidarité avec Cuba et pour exiger que la France agisse contre la politique d'étran-

gement menée par les États-Unis et pour la levée du blocus ;

- du peuple sahraoui, et du Front Polisario, pour l'application des résolutions de l'Onu que le gouvernement marocain refuse d'appliquer, et la tenue d'un référendum d'autodétermination ;
- du peuple kurde dans sa lutte contre l'interventionnisme turc, contre la persistance de Daesh, contre les grands féodaux et pour l'avènement du confédéralisme démocratique et aussi pour assurer la sécurité des réfugiés kurdes dans notre pays, et partout où ils se trouvent. L'expérience du Rojava, qui malgré la guerre, a mis en place un régime social, d'égalité hommes/femmes, est unique au Moyen-Orient. Le PCF demande le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes, la levée du secret défense, et que soient jugés les commanditaires des crimes commis sur le sol français, à Paris ;
- du peuple chypriote et d'Akel, pour la reprise des négociations gelées depuis 2017 sur l'application des résolutions de l'Onu, en vue de la réunification de Chypre sur la base d'un État fédéral, de la fin de l'occupation turque et du démantèlement des bases militaires britanniques ;
- du peuple irlandais, et du Sinn Féin, pour une République irlandaise unifiée ;
- du peuple arménien et de la République d'Artsakh (Haut-Karabakh), que la France doit reconnaître. Ils sont menacés dans leur existence par le gouvernement azerbaïdjanais avec l'appui du gouvernement turc ;
- des peuples africains dans leurs luttes pour une justice climatique et une véritable souveraineté monétaire, économique, agricole, culturelle et de défense. Cela passe notamment par la fin du franc CFA/ECO et des bases militaires permanentes sur ce continent.
- des Ouïghours, victimes d'une répression injustifiée, avec stérilisations forcées des femmes, assassinats et déportations. Le PCF demande l'arrêt immédiat de la persécution des Ouïghours, qui dure aujourd'hui depuis une quinzaine d'années.

Afin d'impulser une culture de la paix et l'émergence de projets de solidarité internationale dans les collectivités territoriales, les élu.es communistes pourront favoriser la mise en œuvre d'une coopération décentralisée institutionnelle. Ces projets émancipateurs ont pour vo-

cation l'aide au développement des peuples et ils s'appuient sur la participation des habitants.es, dans une réciprocité d'échanges et d'actions ici et là-bas.

- ♦ Une France qui agisse en toute souveraineté en faveur de la sécurité humaine globale et de la sécurité collective, pour un autre ordre du monde, multilatéral, de paix et de coopération des peuples. Cela implique :
 - de souligner le rôle décisif des instances internationales multilatérales pour résoudre les défis et les crises globales. La France doit agir pour de nouvelles coopérations internationales, à partir de l'Onu et de ses agences pour que ces dernières retrouvent de réelles capacités d'agir ; pour étendre et transformer l'usage des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI comme base d'une monnaie commune mondiale. Grâce au siège dont elle dispose au Conseil de sécurité, qu'elle entend conserver, elle doit s'engager pour la démocratisation des Nations unies ;
 - de s'investir résolument dans les négociations climatiques, pour faire appliquer les recommandations du Giec et de l'IPBES à la cop15 sur la biodiversité ;
 - de remplacer les traités de « libre-échange » par des traités mutuellement avantageux, avec des transferts de technologies ;
 - de s'engager pour la sécurité collective. La France doit s'engager pour un cessez-le-feu et proposer la tenue d'une conférence pan-européenne de sécurité collective pour arriver à une paix réelle en Ukraine, fondée sur le respect de la souveraineté du peuple ukrainien et de la sécurité pour tous les peuples. Notre pays peut et doit jouer un rôle positif dans la démilitarisation des relations internationales. Il doit sortir de l'Otan. Il doit prendre l'initiative d'un nouveau système de sécurité collective européen et mondial qui permettra la dissolution de l'Otan. Dans ce cadre, devront se tenir des négociations pour le désarmement multilatéral, global et négocié, en particulier dans le domaine nucléaire. La France ne doit pas se lancer dans la course aux armements. Le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), soutenu par la majorité des 193 États à l'Onu, est un nouvel appui du droit international : la France doit le signer. Nous réaffirmons notre volonté d'une défense nationale souveraine, indépendante et non agressive, au service de la sécurité collective en Europe et dans le monde ;

- de promouvoir la sécurité humaine globale, selon les principes du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), implique de garantir l'accès à l'éducation et aux soins, de résoudre à l'échelle internationale les questions alimentaires, l'accès à l'eau et à l'énergie, les crises sanitaires, la crise écologique, l'aggravation de la pauvreté, qui sont autant de facteurs de conflit ;
- de résoudre, à l'échelle internationale, les questions alimentaires, l'accès à l'eau et à l'énergie, le droit à l'éducation, les crises sanitaires, la crise écologique, la lutte contre la pauvreté, qui sont autant de facteurs de conflits. La France se grandirait et défendrait mieux ses intérêts en soutenant activement les objectifs de développement durable définis par l'Onu en 2015. Les grandes puissances doivent entendre les pays dits du Sud (regroupés dans le G77 et regroupant aujourd'hui 133 pays et 80 % de la population mondiale) qui agissent de concert à l'Onu (2/3 des pays membres) pour faire valoir d'autres priorités. L'adoption par l'Onu d'une déclaration reconnaissant entre autres le droit à la terre, à l'eau et à la souveraineté alimentaire montre qu'il existe une autre voie ;
- que la France s'engage aux côtés des pays africains dans une logique de coopération entre partenaires égaux et de codéveloppement. La France doit rompre avec la logique néocoloniale et paternaliste pour engager une nouvelle étape dans ses relations avec les nations du continent africain.
- ◆ Une France qui prenne des initiatives pour engager une refondation de la construction européenne, une union de peuples et de nations libres, souveraines et associées. Cette bataille doit être à la hauteur de celle menée en 2005 contre le TCE ; le PCF a été partie prenante de cette lutte qui rassembla largement et marqua une période d'intense politisation des enjeux européens :
- une Europe qui rompe avec la logique néolibérale des traités européens actuels, avec le principe de « concurrence libre et non faussée » et avec les règles budgétaires austéritaires ;
- une Europe qui soit fondée sur de nouveaux traités, abrogeant les précédents et portant un pacte social et démocratique entre les peuples et les nations ;
- une Europe à géométrie choisie, respectant les choix souverains des peuples et des nations et rendant possible un large débat démocratique portant sur les coopérations nécessaires pour relever les défis climatiques, économiques, démocratiques. Les citoyennes et les citoyens doivent être placés au cœur de cette autre construction européenne ; la primauté doit être donnée au Parlement européen et aux Parlements nationaux dans l'élaboration des lois européennes, et la Commission européenne doit être réduite à un rôle de strict exécutif ;
- une Europe qui réoriente la création et l'utilisation de l'argent pour l'emploi de qualité, la formation, les services publics et la transition écologique, contrôlée démocratiquement. Cela implique de créer un fonds européen de développement écologique et social financé par la création monétaire de la BCE, et placé sous contrôle démocratique, de lutter contre l'évasion fiscale en instaurant une imposition à la source des bénéfices des multinationales, et en mettant en place des règles pour empêcher le dumping fiscal entre les États, en luttant contre les paradis fiscaux, y compris en son sein. Il est ainsi possible de suivre les recommandations du Giec de consacrer à la transition écologique 6 % du PIB annuel, c'est-à-dire 900 milliards par an à l'échelle européenne ;
- une Europe qui soit fondée sur l'alignement par le haut des droits sociaux et démocratiques, notamment en matière de salaire minimum et d'égalité femmes-hommes, pour lutter contre le dumping social ;
- une Europe qui se désengage de la tutelle guerrière de l'Otan et des États-Unis, qui ouvre des discussions sur un traité pan-européen de paix, de coopération et de sécurité collective, et qui use de son influence pour faire émerger de nouvelles règles dans les relations internationales, plus justes, démocratiques et pacifiques. Une Europe qui rompe avec les processus de militarisation accrue et avec les tentations d'« armée européenne » ;
- une Europe portant une autre politique agricole commune, de la mer et des pêches, protectrice de l'environnement, inscrite dans le développement durable, permettant une alimentation saine et promouvant une rémunération juste des producteurs et de leurs salariés, une alimentation moins onéreuse pour les consommateurs, favorisant l'installation et le maintien de l'agriculture paysanne et familiale. Cela implique de repenser fonda-

mentalement l'orientation du pacte vert européen, qui est en fait la feuille de route du « capitalisme vert » promu par l'UE, afin d'assurer la souveraineté alimentaire en Europe et de se libérer des contraintes de l'OMC ;

- une Europe de coopération en matière de santé, dotée d'un pôle public du médicament ;
- une Europe accueillante pour les migrant·es et les réfugié·es, rompant avec les règlements de Dublin et le pacte sur les migrations, respectant le droit intertional, le droit d'asile et le droit maritime ;
- une Europe qui mette en œuvre une politique de réindustrialisation pour réduire ses dépendances et des coopérations industrielles obéissant aux nécessités sociales et écologiques en rupture avec les logiques de domination interne à l'UE ; une Europe qui ne soit pas liée par des accords commerciaux destructeurs de droits sociaux et environnementaux, tels que le CETA et le traité Mercosur-UE ;
- une Europe de la jeunesse où l'apprentissage des langues et les programmes éducatifs et universitaires favorisent les opportunités ;
- une Europe bâtissant une société de l'information, de la recherche et de la connaissance, répondant aux besoins de développement humain du continent et qui soit une alter-

native civilisationnelle à la vision du monde portée par les Gafam ; une Europe portant la création culturelle et tous les savoirs comme un bien commun partagé.

Le PCF s'engage dans cette bataille avec ses partenaires européens, en s'appuyant sur les mobilisations et les revendications sociales, populaires et citoyennes, telle que l'illustre la bataille pour la sortie du marché européen de l'électricité. Celle-ci permet de porter l'exigence d'une Europe développant une politique énergétique basée sur la coopération et la maîtrise publique, en cohérence avec les enjeux climatiques actuels et un rejet des énergies fossiles, et investissant pour le déploiement et la recherche dans le domaine des énergies nucléaire et renouvelables.

Le PCF s'engage dans l'ensemble des cadres de coopération entre forces communistes et progressistes qui permettent d'avancer sur ces objectifs : le Parti de la gauche européenne ; le Forum européen des forces de gauche, vertes et progressistes ; les relations avec les partis communistes au niveau européen et international, mais aussi dans le cadre de la conférence internationale des partis communistes et ouvriers ; lors de la dernière, qui s'est tenue à Cuba en octobre 2022, une déclaration commune a été signée. Le PCF affirme sa solidarité avec les regroupements de solidarité et d'actions communes régionaux, tels que le Forum de São Paulo.



III. LA FRANCE FACE À UNE CRISE DE RÉGIME

La crise du capitalisme plonge la France dans un moment d'une gravité exceptionnelle.

Le pays subit le choc d'une inflation sans précédent depuis 30 ans. Il affronte la menace de la récession alors même que le CAC 40 enregistre des records. L'été 2022 a vu se succéder des événements climatiques extrêmes : épisodes de canicules records, sécheresse des sols, régions dévastées par des incendies et des orages meurtriers...

Des millions de nos concitoyen·nes affrontent la dégradation du pouvoir d'achat, le développement de la pauvreté, la dégradation des services publics, les conséquences de décennies d'austérité. Le chômage touche près de 6 millions de Français·es et la précarité se renforce, avec de nombreux travailleurs et travailleuses pauvres, comme en témoigne l'augmentation du recours à l'aide alimentaire et les millions de précaires énergétiques.

De nombreux travailleurs et travailleuses ressentent une insatisfaction du travail fourni et une pression de plus en plus insupportable, pouvant conduire à de grandes souffrances, voire au suicide. Jusqu'à chez les cadres, le « consensus de gestion » dans les entreprises et les services publics est grandement fragilisé.

Les inégalités femmes-hommes, les violences faites aux femmes, celles liées à l'orientation sexuelle, les féminicides, et la réalité de l'oppression patriarcale sont dorénavant au cœur des débats publics.

Une partie de la jeunesse est abandonnée, appauvrie, victime de la sélection sociale, privée de formation d'emploi, précarisée. Et dans le même temps, la pauvreté s'étend parmi les retraité·es, leurs conditions de vie se dégradent.

Les politiques gouvernementales et le désengagement de l'État minent profondément la capacité des services publics à répondre à leurs missions. Ce désengagement fait porter la responsabilité des missions sur des associations, elles-mêmes privées de moyens ou incitées à suivre une logique de marché et à contourner les règles du service public et le statut des fonctionnaires.

Les incivilités et les violences, les atteintes à l'intégrité des personnes comme des agents publics, le développement des discriminations et du racisme empoisonnent notre société. La juste aspiration du plus grand nombre à une société plus inclusive, plus fraternelle, plus sûre et débarrassée de toutes les formes de violence est minée par des logiques économiques de

division et d'individualisme, qui conduisent à une brutalisation généralisée du corps social. Mais les mobilisations et convergences durant le conflit des retraites montrent un potentiel d'unification sociale sur une question de classe majeure.

La pandémie de Covid-19 a révélé les contradictions et la nocivité du système capitaliste dans notre pays.

La France, septième puissance économique du monde, s'est trouvée démunie par manque criant d'effectifs, de masques, de tests, de lits d'hôpitaux, de respirateurs. Les personnels de santé revendiquaient pourtant des moyens bien avant la pandémie. Et les salarié·es concerné·es refusaient les fermetures des entreprises produisant l'oxygène, les médicaments, les masques, les tests. Dans ce contexte, Emmanuel Macron n'a obtenu qu'une victoire par défaut à la présidentielle, suivie du tassement électoral de son parti aux élections législatives, qui échoue à obtenir une majorité absolue de député·es. Cette double séquence électorale aura ainsi révélé les deux crises qui s'enchevêtrent, rendant la situation française totalement instable : celle du capitalisme financiarisé et mondialisé et celle des institutions politiques du capitalisme français.

La crise des institutions s'est transformée en véritable crise de régime, c'est-à-dire en une forme de rupture entre le corps citoyen et la représentation politique, accompagnée par la désagrégation générale des mécanismes de représentation. Elle se manifeste par une montée de l'abstention à toutes les élections. Elle entraîne, de la part du pouvoir, une utilisation inégalée du 49.3, une mobilisation massive de la police pour une répression d'une violence sans précédent depuis bien longtemps et à l'instigation de l'État. Se multiplient la mise en place d'institutions et procédures, sous l'autorité directe et quasi monarchique du président de la République, comme le « conseil de défense sanitaire » durant la pandémie. Celles-ci contournent non seulement le Parlement, mais aussi le gouvernement lui-même. On crée des organes consultatifs tels le Conseil national de la refondation, contournant le Parlement, le CESE, la société civile organisée et les « corps intermédiaires ».

La nature de l'Union européenne et son fonctionnement font partie de cette crise de régime. Ainsi, le Parlement français n'a eu aucun mot à dire sur l'attribution des centaines de milliards de la création monétaire de la BCE (le « quoiqu'il en coûte »), alors qu'elle aurait pu permettre une issue de progrès aux difficultés.

Au cœur de ces crises, l'extrême droite tend à briser son « plafond de verre », quand la gauche ne parvient pas à mobiliser une large partie des catégories populaires. C'est une grave menace pour la République. Cette situation n'est pas figée. Le mouvement social peut contribuer à la faire bouger. La gauche et le Parti communiste se retrouvent devant des choix décisifs.

1. La nouvelle étape d'une crise systémique

La France vit une nouvelle étape de la crise systémique du capitalisme monopoliste d'État (CME), transformé par la financiarisation, la globalisation capitaliste et la révolution informationnelle. Celle-ci peut apparaître comme une crise de la répartition : pas assez de salaires, de revenus, de dépenses pour les services publics, pour la formation et, bien sûr, pour l'emploi. Mais la cause profonde en est une gigantesque suraccumulation de capital. La masse croissante du capital matériel et financier sur accumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé. D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par le travail humain et à brider les dépenses humaines, sociales et de services publics, ce qui renforce les difficultés.

Emplois non pourvus et pénurie de formations vont de pair avec la pénurie de services publics. Insuffisance de salaires, de pouvoir d'achat, de demande solvable se font jour en même temps que des insuffisances de production et d'offre. Avec la désindustrialisation, des pénuries de certains médicaments apparaissent, le pays traverse une crise énergétique inédite.

Le capitalisme épuise la planète en même temps qu'il épuise les femmes et les hommes, il pousse la spéculation, il cherche davantage de marges et de profit. Il propose toujours plus de marché comme seule réponse. La France accroît encore ses pollutions et consommations de matières, tout en les reportant sur d'autres pays.

Le regain de l'inflation est l'expression de ces difficultés (pénurie de formation, de production, spéculation, marges accrues et production sur-consommatrice de matières). La remontée des taux d'intérêt, décidée par la BCE dans le sillage de la Banque centrale des États-Unis, la Réserve fédérale, est une décision politique. Or, elle a des conséquences très dures pour les peuples en France et dans le monde : accélération de l'arrivée de la récession, chômage, baisse du pouvoir d'achat, régression des services publics, tensions entre pays.

Certains prétendent offrir dans un « État fort » le refuge et la solution à cette crise. Mais un État fort pour qui ? Comment ? En réalité, cette crise ouverte depuis le début des années 1970, et qui persiste à travers les reprises suivies de rechutes, est aussi une crise de l'intervention économique de l'État. Elle est même devenue crise des réponses étatiques que les dominants ont prétendu apporter à la crise du capitalisme monopoliste d'État.

Il n'y a pas eu recul quantitatif de l'intervention économique de l'État, mais crise de celle-ci et transformation de sa nature, tout particulièrement dans notre pays. Cette intervention est, à présent, de plus en plus orientée directement pour appuyer le capital, les profits et la baisse du « coût » du travail avec, en complément, un certain soutien à la demande et des mesures pour les plus pauvres. Elle prend différentes formes : subventions, exonérations de cotisations sociales ou d'impôts, prises de participations en capital, utilisation intensive de la création monétaire au bénéfice des marchés financiers, mises en concurrence tous azimuts, création et gestion de marchés spéculatifs, comme celui du carbone et des « droits à polluer ». À elles seules, les exonérations et aides directes aux entreprises dépassent les 200 milliards d'euros par an, en hausse de 50 milliards depuis le quinquennat de François Hollande. L'intervention de l'État s'est aussi repositionnée pour des compromis avec les multinationales qui, elles, dépassent les frontières nationales. Surgissent à présent de nouveaux enjeux de souveraineté et de morcellement des chaînes d'activité.

Imposer une autre intervention de l'État, et des pouvoirs démocratiques nouveaux dans les entreprises et dans les territoires, pour une autre utilisation de l'argent des entreprises et des banques, est un enjeu de classe qui mûrit dans la crise. Il devient vital pour toute la société, minée de pénuries d'emploi, de qualification et d'offre inefficace, minée par les spéculations de toutes sortes, par les délocalisations et par le coût du capital, minée par les pollutions, les gâchis matériels ou humains. Pour leur part, les banques centrales doivent pénaliser, par des taux d'intérêt dissuasifs, les crédits allant vers les opérations financières et les délocalisations, elles doivent réduire fortement leurs taux pour les crédits répondant à des exigences d'emploi, de formation, d'industrialisation écologique et sociale, en lien avec de nouveaux pouvoirs démocratiques. De même, elles doivent appuyer le développement des services publics, avec en leur cœur la création d'emplois statutaires et de qualité.

2. Une nation affaiblie et fracturée par le néolibéralisme

La crise française est aussi la résultante de l'offensive de la classe dirigeante (grande bourgeoisie et oligarchie financière) et des gouvernements à son service.

Les inégalités se sont creusées d'année en année dans un pays où l'austérité imposée par les traités européens et les gouvernements successifs s'est traduite par une pression constante à la baisse des dépenses publiques, de protection sociale et des salaires, mais où les dividendes n'ont cessé de ruisseler sur les grands actionnaires, tandis que la fiscalité s'adaptait aux exigences des grandes fortunes et de la finance. Sous l'impact du remodelage de l'ordre productif pour l'adapter aux besoins du nouvel âge du capitalisme, le salariat s'est retrouvé en état d'extrême fractionnement, percuté par les délocalisations, par les restructurations d'entreprises en cascades de sous-traitance, par l'éclatement de ses statuts, par la coupure entre secteurs privé et public. Il est divisé par des conditions d'existence souvent très différentes. La casse du code du travail, par Nicolas Sarkozy, François Hollande puis Emmanuel Macron a fragilisé les défenses collectives des travailleuses et travailleurs ainsi que leurs droits.

À ces nouvelles réalités, le système capitaliste n'a d'autres réponses que l'isolement et l'appauvrissement des individus. Là où de nouvelles solidarités seraient indispensables, il n'offre aucune perspective à des phénomènes aussi cruciaux que le déchirement du lien social, le vieillissement de la population, ou encore l'accroissement du nombre de familles mono-parentales (assumées à 82 % par des femmes) en butte à de grandes difficultés. Il met les individus en concurrence, les rend responsables de leur mal-vivre et les culpabilise.

Les réformes successives des collectivités ont eu pour seul objectif la diminution des dépenses publiques, obligeant à des fusions à marche forcée. À cela s'ajoute une attaque sans précédent contre les communes et leurs ressources propres liées à l'impôt (taxe d'habitation, CVAE...). Elles sont privées d'outils indispensables à leur développement et aménagements. Elles sont, de fait, contestées dans leur autonomie de gestion, comme en témoigne la loi sur les 1 607 heures. Le camp néo-libéral cherche le démantèlement des services publics locaux au moyen des partenariats public-privés, des délégations de service public, etc.

La restructuration territoriale que la contre-révolution néolibérale et les gouvernements successifs ont imposée au pays, afin de répondre aux besoins renouvelés du capital, et que la nouvelle architecture institutionnelle a consacrée avec les lois Maptam et Notre, a conduit à l'éloignement des élu·es et des citoyen·nes, ainsi qu'à l'accélération du phénomène de métropolisation. La nouvelle étape de la régionalisation, avec le redécoupage des régions et le transfert de compétences, participe de ce mouvement, et en fait encore plus des lieux de concertation entre l'État et le patronat, de redéploiement des capitaux. L'objectif est de mettre en concurrence et de sélectionner les territoires, les entreprises, les services jugés attractifs afin qu'ils captent les capitaux et financements nationaux ou internationaux, au prix de l'appauvrissement d'une partie des populations qui y vivent et du déclassement du rural, du péri-rural, des petites et moyennes villes.

Dans les quartiers populaires, dans les agglomérations, comme dans les territoires ruraux et péri-urbains, se font particulièrement sentir les effets du démantèlement des services publics accentués par la dématérialisation, comme de l'adaptation de l'État aux besoins du capital, au détriment de ses missions d'intérêt général. Le manque d'investissements et de personnels rejaillit sur tous les services publics (hôpital, Éducation nationale, transports...). Il entraîne les démissions de plus en plus fréquentes d'agent·es des services publics, autant que les difficultés de recrutement. Cette défaillance d'accès aux soins, à la formation, aux transports se combine avec la désindustrialisation du pays et s'ajoute aux difficultés de se loger ou de se déplacer et aux hausses de prix. Cela alimente une colère sourde, mais entraîne également du découragement et de la défiance envers l'action publique. Les campagnes incitant au repli individualiste et exaltant la compétition entre les êtres humains ont pu, pour cette raison, marquer d'indéniables points.

Également confrontés au démantèlement des services publics, les quartiers populaires concentrent des habitant·es aux prises avec la grande pauvreté, confrontés à des trafics illicites qui génèrent une économie parallèle, renforcent les peurs et replis, participent à des zones de non-droit. De nombreuses et nombreux habitant·es se battent au quotidien pour une vie digne, y compris dans des collectifs de locataires. La jeunesse de ces quartiers se heurte aux murs d'un système injuste et d'une République ne respectant pas ses promesses d'égalité. Ces femmes, ces hommes, ces jeunes

sont un formidable potentiel pour la nation.

Cette véritable crise de l'aménagement du territoire se conjugue à la crise sociale que vit la France et débouche sur une crise majeure de la démocratie. La République s'en voit affaiblie par la désagrégation continue du sentiment d'appartenance à une communauté citoyenne réunie autour de sa devise « Liberté–Égalité–Fraternité ». Dans leur grande diversité, mais sans en identifier nécessairement les ressorts, toutes les catégories sociales souffrent de ce qu'attise le système capitaliste. Des « Gilets jaunes » à la bataille contre la réforme des retraites, en passant par des mobilisations dans les quartiers urbains, dans les zones péri-urbaines ou rurales, c'est partout la même exigence de justice, de liberté, de démocratie qui grandit dans le pays.

3. L'ébranlement des institutions du capitalisme français

Le niveau d'abstention aux scrutins de 2022 a confirmé la désagrégation générale de tous les mécanismes de représentation. Plus d'un quart des inscrit·es n'a pas participé à l'élection présidentielle et, aux élections législatives, l'abstention s'est révélée majoritaire dans toutes les tranches d'âges jusqu'aux 50-59 ans et très largement dans les milieux populaires.

De surcroît, en s'enracinant de consultation en consultation, et en se prolongeant d'attitudes similaires dans la plupart des rendez-vous de la vie sociale, à commencer par les élections professionnelles, ce comportement traduit une défiance massive envers les pouvoirs établis, les élu·es et les partis, le Parlement, toutes les institutions de la démocratie politique et sociale. On assiste à une récupération de cette défiance par un discours contre « les élites », qui évince la lutte de classe. Le caractère antidémocratique renforcé des institutions de la Ve République fait courir un risque majeur en cas de victoire de l'extrême droite.

L'absence de majorité parlementaire pour le président de la République est une situation inédite depuis l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral.

Jamais depuis 1958 un président n'avait été autant éloigné, au lendemain de son élection, de la majorité absolue au Palais-Bourbon et de la majorité des suffrages exprimés. Reconduit à la seule faveur d'un vote motivé par la volonté d'une majorité de Français·es de faire barrage au Rassemblement national, il ne dispose pas

de la légitimité qui lui permettrait de conduire sa politique sans secousses majeures, cette dernière ne disposant d'aucun assentiment populaire. L'autorité présidentielle, clé de voûte des institutions de la Ve République, est ainsi remise en cause : le pays est entré dans une crise de régime majeure.

Ici se mesure l'épuisement de la tentative d'Emmanuel Macron d'offrir, à partir de 2017, une nouvelle cohérence à la bourgeoisie française, en pliant la France aux normes de la globalisation capitaliste et en s'attachant à détruire les conquêtes subsistantes du programme du Conseil national de la Résistance. Il s'est efforcé d'asseoir son projet sur le mythe moderniste de la « start-up nation », justifiant l'accélération des réformes néolibérales, et en particulier la casse du droit du travail et des services publics, par le « ruissellement » que cette politique était censée apporter à la majorité de la population. Il a tenté d'élargir sa base sociale en proclamant une « grande ambition écologique » qui s'est vite révélée n'être qu'une justification des appels à consentir de nouveaux sacrifices. De même, il s'est employé à récupérer une série d'aspirations à l'égalité des droits montants de la société. Tout cela s'est effondré dès le début de son premier quinquennat.

Après la loi visant le code du travail et les premières mobilisations qui y avaient répondu, le mouvement des « Gilets jaunes » a commencé de déstabiliser le pouvoir. Ce mouvement populaire, né dans des conditions de spontanéité et en réaction à l'explosion des dépenses contraintes et à l'insécurité budgétaire grandissante, n'a pas échappé à la confusion qui traverse notre époque, réclamant à la fois moins d'impôts et plus d'État. Il était traversé d'influences politiques diverses, voire contradictoires. Il n'en a pas moins contribué à remettre à l'ordre du jour la question du pouvoir d'achat, le besoin de dignité et de justice qui s'exprime dans notre société, donc l'aspiration à une vie meilleure. Il a en outre permis une politisation des questions de mobilité et d'aménagement du territoire, tout en se faisant l'écho du désir grandissant d'un autre système politique et d'une autre République, au plus près des réalités vécues et réellement au service du peuple et non de la finance.

La répression violente de ce mouvement aura montré un mépris de classe et contribué à fragiliser la démocratie.

La mobilisation face à la première tentative de contre-réforme des retraites a ensuite manifesté l'isolement social du macronisme et l'existence au sein de notre peuple, malgré la crise,

de ressorts de lutte importants. Le mouvement syndical y avait exprimé une force qui aura compté pour l'avenir.

Les tentatives ultérieures du président de la République de retrouver une autorité sur le théâtre international, par un positionnement « d'équilibre » face à la guerre en Ukraine, ou encore à travers ses tentatives de relancer un projet fédéraliste pour restabiliser une construction capitaliste de l'Europe en pleine tourmente autour, à leur tour, fait long feu.

Emmanuel Macron avait inauguré son premier mandat en cherchant à dynamiser la structuration traditionnelle de la vie politique, en se proclamant « et de droite et de gauche ». Voulant, dans les conditions où il se trouve placé depuis le printemps 2022, étendre son assise politique et trouver une majorité à l'Assemblée nationale, il a abandonné cette posture, se tournant résolument vers la droite en reprenant nombre des thèmes défendus par cette dernière. Le parti Les Républicains s'est, ce faisant, trouvé pris en tenailles entre les manœuvres du parti présidentiel et le Rassemblement national. Il tente d'y échapper en s'engageant dans une surenchère sécuritaire aux relents souvent xénophobes et racistes avec le Rassemblement national. Il en résulte une droitisation extrêmement dangereuse du débat politique et idéologique.

La pratique politique du pouvoir se fait ainsi de plus en plus autoritaire. Il use à outrance des dispositions arbitraires que la Constitution lui confère, d'article 49-3 en procédures d'urgence. Il s'appuie sur les pouvoirs d'une technocratie dévolue aux intérêts de la grande finance et qui se soustrait au contrôle démocratique. Il amplifie son offensive contre les droits syndicaux et renforce les lois sécuritaires et liberticides, favorise la répression violente afin de rendre plus difficile la mobilisation sociale. Il n'hésite plus à multiplier annonces et textes législatifs visant les migrant-es, au risque d'encourager des comportements racistes dans l'opinion et de conforter les thèmes identitaires dans la vie publique.

4. Des potentialités nouvelles pour une contre-offensive

Le mouvement social et populaire exceptionnel qui soulève le pays contre la réforme des retraites percute cette crise politique aiguë et le pouvoir macronien. Il est conduit par un front

syndical uni, ce qui est déterminant pour qu'une très large majorité des Français-es le soutienne dans la durée et s'y investisse. C'est un point d'appui inestimable car il est l'occasion de convergences entre couches sociales variées, générations diverses, secteurs urbains, péri-urbains et ruraux sur une question qui concerne inévitablement le travail et le hors-travail. L'ensemble des forces politiques de gauche s'est solidarisé avec cette lutte. Avec ce mouvement, le monde du travail est à nouveau en situation de polariser la bataille sociale et politique. C'est un enjeu de classe qui peut permettre une avancée de la conscience d'intérêts communs.

Les propositions communistes de réforme de progrès du système de retraite sont nécessaires à cette avancée. Elles peuvent non seulement aider à la consolidation du mouvement et à sa réussite, mais aussi à la prise de conscience des axes incontournables d'une politique de gauche réussie : s'attaquer au coût du capital, développer l'emploi, les salaires et toutes les capacités des travailleuses et travailleurs, changer la gestion des entreprises et leur mode de production, développer la démocratie, émanciper le travail. Ce mouvement peut marquer un tournant dans la période ; il déstabilise le pouvoir macronien et ses projets de contre-réformes, il inquiète le patronat. Il est une base possible pour construire une alternative de progrès politique et sociale.

Ce mouvement vient à la suite de mobilisations sociales, d'ampleur inégale, qui se sont multipliées à l'initiative des salarié-es et de leurs organisations syndicales. Des luttes d'entreprises ou de secteurs ont vu le jour et ont souvent arraché des succès, en particulier sur les salaires. Il faut se saisir de l'intérêt d'une partie de la jeunesse qui aspire à la justice climatique, mais aussi de sa volonté de voir changer ses conditions d'existence et d'études. Autour du mouvement contre les violences sexuelles et sexistes, le féminisme s'est réaffirmé dans la société française. Des mouvements citoyens ont vu le jour contre le racisme, l'antisémitisme, les discriminations ou les violences commises par des policiers. Le mouvement LGBTQI+, en maintenant une pression constante, a pu engranger des avancées, notamment sur la PMA.

Tous ces combats sont confrontés à la question d'un débouché politique crédible, à même de politiser leurs enjeux et d'ouvrir la voie à une alternative de gauche. Les exigences mises en avant à partir de leurs revendications concrètes pour les retraites, les salaires, l'emploi, les services publics, les droits des privés d'emploi, la

défense de l'environnement ou les libertés fondamentales n'en représentent pas moins un atout essentiel pour rouvrir un chemin à une perspective transformatrice. Ils affichent le besoin de solidarité face aux fragmentations du pays, la nécessité de combattre pied à pied les injustices au nom du principe d'égalité sociale et citoyenne, l'aspiration à reconquérir des conditions d'existence dignes pour chacune et chacun, le refus de voir les individus renvoyés à des identités qui les enferment et les mutilent, l'appétit de démocratie pour recouvrer les moyens de peser sur la définition de l'avenir. C'est dans ce contexte que les idées racistes et xénophobes se diffusent dans la société.

Pour les communistes, construire une majorité politique de transformation sociale implique de se hisser à la hauteur des attentes exprimées, des enjeux partagés largement par le salariat et les catégories populaires, tels une meilleure rémunération du travail et la revalorisation de son sens, l'égalité salariale femmes-hommes, ou les revendications qui portent sur le coût décuplé de l'énergie et de l'alimentation. Que ces sujets soient au cœur de la bataille contre la réforme des retraites en 2023, ainsi que des revendications de l'intersyndicale, représente pour nous un point d'appui.

5. La République est en jeu

Dans ce contexte, la question du débouché politique et de l'évolution globale des rapports de force politiques dans le pays se pose avec plus d'acuité que jamais.

Le Rassemblement national se pose comme recours possible. Avec l'élection de ses 89 députés, il est en train de faire sauter les verrous auxquels il était confronté jusqu'alors.

Pour la première fois depuis son irruption sur la scène nationale, au milieu du premier septennat de François Mitterrand, le parti d'extrême droite a su capitaliser des années d'efforts pour s'implanter dans les territoires. Sa qualification au second tour de l'élection présidentielle pour la troisième fois, sa progression de 20 % en moyenne d'un tour à l'autre des législatives, ses victoires dans près de la moitié des duels ou triangulaires disputés par lui, l'élargissement de son implantation géographique en sont le résultat.

L'expérience populaire de mesures sociales et économiques néolibérales ou d'accompagnement de reculs sociaux, non seulement par des gouvernements de droite mais aussi par

des gouvernements de gauche, a alimenté une confusion dans notre peuple que l'extrême droite a su mettre à profit pour prospérer.

Le parti lepéniste porte le projet d'une société d'apartheid ethnique, reposant sur la « priorité nationale » pour remodeler la société française sur des bases ethnocistes, racistes et xénophobes, se nourrissant aussi du socle idéologique de l'extrême droite, issu du vécu colonial de notre pays et de la guerre d'Algérie. Pour cela, il travaille, et surtout détourne toutes les angoisses identitaires, les souffrances engendrées par la précarité grandissante du travail, l'impression d'abandon de populations travailleuses vivant loin des métropoles, les colères face à la désindustrialisation comme au retrait de la République et des services publics des territoires péri-urbains et ruraux, le ressentiment diffus devant les pertes de souveraineté de la nation et du peuple sous les coups de boutoir de la globalisation marchande et financière. Cette proposition cynique s'appuie, comme le fait toujours l'extrême droite, sur la négation de la lutte des classes par un nationalisme ethnique, masquant la responsabilité du capitalisme. Face au mouvement social actuel, il fait la démonstration de son hypocrisie, en prétendant être en faveur de la retraite à 60 ans, alors qu'il propose la suppression des cotisations sociales, bases de son financement.

Dans cette situation, le RN se porte clairement candidat au pouvoir, escomptant que des secteurs importants du capital se tourneront vers lui pour trouver une issue autoritaire à la crise, selon un scénario qui s'est déjà réalisé dans d'autres pays d'Europe, comme l'Italie. C'est dans ce contexte que les idées racistes et xénophobes se répandent dans la société, avec un impact d'autant plus fort que le parti de Le Pen, bénéficiant de multiples complaisances, tant politiques que médiatiques, s'est vu concurrencé à l'élection présidentielle par celui de Zemmour. Avec le soutien actif du milliardaire Vincent Bolloré et de son empire médiatique, ce dernier a ouvertement porté un programme directement inspiré de l'idéologie des Ligues de l'entre-deux guerres et du régime pétainiste. Autour de lui des forces militantes importantes se sont regroupées, ne dissimulant pas leur désir d'action violente.

6. La gauche face à son avenir

À l'inverse de cette nouvelle percée de l'extrême droite, désormais la gauche ne parvient pas à

surmonter ses faiblesses structurelles pour rassembler une diversité de couches sociales dans un projet transformateur à vocation majoritaire. Le doublement de sa représentation au sein de l'Assemblée nationale ne peut pas masquer que celle-ci reste une des plus faibles de la Ve République, très loin de la majorité espérée, et surtout sans dynamique car ne progressant pas en suffrages exprimés par rapport au scrutin de 2017.

Plus fondamentalement, si la coalition électorale réalisée autour de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale réalise ses meilleures performances dans les centres-villes et leurs périphéries populaires immédiates, ce dont nous

nous félicitons bien que l'abstention populaire y soit massive, elle ne parvient pas à mobiliser ou à remobiliser les plus lointaines périphéries urbaines ou encore les zones rurales, où se concentrent pourtant une part importante du monde du travail, des catégories populaires et moyennes.

Reconquérir ces acteurs et actrices des mobilisations, cette partie du monde du travail et des catégories populaires sans lesquels aucune victoire politique n'est envisageable : tel est le chemin à emprunter. Les événements de la dernière période ont totalement bouleversé les équilibres politiques de notre pays. Ils annoncent une instabilité inédite depuis longtemps.

La France et la gauche sont à l'heure des choix.



IV. L'ACTUALITÉ
BRÛLANTE DU PROJET
COMMUNISTE

Nous vivons une crise de civilisation. L'état de choses existant résiste mais, de toutes parts, se cherchent d'autres solutions que celles que le capital veut imposer. Il y a une alternative !

La nécessité d'une révolution écologique confronte l'humanité en pratique avec sa responsabilité à l'échelle mondiale : rendre vivable sa relation avec la niche écologique qu'elle occupe, et qui s'étend aujourd'hui à l'espace, au fond des océans, à la maîtrise des processus biologiques sur lesquels repose la vie des êtres humains. Avec l'accélération de la révolution technologique informationnelle et ses exigences de partage des informations et des pouvoirs, la perspective d'aller « au-delà » du marché capitaliste prend un caractère plus concret. Tandis que les crises attisent conflits, défiances, nationalismes, xénophobies, racisme, la contestation au grand jour de toutes les discriminations et dominations témoigne que le développement des capacités de chacune et chacun, l'émancipation de la personne dans toutes ses dimensions, devient nécessaire pour le bien commun de toute l'humanité. L'ampleur mondiale du mouvement féministe nourrit tous les combats progressistes et rend manifeste leur portée universelle, pour chacune et pour chacun. Inscrit dans le prolongement historique du mouvement des Lumières, le projet communiste promeut l'éducation à la science et sa diffusion dans notre peuple, condition nécessaire à son émancipation.

1. Pour une civilisation nouvelle, fondée sur la paix, la coopération entre les peuples et le développement des capacités humaines, en harmonie avec l'environnement

Le projet communiste se construit comme une réponse écologique, sociale, féministe, laïque, antiraciste, internationaliste, culturelle à ce besoin de révolution, mettant fin à toute forme d'exploitation et de domination. Il répond à l'exigence d'une abolition effective et réussie du capitalisme, à l'issue de transformations successives conduisant à le dépasser par la construction et l'essor d'une nouvelle civilisation – une civilisation de toute l'humanité où « le libre développement de chacun devient la condition du libre développement de tous », comme y appelait déjà le Manifeste du parti communiste de Karl Marx et Friedrich Engels.

Le communisme s'oppose radicalement au capitalisme et à la façon dont il pervertit les rapports des êtres humains avec la nature, dans l'activité par laquelle ils en tirent des produits utiles à leur existence. De façon inséparable, il s'oppose à tout ce qui pervertit les rapports des êtres humains entre eux et fait obstacle à l'émancipation de la personne humaine, la soumet au marché, délègue les pouvoirs au patron, au « chef de famille », aux chefs politiques, aux « présidents », aux « maîtres à penser »... Il rencontre les formidables aspirations à l'émancipation personnelle.

Le communisme est ainsi à la fois l'objectif et le chemin menant à une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres, dépassant les États nationaux ; une société où domination, exploitation, discriminations et aliénations sont abolies.

Cette perspective fonde l'existence d'un Parti communiste agissant au quotidien afin de construire une majorité populaire en faveur de la transformation radicale de la société. En faveur d'une révolution politique visant à abolir les délégations de pouvoir qui, dans l'État et les sociétés capitalistes et libérales d'aujourd'hui, privent l'immense majorité du pouvoir d'intervenir, de décider et de contrôler l'exécution des décisions.

La démocratie est le but et le moyen de notre combat révolutionnaire.

Pleinement internationalistes et engagés dans des combats convergents avec des partis communistes et d'autres forces qui contestent un monde structuré par les logiques capitalistes sous l'hégémonie en tous domaines du capital étatsunien, nous ne saurions concevoir le processus révolutionnaire autrement que comme le prolongement du combat pour la liberté et l'égalité qui a forgé l'histoire de notre peuple, des Lumières à la Révolution française, des combats contre l'esclavagisme à ceux contre le colonialisme, de la Commune de Paris aux conquêtes de la Libération, des luttes ouvrières aux combats pour la paix. C'est dans cette perspective que nous travaillons à prendre en compte, dans tous ses aspects contradictoires, l'expérience historique qui a soulevé dans le monde un immense espoir en 1917. Lançant un défi à la domination universelle du capitalisme, elle a servi de point d'appui à des conquêtes sociales dans le monde entier. L'URSS a apporté une contribution capitale à la victoire contre le fascisme hitlérien et servi de point d'appui aux mouvements de libération nationale et de décolonisation.

Cependant, ce système étatiste autoritaire, qui s'est développé dans une société initialement arriérée, a été marqué par les crimes du stalinisme. Il s'est effondré face à la pression des puissances capitalistes à l'issue d'une crise profonde d'inefficacité économique et écologique, se refusant à prendre en compte les exigences de démocratie et de liberté qui montaient des sociétés et des peuples.

Les différents axes de transformation révolutionnaire que comporte le projet communiste doivent faire l'objet d'un vaste débat dans la société avec les autres projets en présence dans la bataille politique – ceux qui visent à préserver l'état de choses existant, comme ceux qui visent à l'aménager ou à le transformer. Nous voulons amplifier ce débat avec le monde du travail, de la création et avec la jeunesse.

2. Un processus révolutionnaire pour vaincre la résistance du capital

Le projet communiste ne se réduit pas à une utopie, à la définition d'une société idéale à l'horizon d'une transformation plus ou moins lointaine. C'est un processus qui se construit, dans un conflit permanent et multiforme avec le capital, pour arracher des réponses immédiates aux aspirations populaires. Mais ce mouvement n'est pas tout, et le but compte car c'est d'une tout autre société qu'il faut, sans attendre, concevoir et poser, une à une, les briques.

Chaque fois que des éléments de partage progressistes des richesses, des pouvoirs, des savoirs, des rôles sont conquis, se traduisent dans des avancées institutionnelles, comme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à l'image de la Sécurité sociale, c'est un progrès vers du communisme. Cela ne fait pas pour autant de notre société une société communiste. Cela fait bien plutôt monter le besoin de révolution dans tous les aspects de la vie humaine.

En effet, tous les mouvements émancipateurs se heurtent à un même adversaire : le capital. Il s'oppose à ces avancées avec toute la puissance que lui confèrent son pouvoir sur le travail, sur l'utilisation de l'argent imprégnant tous les lieux de décision économiques, politiques, sociaux et culturels, ses possibilités de recours à la violence y compris étatique, ses moyens matériels et idéologiques de discréditer et de décourager les mouvements qui contestent sa domination. Agir dans les luttes, dans la bataille d'idées et dans les institutions pour rassembler ces mouvements dans un combat de classe

contre leur adversaire commun en leur donnant la force, par la cohérence d'un projet révolutionnaire nourri de leurs luttes et de leurs aspirations, de l'emporter sur la puissance du capital : c'est là l'utilité du rôle original que le Parti communiste veut jouer dans les conditions concrètes de la France et du monde d'aujourd'hui.

C'est dans les mobilisations sociales, écologistes, féministes, antiracistes, internationalistes, pacifistes et laïques que progresse le plus le combat politique pour déjouer le travail de division qu'opèrent le pouvoir, le patronat et l'idéologie dominante et qu'attise l'extrême droite. Avec elles, nous voulons rassembler le salariat, des ouvrier-es aux cadres, toutes celles et tous ceux que le capital exploite, ainsi que toutes celles et tous ceux qui n'acceptent plus d'être dominé-es, exclu-es, en butte au racisme, nié-es dans leur culture, dans leur genre, dans les relations intergénérationnelles. C'est dans les luttes et dans la bataille d'idées que cette large majorité de notre société peut s'affirmer comme une majorité politique, capable d'imposer démocratiquement au Parlement, au gouvernement et jusque dans tous les lieux de pouvoirs, y compris les entreprises, des choix politiques ouvrant la voie à la construction d'une nouvelle civilisation.

Les conditions de cette construction mûrissent en effet dans les contradictions du capitalisme financiarisé et mondialisé en crise. Mais tant que la logique de la rentabilité capitaliste et la confiscation du pouvoir par une minorité dominante la société et toutes les relations entre les êtres humains, la crise ne peut que s'approfondir et meurtrir davantage les exploité-es et les dominé-es. Pour qu'une autre logique, sociale, écologique, démocratique, féministe, antiraciste, internationaliste, c'est-à-dire communiste, l'emporte, il faut une révolution politique et une révolution économique, écologique, culturelle et féministe. C'est l'enjeu d'un conflit, dont la durée, les avancées, les reculs et les conquêtes dépendent des rapports de force politiques entre l'ordre ancien et le mouvement qui vise à l'abolir jusqu'à le dépasser. Ce processus se développe selon la volonté exprimée démocratiquement par les peuples

3. Le chemin : une révolution dans l'économie, dans l'écologie, dans toutes les relations entre les êtres humains

On peut définir les grands traits de cette transfor

mation révolutionnaire, en tant qu'ils affectent l'économie et, de façon inséparable, l'écologie, et ce que l'on peut appeler l'anthroponomie, c'est-à-dire toutes les dimensions dans lesquelles les êtres humains se construisent par les relations entre générations, au travail, dans la vie de la cité, dans la famille, dans la vie culturelle et psychique.

Le projet communiste passe par une révolution des rapports sociaux de production, de consommation et de répartition

- ♦ une appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de production, d'échange et de financement, de la gestion des entreprises, une transformation des buts poursuivis, des pouvoirs de décision, et des critères de gestion au service d'une nouvelle efficacité sociale et écologique de l'économie, s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir nouvelles ;
- ♦ le dépassement du salariat capitaliste par l'avancée d'une sécurité d'emploi et de formation, garantissant une continuité de revenu tout au long de la vie avec des activités développant toutes les capacités des êtres humains, pour que chacune et chacun s'émancipe d'un système où leurs capacités tendent à n'être considérées que comme une force de travail traitée comme une marchandise ;
- ♦ un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines impliquant notamment des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et citoyens, de toutes les travailleuses et tous les travailleurs.

Porteur d'une véritable révolution du travail et de son sens, le dépassement du marché du travail met à l'ordre du jour une nouvelle logique économique, avec un dépassement du marché des biens et des services, par l'affirmation de nouveaux critères de gestion des entreprises, entrant en conflit avec les critères de gestion capitalistes, et par l'essor de nouveaux services publics, lieux d'exercice de nouveaux pouvoirs par leurs agent-es et par leurs usager-ères ; avec le dépassement du marché de l'argent par le développement d'un nouveau crédit bancaire, contre la dictature des marchés financiers ; et avec le dépassement du marché mondial qui connecte les trois précédents à l'échelle de la planète, par une nouvelle mondialisation de coopération et de paix, remplaçant l'hégémonie du dollar et de ses institutions (FMI, Banque mondiale) par une monnaie commune mondiale de coopération avec de nouvelles insti-

tutions, depuis l'échelon local jusqu'au niveau national, et du niveau européen au niveau mondial.

Le projet communiste passe par une révolution écologique

Face à l'urgence écologique, nous répondons « L'humain et la planète d'abord ! ». Pour relever le défi de rendre durablement compatible la vie humaine sur Terre et la satisfaction de ses besoins avec les ressources matérielles dont dispose notre planète, l'organisation de la vie en société doit assurer une juste sollicitation de nos ressources, de l'atmosphère, des eaux et des sols. Cela exige de traiter comme des biens communs de l'humanité le climat, l'air, l'eau... Une telle refonte écologique et culturelle de la production et de la consommation suppose des politiques de coopération se substituant à la concurrence, afin de tendre vers une économie circulaire, réduisant ainsi la pression sur les ressources et les écosystèmes, dont la diversité doit être préservée. Nous devons engager la lutte contre l'effondrement catastrophique de la biodiversité. Il s'agira de faire face au défi climatique par des politiques d'atténuation et d'adaptation ambitieuses, pour œuvrer à un monde neutre en carbone avant la seconde moitié de ce siècle. De nombreux leviers peuvent concourir à l'impératif d'assurer la survie des 8 et bientôt 10 milliards de d'habitantes de la Terre :

- ♦ les principes de l'économie circulaire (en particulier l'éco conception, le renforcement du recyclage, l'allongement de la durée d'usage supposant la fin de l'obsolescence programmée, la fin du gaspillage et de la surproduction...), et le rôle des métiers de la maintenance ;
- ♦ le développement des énergies bas carbone (à l'instar du projet innovant porté par les travailleuses et travailleurs de la centrale de Gardanne), nucléaire comme renouvelables ;
- ♦ la généralisation de la mobilité décarbonée, du fret lourd ferroviaire, fluvial et maritime ;
- ♦ la promotion d'une agroécologie et d'une agroforesterie rémunérant dignement les productrices et producteurs, veillant à la reproduction des ressources naturelles (fertilité de la terre, eau...), entendues comme l'adoption d'une approche écosystémique aux milieux agricoles.

Garantir un milieu et des conditions de vie favorables à la faune sauvage est une condition

essentielle de la biodiversité. Nous sommes pour la promotion d'un modèle de production compatible avec le bien-être animal.

Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique : services publics de l'écologie, de la santé, de la recherche ou du financement, mais aussi entreprises productives, avec de nouveaux critères de gestion (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux critères d'investissement et de financement). Nous pouvons faire converger des forces du « dedans » et du « dehors » de l'entreprise, à partir du double enjeu social et écologique qui se rejoignent contre la domination du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité et le système de pouvoirs.

Le projet communiste passe par une révolution des relations entre générations, du travail, de la politique, de la culture

C'est pourquoi il n'établit pas de hiérarchie entre les luttes émancipatrices. Il développe le combat féministe jusqu'à une civilisation libérée de toute trace de patriarcat et de modèles hétéro normés dans la famille, dans l'économie, dans la vie politique et dans la vie des idées. Il développe les combats antiracistes en poussant jusqu'au bout la bataille de l'égalité des droits. Il agit pour une laïcité qui libère les individus de l'emprise des obscurantismes, des communautarismes et de toutes les dérives sectaires. Cependant, à la différence des courants qui se contentent d'une juxtaposition des luttes contre les dominations, il vise à les articuler à la bataille de classe contre l'exploitation, condition pour arracher son pouvoir au capital.

À l'inverse de la marchandisation accélérée notamment par les multinationales du numérique, le projet communiste repose sur la libre circulation des arts et des idées. Il donne toute sa place à la recherche, vecteur essentiel du développement des connaissances, des savoirs et du progrès. Il défend la juste rémunération du travail des artistes et des créatrices et créateurs, il favorise l'accès de toutes et tous aux pratiques artistiques, comme aux diverses formes d'expression culturelle. Il considère la li-

berté de création et de diffusion comme une liberté fondamentale, permettant l'émancipation individuelle et celle de la société tout entière. Il favorise l'accès universel au sport, à tous les âges de la vie, vecteur d'émancipation, de bien-être et de santé, débarrassé des logiques marchandes et élitistes. Il redonne toute sa place à la recherche, vecteur essentiel du développement des connaissances, des savoirs et du progrès.

Au-delà du dépassement des marchés, le projet communiste mène, à terme, au dépassement du travail lui-même comme forme contrainte des activités de production. Poussé jusqu'au bout, il mène au dépassement des nations, de l'argent, de l'État..., c'est-à-dire au communisme.

Ce processus révolutionnaire aura le caractère d'une transition vers une nouvelle civilisation. Nous voulons instruire les conditions de ce processus à la lumière, entre autres, des expériences révolutionnaires passées et de notre projet. Le 39^e Congrès décide d'approfondir le débat sur cette question au sein du parti. Il charge le conseil national d'en construire les modalités.

La même logique, dans son conflit avec celle de plus en plus perverse et inefficace du capitalisme, donne ainsi aux axes de propositions qui structurent l'activité des communistes dans la durée une cohérence fondamentale, entre poursuite d'objectifs sociaux transformateurs, conquête de pouvoirs et de droits nouveaux, et mobilisation des moyens financiers nécessaires.

Cette logique donne leur sens à nos efforts pour l'unité du salariat et de toutes les forces d'émancipation dans le monde. Elle donne sens à une stratégie politique visant à constituer des majorités pour conquérir démocratiquement des pouvoirs dans tous les lieux, du local au mondial, où prédomine aujourd'hui la logique capitaliste. Elle se traduit dans l'organisation et dans l'action du parti révolutionnaire que veut être le Parti communiste français.



**V. OUVRIR UN NOUVEL
HORIZON POUR
LA FRANCE**

Avec le peuple et la jeunesse de France, nous voulons engager la nation sur le chemin de grands changements rendus possibles par des réformes heureuses.

Nous voulons écrire pour toutes et tous une nouvelle page d'émancipation des différentes formes de domination et d'exploitation.

Nous voulons révolutionner le travail, la production et la consommation pour que chacune et chacun puisse travailler avec un bon emploi ou être en formation, travailler mieux et travailler moins, en dépassant le marché du travail capitaliste.

Nous voulons inverser les priorités entre le capital, les êtres humains et la planète : priorité à l'éducation, la formation, la culture, l'emploi, l'épanouissement de tous les êtres humains ; l'investissement, l'équipement, l'utilisation de l'argent doivent être au service des êtres humains, au lieu de chercher à les évincer. Nous disons : la planète et l'humain d'abord !

Nous voulons promouvoir les biens communs en développant les services publics, du local au mondial.

Nous voulons une révolution écologique et relever le défi climatique, agir sur tous les leviers pour assurer la vie des milliards d'habitantes de la Terre, en répondant aux enjeux sociaux et écologiques inséparables.

Nous voulons construire un nouveau pacte républicain pour rendre au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle par la révolution féministe et la relance d'un grand mouvement de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

Nous voulons agir à partir des grands axes qui font l'originalité de l'action du PCF, dans le prolongement de notre campagne des Jours heureux et de ses 180 propositions portées par Fabien Roussel qui ont rencontré un écho dans la société française. Dans leur diversité, les communistes veulent leur donner corps, les développer au-delà du cadre électoral, comme un projet de société.

C'est ainsi, en désignant les objectifs de la transformation révolutionnaire pour laquelle nous militons, en avançant des moyens pour l'engager, en proposant un chemin de lutte pour y parvenir, que nous entendons permettre à la France de retrouver une voix indépendante dans l'arène internationale. D'agir en faveur d'une autre construction européenne, dégagée des traités austéritaires et des règles qui bafouent

la souveraineté des peuples et des nations. De devenir une véritable puissance de paix, promouvant la culture de la paix dans les relations internationales, jouant un rôle décisif dans le désarmement nucléaire, défendant le multilatéralisme, agissant de manière ambitieuse pour la coopération et la sécurité collective.

1. Révolutionner le travail, la production et la consommation

Les communistes proposent de construire un système permettant de travailler toutes et tous, une sécurité de l'emploi et de la formation dont l'ambition est d'éradiquer le chômage. Dès la sortie du système scolaire, nous proposons que chacune et chacun soit affilié-e à un nouveau service public de l'emploi et de la formation lui permettant d'alterner, tout au long de sa vie, périodes d'emplois et périodes de formation dans une sécurité de revenu et de droits. Il s'agit d'un processus révolutionnaire conduisant à l'éradication du chômage, au dépassement du marché du travail capitaliste, à une mobilité choisie pour chacune et chacun et à un progrès culturel considérable par l'accès permanent et volontaire des salarié-es aux savoirs et aux connaissances.

Les communistes agissent pour un nouveau développement d'une Sécurité sociale du 21^e siècle, répondant aux besoins humains, prenant en charge les soins à 100 % y compris pour l'autonomie, en lien avec le développement des services publics, revenant à une politique familiale universelle et garantissant une retraite de haut niveau.

Notre projet de société, à travers la Sécurité sociale du 21^e siècle, impose de mettre en œuvre les conditions d'une efficacité sociale nouvelle, en s'appuyant sur une dépense publique et sociale massive.

Les communistes prennent toute leur place dans la mobilisation sociale unitaire contre la nouvelle réforme des retraites imposée par Emmanuel Macron. Ils portent l'abrogation des réformes Balladur, Fillon et Touraine. Notre projet est celui d'une retraite à taux plein à 60 ans, pour toutes et tous, intégrant la prise en compte des années d'études et de formation, du nombre d'enfants, de l'inactivité subie, avec des droits au départ anticipé en cas de pénibilité ou de carrières longues. Aucune pension ne doit être inférieure au smic revendiqué, pour les secteurs public et privé.

Outre l'exigence de suppression de la CSG sur les salaires et les pensions, nos propositions de financement reposent sur deux innovations : la création d'une cotisation sur les revenus financiers des entreprises ; une modulation à la hausse des cotisations sociales pour les entreprises qui attaquent l'emploi, les salaires, la formation et l'environnement.

Au-delà, c'est le travail lui-même et notre mode de production que nous voulons changer.

Bas salaires et conditions de travail dégradées, souffrance au travail et perte de sens, inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes, surexploitation des femmes à travers les horaires étendus sans supplément de rémunération, contrats courts et horaires décalés, coups répétés portés au code du travail et aux garanties des salarié·es, développement de l'ubérisation qui combine toutes les régressions, emplois dégradés et dévalorisés dans des secteurs aussi divers que la restauration ou le bâtiment, démissions de centaines de milliers de salarié·es : tout appelle à transformer le travail pour lui redonner un sens qui permette à chacune et chacun de s'y émanciper. Les droits et l'accessibilité au travail des personnes en situation de handicap doivent être garantis sous peine de sanctions.

Une conférence sociale nationale, salaires-emploi-formation, devrait créer les conditions d'une augmentation générale des salaires et de l'égalité salariale femmes-hommes, d'une création massive d'emplois, d'un développement sans précédent de la formation, de l'établissement de l'échelle mobile des salaires et d'une meilleure prise en compte des qualifications et de la pénibilité. À cette fin, la remise en cause de l'inversion de la hiérarchie des normes et du principe de faveur apparaît indispensable aux syndicats pour exercer pleinement leurs pouvoirs. Les métiers à prédominance féminine doivent être revalorisés et la mixité des filières de formation des métiers doit être assurée. Les violences sexistes au travail doivent être prévenues ou sanctionnées sévèrement et les entreprises doivent être contraintes à l'égalité salariale et professionnelle. Nous appelons à la régularisation des travailleuses et travailleurs sans papiers, l'égalité de statut étant un moyen essentiel de lutter contre la mise en concurrence des salarié·es.

Retrouver la maîtrise de son travail, de sa finalité et de son organisation collective implique des pouvoirs de décisions nouveaux pour les salarié·es. Nous voulons mettre en place un mode de production qui rompe avec la spirale consu-

mériste, qui respecte les travailleuses et les travailleurs, mais aussi l'environnement. Nous défendons également une autre conception du travail, plus horizontale et démocratique. Il faut donc poursuivre la réflexion sur le travail, ses objectifs, son sens social et sociétal, ses conditions d'exercice, sa rémunération, sa valorisation, ainsi que l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Depuis des décennies la productivité a fortement augmenté, il faut travailler moins ! Nous proposons d'initier la mise en œuvre des 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire, en commençant pour tous les emplois qui le nécessitent du fait de leur pénibilité, d'encadrer l'usage des outils numériques et le télétravail, de garantir le droit à la déconnexion. Nous appelons à développer et à reconnaître le temps consacré à la formation professionnelle, à la vie familiale et à la parentalité, à des activités d'intérêt général, d'épanouissement personnel, ainsi que le temps consacré aux loisirs et à la culture, comme bénéfique pour la société. Cette révolution du travail nécessite un code du travail renforcé, plus et mieux protecteur des droits des travailleuses et travailleurs.

Cette révolution du travail, la jeunesse doit en être un moteur. L'objectif est zéro jeune au chômage, zéro jeune contraint à la précarité, zéro jeune victime de la surexploitation.

Cette révolution du travail doit encore s'accompagner d'une grande transformation de notre mode de production et de consommation, ainsi que de la création de millions d'emplois.

Nous portons l'exigence de nouveaux objectifs sociaux et écologiques, créateurs d'emplois de qualité. Nous revendiquons la conditionnalité sociale et écologique de l'octroi des aides aux entreprises.

Une nouvelle industrialisation de la France, reposant nationalement sur le développement des capacités humaines et sur de nouvelles coopérations européennes et mondiales devra se montrer respectueuse des salarié·es, de la santé, de l'environnement et du vivant, selon les principes de l'économie circulaire. Elle devra permettre de fournir des produits sains et accessibles, dans des conditions dignes pour les travailleuses et travailleurs en France et dans le monde. Cette nouvelle industrialisation doit s'articuler aux nouveaux besoins de développement des services et de la recherche publics.

Simultanément, nous proposons un nouveau pacte pour notre agriculture et notre alimen-

tation. Il s'agit d'abord de garantir une vie digne pour tous les agriculteurs et toutes les agricultrices, avec des prix et des revenus suffisants pour assurer à la fois la pérennité des fermes, des installations nombreuses et un haut niveau de protection sociale afin d'améliorer les conditions de travail, la santé et les retraites de toutes les travailleuses et travailleurs de la terre. La tenue de conférences annuelles par filière, réunissant les organisations syndicales et professionnelles, les transformateurs, les distributeurs et l'État, doit permettre de fixer des prix rémunérateurs par production et d'encadrer les marges et prix de vente aux consommateurs. Nous agissons aussi fermement pour la sortie de l'agriculture des accords de libre-échange, et pour construire de vrais traités de coopération économique, de protection sociale, sanitaire et écologique.

Ces mesures, comme la promotion de dispositions d'accompagnement à la hauteur pour accélérer les transitions agro écologiques, avec pour priorités les sols, l'adaptation au changement climatique et la sortie à terme des pesticides de synthèse, s'inscrivent dans notre ambition d'une reconquête de notre souveraineté alimentaire, assurant demain l'accès d'une alimentation de qualité à toutes et tous.

2. Promouvoir les biens communs par le service public

Pour les multinationales et les marchés engagés dans la compétition capitaliste mondiale, les biens les plus essentiels à notre vie quotidienne, à commencer par notre environnement, sont considérés comme des marchandises.

Pourtant, les gigantesques déséquilibres écologiques mondiaux, ou encore la pandémie de Covid-19 montrent que l'environnement ou la santé sont des biens communs à préserver. L'environnement – l'eau, l'air, la terre, le climat, la biodiversité et les écosystèmes –, l'énergie ainsi que la santé, l'alimentation, l'éducation, la formation, le logement, les transports, les arts et la culture, ou le sport doivent sortir du marché capitaliste.

Pour y parvenir, héritages de décennies de luttes et appropriation sociale collective, les services publics représentent un puissant levier pour une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique. Un mouvement de démocratisation et d'investissement des services publics doit être engagé afin d'en transformer la gestion et d'en améliorer la qualité. Agents, usager·ères, élu·es,

doivent être associé·es pour déterminer les besoins et construire les réponses appropriées.

L'avenir de la planète et des générations futures passe par la préservation de notre environnement. À l'heure du réchauffement climatique et parce que nous considérons que l'eau est un bien commun de l'humanité, sa gestion doit plus que jamais relever d'un pôle public national et combattre tout projet d'accaparement par une minorité d'acteurs de l'agrobusiness et industriels. Il doit s'appuyer sur des moyens financiers, techniques, ainsi que sur des ressources scientifiques et humaines afin d'aider à la gestion décentralisée à l'échelle des bassins versants.

Nous proposons une stratégie climat visant la neutralité carbone en 2050, fondée sur un plan de dépenses publiques et privées de 150 milliards d'euros annuels en formation, en emplois et équipements permettant une maîtrise publique de l'énergie, la rénovation thermique et une mobilité décarbonée avec des transports collectifs publics accessibles à toutes et tous, voire gratuits sur l'ensemble du territoire. En cohérence, s'ajoute le développement du transport public par l'entreprise SNCF intégrée, sans concurrence au national, les régies de transports publics au niveau local. Les ZFE dans les grandes agglomérations créent des injustices sociales, et des déséquilibres dans et entre les territoires ; il faut promouvoir des plans de mobilité durable dans chacune de ces agglomérations. Nous défendons le monopole public des activités ferroviaires regroupées intégralement au sein de l'entreprise 100 % publique SNCF.

La politique de l'énergie doit être fondée sur la constitution d'un mix énergétique 100 % public et 100 % décarboné. Nous voulons un grand pôle public de l'énergie. Il doit regrouper l'ensemble des grandes entreprises publiques et privées, des centres de recherche dont le CEA et un puissant service public de l'énergie, organisé autour d'EDF, Engie et de TotalEnergies, qui seront renationalisées et gérées démocratiquement. Au-delà, il est nécessaire de rompre avec le marché européen de l'électricité, tout en maintenant l'interconnexion et la coopération entre les États européens, et de revenir sur la mise en concurrence d'EDF (loi NOME et dispositif Arenh). Les tarifs réglementés doivent être rétablis pour l'ensemble des usager·es. Notre projet vise une forte croissance de la production électrique, en investissant dans les énergies renouvelables (géothermie, solaire, éolien, et surtout l'hydraulique, énergie renouvelable pilotable) et dans l'électricité nucléaire (seule production pilo-

table permettant de répondre aujourd'hui aux besoins de notre société), avec la construction de six EPR supplémentaires au minimum en garantissant la sûreté nucléaire des installations, accompagnée d'efforts de recherche intenses pour réutiliser et réduire les déchets nucléaires par la relance du projet Astrid. Il est aussi indispensable de développer la recherche sur le stockage de l'énergie. L'État devra mettre en place un plan ambitieux pour réaliser un effort sans précédent dans le domaine de l'isolation des bâtiments, publics et privés.

Après la pandémie de Covid, le partage des connaissances, des savoirs scientifiques et industriels concernant la santé – dont découle la levée des brevets sur les vaccins, avec des moyens de financement de la recherche et des équipements –, doit être une priorité mondiale amplifiant les coopérations, pour faire de la santé et de la protection sociale un droit universel. Cela demande une lutte déterminée contre le complotisme, lancé par l'extrême droite et les conservateurs, sur la dangerosité de la science. La France doit montrer l'exemple : un pôle public du médicament doit être une priorité, incluant une appropriation publique et sociale de la production et de la recherche ; une nouvelle politique de prévention et de prise en charge des soins à 100 % est une nécessité dans le cadre d'un système de santé publique, s'appuyant sur le réseau national de centres de santé. La Sécurité sociale, dont nous réaffirmons qu'elle doit être exclusivement financée par les cotisations sociales, doit redevenir le bien de ses cotisant·es majoritaires dans les conseils d'administration, par l'élection de leurs représentant·es. Il y a besoin de refonder notre système de santé, de réactiver un service public pour toutes et tous, de créer massivement des emplois et des formations, de revaloriser les emplois et les salaires, pour rendre les soins généralistes, spécialisés ou d'urgence, accessibles à proximité de toutes et tous, développer l'hôpital public. Face aux déserts médicaux, des mesures urgentes sont indispensables. Un plan ambitieux est nécessaire pour le maintien de l'autonomie et des conditions de vie dignes, à la hauteur du défi civilisationnel que constituent le vieillissement et la perte d'autonomie. Cette dernière doit être prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale. Un pôle de service public de l'autonomie doit être créé.

Les personnels du secteur de l'autonomie, du social, du médico-social et des Ehpad, les usager·es, les familles ont sonné l'alerte : il est urgent de construire une société pour tous les âges, intégrant la nécessité de trouver des ré-

ponses solidaires et qualitatives aux enjeux de vieillissement. Le vieillissement ne doit plus être synonyme de relégation sociale, de perte de citoyenneté. L'autonomie de nos aîné·es peut être assurée par la réalisation et la modernisation des Ehpad, avec un service national et territorial de prise en charge à domicile. Le droit à une fin de vie digne doit être reconnu.

Les grands défis nationaux et mondiaux à relever, et la démocratisation nécessaire du pays, impliquent de développer la recherche publique et de transformer l'éducation. La recherche publique doit être libérée des contraintes imposées par la compétition capitaliste et le « New Public Management ». Elle doit recevoir les moyens de développer l'ensemble du front des connaissances. Le service public de l'Éducation nationale doit être renforcé et transformé pour avancer vers une école commune pour toutes et tous, réellement gratuite, émancipatrice, et dont l'objectif sera de former des citoyen·nes à l'esprit critique et aux savoirs les plus étendus possibles. Des moyens sont nécessaires pour l'augmentation du temps scolaire. Les enseignants et l'ensemble de la communauté éducative ont besoin de moyens pour exercer leurs missions. Leurs carrières doivent être revalorisées. La réussite scolaire est une priorité, elle passe par des classes à effectifs réduits, des équipes pluridisciplinaires, l'accompagnement des élèves en situation de handicap. La France mérite d'avoir la jeunesse la mieux formée. Celle-ci doit pouvoir accéder aux meilleures études et aux meilleurs diplômes. La bataille pour l'égalité scolaire et l'élévation du niveau de connaissances de toutes et tous sont des dimensions essentielles du combat communiste. Cela doit s'accompagner d'une culture sportive pour l'épanouissement personnel et le développement des moyens pour permettre à chacune et chacun d'accéder à une offre sportive de qualité. Il faut promouvoir et encourager le développement des langues régionales et minoritaires dans le cadre du service public d'Éducation nationale, sans que cela se fasse au détriment du français, langue commune de la République.

L'enseignement professionnel doit rester sous la tutelle du seul ministère de l'Éducation nationale. Échappant aux objectifs à court terme du patronat, il doit proposer une formation de qualité qui articule enseignement général et professionnel et débouche sur des diplômes nationaux permettant des poursuites d'études.

L'indépendance de l'enseignement supérieur doit être garantie, en assurant le financement strictement public des universités.

Pour permettre à chacune et chacun de se forger une opinion éclairée, il est urgent de s'attaquer à la mainmise des milliardaires sur les médias français et d'agir pour défaire les liens qui unissent trop souvent la presse et le pouvoir. Les citoyen·nes doivent pouvoir avoir accès à une information plurielle. L'étanchéité entre les actionnaires et les rédactions doit être garantie par la loi, afin de mettre l'information à l'abri des puissances de l'argent. Un authentique service public de l'audiovisuel et de l'information doit être reconstruit.

En matière de santé, d'éducation, de petite enfance, mais aussi de droit au logement, de transports, de communication par la Poste ou le numérique, d'arts et de culture, de sport, l'aménagement du territoire doit s'inscrire dans une politique favorisant l'accès des usager·ères à des services publics de proximité et de pleine compétence. Parce que 70 % de l'investissement public proviennent des collectivités territoriales, et que celles-ci assument une grande part des politiques de solidarité, le renforcement de leurs moyens et de leur autonomie est une nécessité. Les missions de service public appellent des garanties par la formation et les créations d'emplois nécessaires dans le cadre d'un statut réaffirmé et renforcé de la fonction publique. Les métiers de la fonction publique doivent être mieux rémunérés et mieux reconnus.

Les services publics connaissent une crise de recrutement et de fonctionnement due aux politiques de démantèlement et de sous-investissement, aux bas salaires et à la dégradation des conditions de travail. L'instauration d'une culture managériale autoritaire, sous couvert de maîtrise des coûts, détériore leur qualité et leur efficacité réelle. La prise en charge de nos aîné·es, ou de personnes en situation de handicap soulève des questions majeures de justice sociale et d'équilibre de notre société. Les services de la protection de l'enfance doivent dépendre d'un service public d'État. Des moyens financiers, structurels et humains doivent être déployés afin que les travailleuse·s qui accompagnent les plus vulnérables de nos concitoyen·nes ne soient plus assujetti·es à des conditions de travail elles-mêmes précaires. Une revalorisation significative des salaires est indispensable pour redonner de l'attractivité à ces métiers.

Une politique nationale de promotion de l'éducation populaire et de soutien à la vie associative, comme à l'économie sociale et solidaire, libérée des logiques capitalistes, est indispensable. Sur tous les fronts et tous les territoires, les associations constituent souvent le dernier

rempart au désengagement de l'État, alors qu'elles sont de plus en plus privées de moyens elles-mêmes et leurs animateurs peu reconnus. Un statut du bénévole doit être défendu.

Il est donc urgent de mettre en place un plan d'investissement pour assurer l'entièreté de leurs missions aux trois versants de la fonction publique.

3. Conquérir les moyens de répondre aux exigences sociales, écologiques et sociétales, agir pour une nouvelle efficacité économique

La création de millions d'emplois, un accès massif de toutes et tous à la formation tout au long de la vie, le déploiement du potentiel de créativité de chacune et de chacun redonnant un sens à son travail peuvent libérer un potentiel considérable de qualifications et d'efficacité pour la création des richesses nécessaires à la réalisation de nos objectifs sociaux, écologiques et sociétaux, et à leur financement.

Pour y parvenir, de nouveaux pouvoirs d'intervention des salarié·es doivent permettre de faire prévaloir, dans la gestion des entreprises et des services publics, de nouveaux critères donnant la priorité à l'emploi, à la formation, à la recherche, aux économies de ressources naturelles et à la diminution des pollutions. Les syndicats doivent être soutenus (mise à disposition de locaux, garantie des libertés syndicales, respect de la représentativité, droit d'expression reconnu au sein des entreprises...), et les moyens et pouvoirs alloués à l'inspection du travail doivent être développés. De nouvelles institutions et initiatives (pôles publics, conférences territoriales et nationales...) doivent constituer les bases d'une nouvelle planification, nationale et décentralisée, articulant en cohérence les enjeux locaux et nationaux pour en finir avec le court-termisme et les gaspillages, mais aussi pour rétablir les équilibres territoriaux, avec de nouvelles institutions.

Pour servir de levier à l'action des entreprises et du système bancaire, nous proposons un nouveau type de nationalisations pour les grands réseaux bancaires et d'assurances privés, ainsi que les groupes dominants dans les secteurs stratégiques (eau, énergie, chimie, santé, transports, télécommunications, armements...), jusqu'à la constitution de puissants pôles pu-

blics permettant de combattre les logiques capitalistes. Nous soutenons les entreprises citoyennes de l'économie sociale et solidaire, notamment à travers les initiatives coopératives, en complémentarité avec des services publics redéployés sur l'ensemble du territoire.

La révolution numérique et informationnelle dans tous les aspects de la production comme de la vie humaine est un enjeu central de souveraineté populaire. Le numérique doit être un outil d'inclusion et non un facteur d'exclusion supplémentaire, ou un nouveau levier de contrôle des populations. Face aux Gafam, ces grands groupes tentaculaires qui cherchent à s'affranchir des États pour remodeler la société, le monde du logiciel libre incarne un espace de résistance et d'élaboration créative que nous entendons soutenir. L'indépendance et la souveraineté numérique et informationnelle de la France doit s'appuyer sur la maîtrise et le développement de secteurs clés de l'industrie de la microélectronique et des services informatiques, dont la sécurité des données, ainsi que la constitution d'un pôle public des télécommunications et du numérique. Il est également primordial d'accélérer le développement de l'accès à une offre numérique de qualité, pour tout un chacun, y compris dans les zones les plus reculées et pour les milieux les moins favorisés. Nos services publics doivent enfin pouvoir s'appuyer sur des solutions 100 % publiques et 100 % sécurisées pour enfin nous émanciper des solutions proposées par les Gafam.

L'utilisation de l'argent public, de l'argent des banques et des entreprises doit viser une nouvelle efficacité économique pour l'emploi, les salaires, l'égalité femmes-hommes, la formation, le respect de l'environnement et de la biodiversité, les économies d'énergie et de ressources naturelles. Il est nécessaire de renforcer la lutte contre l'évasion fiscale, de contrôler le bien-fondé des aides aux entreprises et de restreindre les possibilités d'optimisation fiscale. La lutte contre l'évasion fiscale doit s'attaquer réellement aux pratiques des banques et des grands groupes multinationaux. Cela nécessite de s'appuyer d'une part sur un pôle public bancaire, afin de faire coopérer différents acteurs publics ou semi-publics (Banque de France, Caisse des dépôts, Banque postale, Banque publique d'investissement...), d'autre part sur des fonds régionaux pour l'emploi et la formation, afin d'assurer le suivi et l'évaluation concrète de ces interventions publiques, contrôlées démocratiquement, à partir d'objectifs sociaux, économiques, écologiques.

Au niveau européen, nous voulons agir pour la création d'un fonds pour le financement de projets de développement des services publics démocratiquement élaborés, décidés, réalisés et contrôlés dans les différents pays. Nous en appelons à la remise en cause des accords de libre-échange inscrits dans le tout-concurrence sur la base du moins-disant social et environnemental.

4. Construire un nouveau pacte républicain et universaliste : rendre au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle

La Constitution de la Ve République n'a jamais garanti un fonctionnement démocratique de nos institutions et Emmanuel Macron contribue à installer un nouveau régime politique dont l'autoritarisme s'avère particulièrement dangereux. Il est temps de dire « stop », de redonner du sens à la démocratie, de permettre à notre peuple et à la nation de conquérir leur pleine souveraineté, de réaffirmer la laïcité.

Mettre le peuple au cœur du pouvoir

Il doit être mis fin à l'élection du président de la République au suffrage universel et la primauté doit être rendue au Parlement. Le découpage actuel du territoire national et les réorganisations de l'État appellent un grand débat auquel les communistes entendent pleinement contribuer. Les communes et les départements sont les maillons fondateurs de la République et de l'égalité territoriale. Il est impératif de leur donner les moyens de répondre aux besoins de la population. Face à une métropolisation à marche forcée, qui assèche les espaces de démocratie locale et qui met en compétition les territoires, nous portons à l'inverse un projet intercommunal de proximité, de solidarités et de coopérations, dont la priorité est la réponse aux besoins sociaux, humains, environnementaux. Il s'agit de faire vivre la démocratie, à partir des lieux de proximité où peuvent s'inventer des espaces de citoyenneté commune. Les mécanismes de démocratie directe et d'intervention populaire doivent être généralisés à tous les niveaux. C'est le contenu de notre projet de VIe République.

Les régions sont devenues un échelon stratégique des politiques publiques. Une intervention politique nouvelle est nécessaire à cet échelon pour faire reculer les logiques d'ouverture à la concurrence et de soumission au capital, pour porter des projets résolument tournés vers les

besoins des populations et l'égalité territoriale, pour ouvrir des chantiers de sécurisation de l'emploi et de transformation écologique.

Le monde du travail et le peuple doivent être pleinement partie prenante des grands choix qui engagent leur vie et l'avenir du pays.

Parce que l'entreprise n'est pas un espace hors du champ de la citoyenneté, des pouvoirs nouveaux sont à conquérir par et pour les salarié-es.

Elles et ils doivent pouvoir opposer leur veto suspensif aux projets de restructuration et de licenciements, mais aussi disposer des moyens de faire prendre en compte leurs projets de créations d'emplois, avec droit de saisine du crédit bancaire allant jusqu'au droit de préemption en cas de vente d'une entreprise. Les pouvoirs publics doivent actionner tous les leviers, y compris des aides publiques, pour permettre aux salarié-es de se constituer en coopérative dès lors qu'elles et ils en portent le projet. La possibilité doit leur être reconnue d'intervenir sur le sens et le contenu de leur travail et participer à la gestion et aux orientations stratégiques de production dans leur globalité.

Nous militons en faveur de conférences permanentes pour l'emploi, la formation, la transformation écologique des productions et des services, afin de recenser les besoins des populations et de définir des plans de développement et d'industrialisation, sur la base de nouveaux critères d'utilité sociale et écologique. Disposant de moyens financiers pour inciter ou pénaliser les entreprises afin qu'elles les réalisent, elles doivent également assurer le suivi de leur mise en œuvre.

Parce qu'être en état de minorité sociale jusqu'à 25 ans ne saurait être toléré, les jeunes ont besoin d'un statut social tel que nous l'avons proposé dans le programme de « La France des Jours heureux ».

Enfin, parce qu'il n'est pas acceptable que des hommes et des femmes soient exclu-es de tout moyen de s'exprimer sur de grands choix les concernant, le droit de vote des résident-es étranger-ères doit être instauré pour les élections locales et européennes.

Les libertés publiques seront étendues en renforçant les droits syndicaux et en abrogeant les lois liberticides.

La tranquillité publique nécessite de refonder l'organisation, la formation des forces de police et la redéfinition de leurs missions, pour passer d'un objectif de maintien de l'ordre social à celui

de maintien de l'ordre public et de protection des citoyen·nes. Il est également urgent d'agir et de redonner des moyens humains et financiers pour sauver du naufrage les institutions judiciaire et carcérale. Les jurys populaires doivent être maintenus aux assises. Et c'est également par la révolution du travail et le développement des services publics qu'il sera possible de ramener la République partout, pour toutes et tous. Sans politiques ambitieuses, impossible de traiter les problèmes à la racine.

L'engagement laïc de la République doit être réaffirmé. Face à sa remise en cause par les intégrismes qui cherchent à opposer les citoyen·nes entre eux et à faire prévaloir leurs préceptes religieux sur la loi commune, l'heure est venue de réhabiliter l'idéal de laïcité. Nous sommes mobilisé-es pour faire respecter le refus de toute religion d'État, la garantie de la liberté de conscience, c'est-à-dire le droit pour chacune et chacun de pratiquer le culte de son choix, de ne pas être croyant, ou de critiquer les religions. Des objectifs qui, en proclamant l'universalité des droits humains, concourent à l'égalité entre toutes et tous.

L'avenir institutionnel de la Corse est aujourd'hui interrogé. Autonomistes et nationalistes insulaires en ont fait l'objet central de tout débat politique sur l'île, éludant bien souvent la question des inégalités sociales et de la précarité qui sévissent avec une grande brutalité en Corse. À partir de cette réalité, notre parti doit conduire un travail étroit et coordonné avec les communistes de Corse, sur les bases et dans le respect de leurs analyses de leurs propositions.

Nos rapports avec les Outre-Mer appellent de profondes transformations pour répondre aux besoins des populations de ces territoires. Le Parti communiste français est à leur côté pour repenser l'humanité qui nous rassemble. Concrétisant les conclusions du colloque tenu à son initiative le 29 mars 2023 en présence de représentants de nombreuses forces politiques de ces territoires, il s'affirme favorable à une convention-bis du Morne Rouge (qui avait réuni, en 1971, les partis communistes d'Outre-Mer), afin d'approfondir sur cette question décisive, avec les partis communistes et progressistes concernés, notre projet de société et le contenu de la VIe République pour laquelle nous agissons. En respectant la singularité de ces territoires comme leur histoire, il s'agit d'inscrire notre action dans le prolongement des luttes anticoloniales qui nous ont unis. Cela devra se faire dans le dialogue et le respect des choix des peuples, avec pour ambition de garantir la

stricte égalité des droits sociaux et politiques, permettant à toutes et tous de vivre libres ensemble.

Déployer la révolution féministe

Alors que nous vivons encore un puissant mouvement de libération de la parole des femmes et d'engagement pour l'égalité, il est urgent que la société française opère un virage politique global. Les communistes ont la conviction que la révolution sera féministe ou ne sera pas. Aucune grande avancée ne peut être conquise sans la moitié de l'humanité. L'actuelle révolution féministe est d'importance historique dans le combat contre le système de dominations et d'aliénations qu'est le capitalisme.

En outre, les rapports de production ne peuvent être profondément transformés sans dépasser les rapports qui continuent d'assigner les femmes aux tâches reproductives, dans toutes leurs dimensions.

C'est la raison pour laquelle nous portons l'ambition d'une révolution féministe pour libérer la société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes, et réaliser l'égalité entre femmes et hommes : égalité salariale, égalité d'accès aux responsabilités professionnelles, égalité des droits dans toutes les sphères de la société.

L'égalité se gagne dès l'enfance. Un plan d'action contre les stéréotypes de genre depuis la crèche jusqu'à l'enseignement supérieur permettra de combattre les inégalités de genre dans la réussite scolaire et le choix des filières.

Les femmes sont toujours confrontées à la précarité, au travail à temps partiel imposé, aux emplois peu qualifiés, mal rémunérés. L'égalité professionnelle, que ce soit dans l'accès aux formations initiales, à tous les métiers, à l'égalité salariale, reste à conquérir.

À la retraite, l'écart de montant de pension entre homme et femme est la conséquence directe de ces parcours hachés. Nous exigeons des mesures contraignantes pour que les entreprises respectent l'égalité des salaires et des déroulements de carrière. La méthode Clerc contre les discriminations existantes sera systématisée.

Une politique de lutte contre les violences faites aux femmes, sur le plan répressif comme préventif, exige une hausse considérable des moyens dédiés. Des lieux d'accueil et de conseil des victimes et co-victimes de violences conjugales et sexuelles doivent s'ouvrir à l'échelle des communes, des agglomérations, des départe-

ments. La justice doit être rendue aux victimes : aucun viol ou crime sexiste et sexuel ne doit rester impuni et le viol doit être jugé aux assises. Ces violences doivent entraîner l'inéligibilité de celles et ceux qui sont condamnés pour ces faits.

Nous défendons une société où la sexualité et les corps ne sont plus assujettis aux diverses formes de violence et de marchandisation que sont la prostitution, la pornographie et la GPA. Pas plus que le corps des femmes n'est à vendre, leur ventre n'est à louer. Ce sont les femmes des catégories les plus précaires qui sont victimes de cette marchandisation de leur corps. Les hôpitaux publics doivent disposer de moyens financiers suffisants afin de répondre favorablement à toutes les demandes de PMA, pour que les femmes puissent être accompagnées partout en France.

Nous réaffirmons notre position abolitionniste afin d'éradiquer la prostitution, en pénalisant les clients, en luttant plus efficacement contre les réseaux proxénètes et de traite d'êtres humains, et en développant les moyens nécessaires à la mise en place des parcours de sortie proposés par la loi du 13 avril 2016.

Nous voulons faire progresser les droits des femmes dans tous les domaines par une politique nationale menée par un ministère de plein droit, dans l'exigence d'une égalité territoriale. Un plan national garantira une formation des professionnel·les de santé sur les maladies et symptômes spécifiques des femmes. Le droit à l'IVG devra être inscrit dans la Constitution, la clause de conscience des praticien·nes supprimée, des moyens associés devront être accessibles partout sur le territoire.

En cohérence avec ces engagements, nous soutenons les luttes pour conquérir la liberté et l'autonomie des femmes et faire progresser leurs droits partout dans le monde, comme celle que mènent depuis plusieurs mois courageusement les femmes afghanes, kurdes, d'Iran et leurs alliés démocrates qui brandissent avec elles le mot d'ordre « Femmes, vie, liberté ».

Les communistes font du combat contre toutes les violences sexuelles et sexistes, contre toutes les violences de classe contre les femmes et contre toutes les dominations patriarcales, une dimension majeure de leur combat émancipateur.

Relancer un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations

Face à la crise capitaliste qui s'amplifie, replis nationalistes et xénophobes, racisme et antisémitisme trouvent un terrain fertile. Partout sont fabriqués des ennemis, on crée des boucs émissaires pour diviser les peuples et le monde du travail. En France, comme dans une grande partie du monde, la politique de gouvernements cherchant à disputer le terrain de la lutte contre l'immigration à l'extrême droite aggrave ces phénomènes. La lutte contre toutes les formes de racisme est au cœur de notre action, car constitutive de notre histoire.

L'antisémitisme, qui connaît un regain, doit être combattu avec d'autant plus de force qu'il a conduit, dans notre pays, à l'affaire Dreyfus et à la collaboration ignominieuse, symbolisée par le régime pétainiste, avec le génocide hitlérien. La lutte contre l'antisémitisme est au cœur de notre action, aujourd'hui comme hier, car constitutive de l'histoire des communistes français. Nous ne saurions confondre l'antisémitisme avec le fait de combattre la politique d'extrême droite du gouvernement israélien.

D'autre part, souvent stigmatisés, les citoyen·nes de religion ou de culture musulmane sont exposés·es à un discours ambiant nauséabond et régulièrement sommés·es de démontrer leur attachement à la France. Le Parti communiste, fidèle à ses valeurs, est pleinement engagé contre les discriminations à l'encontre des musulman·es.

Et alors que la jeunesse en lutte contre le racisme met en accusation les rouages des dominations coloniales, post-coloniales, néocoloniales, de l'exploitation capitaliste, alors que des millions de femmes et d'hommes de notre pays sont chaque jour blessés·es, humiliés·es par des propos ou des actes racistes, par les discriminations à l'embauche et au logement, ou par des campagnes qui s'en prennent avec virulence aux étranger·es, nous voulons promouvoir une conception communiste de l'antiracisme, capable d'obtenir des avancées concrètes pour l'égalité réelle.

Face à une extrême droite et à une bonne partie de la droite, unies pour développer l'exclusion par le racisme, qui est un rapport social de domination qui profite au patronat, le mouvement antiraciste a subi de graves divisions. La conception communiste de l'antiracisme, de la lutte contre les discriminations, vise l'égalité des droits de toutes et tous, indépendamment de la classe sociale. Elle renforce la dimension universelle du combat pour l'émancipation humaine.

Les gens du voyage dans leur diversité sont

victimes d'un racisme lié aux préjugés d'un autre âge et chassés souvent violemment par la police, de terrains en terrains. Nous exigeons l'application de la loi Besson obligeant toutes les communes de plus de 5 000 habitant·es à aménager un terrain d'accueil.

Nous refusons toute essentialisation, assignation identitaire à une couleur, une origine, une religion. Les femmes et les hommes sont riches d'une identité plurielle, celles et ceux qui sont en butte au racisme appartiennent pleinement à cette majorité populaire qui a des intérêts communs et qui, unie, a les moyens de les défendre et de les faire progresser. C'est en ce sens qu'il est anticapitaliste.

Nous portons ainsi à égalité des revendications communes à toutes et tous et des revendications spécifiques.

Aussi, la révolution du travail, de la production et le développement des services publics sont une partie importante de notre combat antiraciste, pour mettre fin notamment aux discriminations à l'embauche et aux inégalités professionnelles motivées par le racisme.

Parallèlement, nous portons l'exigence d'une politique éducative suivie, indispensable pour faire reculer les préjugés. La loi doit, en outre, sanctionner durement les propos et actes racistes. Une peine d'inéligibilité doit pouvoir être appliquée pour quiconque s'en rend coupable, ainsi que notre groupe l'a défendu à l'Assemblée nationale.

Enfin, notre conception communiste de l'antiracisme se nourrit de notre internationalisme et de notre volonté de travailler à l'unité des travailleurs, des travailleuses et des peuples de tous les pays.

C'est sur ces bases que nous affirmons l'ambition de relancer un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

De même, l'action publique doit créer les conditions d'une société inclusive et d'un égal accès aux droits et aux institutions. Des actions de prévention et d'éducation doivent être mises en place pour combattre les LGBTQI-phobies. Dans un contexte parfois hostile aux luttes contre la transphobie, nous réaffirmons que les communistes refusent toute essentialisation liée à une orientation sexuelle, qu'ils combattent pour la libre détermination de l'identité de genre, dans le cadre de la loi. Les équipes médicales spécialisées doivent être formées et accessibles à toutes et tous, sur l'ensemble du territoire. Nous voulons agir pour la prise en charge de l'inter-

sexuation, pour qu'il soit mis fin aux mutilations sur les personnes intersexes, dont la reconnaissance dès la naissance sera permise, et poursuivre le combat contre les thérapies de conversion.

La PMA doit devenir un droit pour toutes et tous, sans distinction entre les situations conjugales, médicales, d'orientation sexuelle ou de genre. La filiation doit être fondée sur le droit commun. Nous réclamons l'effectivité du droit à l'adoption pour tous les couples, indépendamment de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre.

Nous voulons garantir les droits des personnes LGBTQI+. Garantir l'égalité de toutes et tous, c'est

agir pour la reconnaissance et le respect du droit de vivre librement son orientation sexuelle et son identité de genre.

Une France qui lutte contre les discriminations, c'est aussi une France débarrassée des logiques validistes de notre société. La question du handicap est éminemment politique, c'est une construction sociale qui assujettit des millions de personnes à une forme d'oppression et de discrimination systémique.

Garantir une société libérée du validisme, c'est apporter une perspective communiste et un espoir aux personnes concernées. C'est donner le droit aux personnes en situation de handicap de vivre dignement et sans entrave, dans une société accessible à toutes et tous.



**VI. AGIR POUR
LE RASSEMBLEMENT
MAJORITAIRE
DE NOTRE PEUPLE**

Alors que l'humanité se trouve à un tournant de son histoire, le besoin d'alternative transformative se fait plus fort que jamais. Nous sommes des millions de citoyen·nes à vouloir changer notre vie, et permettre à la France de s'engager dans un nouveau chemin de progrès, de justice et de paix.

Cette attente se heurte cependant à d'importants obstacles. Les tensions internationales alimentent les peurs devant l'avenir. Les points marqués par le capital ces dernières décennies pèsent sur le développement des mobilisations populaires. L'affaiblissement des repères de classe, alimenté par l'éclatement et la précarisation des salarié·es, favorise les tendances au repli et à la concurrence de tou·tes contre tou·tes. Au fil du temps, les politiques néo-libérales ont aggravé durablement le quotidien des populations et particulièrement des plus modestes, tout en affaiblissant la démocratie et les repères républicains. Le sentiment d'abandon prévalant dans nombre de villes, quartiers populaires et zones rurales est à l'origine d'une abstention grandissante de scrutin en scrutin, ainsi que d'une méfiance massive, voire d'un rejet envers la politique. Au fil des renoncements des gouvernements appliquant des orientations sociales-libérales, notamment celui de François Hollande, le doute s'est instillé dans les consciences sur la volonté de la gauche de répondre aux attentes populaires. L'extrême droite en profite pour faire progresser ses thématiques haineuses et identitaires, avec un discours fausement social.

Les communistes ne se résignent pas à cet état de fait. Le regain des luttes revendicatives sur les salaires, sur les revendications féministes et écologiques, comme le rejet massif du report de l'âge légal de départ à la retraite et le mouvement social inédit, ancré et durable, auquel il donne lieu, constituent des points d'appui très importants pour construire l'unité des intérêts du monde du travail et de la jeunesse autour d'une perspective commune de changement radical. Nous entendons tout mettre en œuvre, avec notre projet communiste, pour dépasser les obstacles et rouvrir une perspective d'espoir à notre peuple, grâce à une perspective ambitieuse de sortie du capitalisme, pour rassembler toutes les forces sociales et politiques ayant un intérêt commun à la rupture avec les logiques capitalistes destructrices, liant luttes populaires et conquêtes électorales.

1. Affirmer le socle social et politique du changement

Les caractéristiques de la crise française, autant que l'ampleur des enjeux auxquels il nous faut répondre, conduisent à poser d'une nouvelle manière la question de la stratégie à même de conduire à une victoire politique. Notre démarche ne saurait se résumer à la recherche d'alliances entre forces de gauche, ni céder à l'illusion d'un changement politique initié du seul sommet de l'État. Inversement, nous ne cédon pas non plus à l'illusion que ce changement politique pourra ignorer la question de la conquête majoritaire du pouvoir d'État, condition insuffisante mais nécessaire d'une transformation radicale de la société. Dès lors que le projet communiste s'avère indissociable d'une conception de classe de la bataille pour l'émancipation humaine, il importe de clairement identifier le sujet de la révolution que nous appelons de nos vœux. Nous voulons que la majorité sociale existant dans notre pays devienne la majorité politique. Notre priorité est de nous adresser au monde du travail et de la création, tel qu'il se constitue au 21^e siècle, et à la jeunesse. En ce premier quart du 21^e siècle, ouvrier·ères et employé·es représentent les principaux secteurs de la population en emploi. Et, toutes et tous ensemble, avec les millions de privé·es d'emploi, avec les millions d'agent·es des services publics, avec la très large partie des cadres, ingénieur·es et technicien·nes que leur relation au travail, au salaire et à la protection sociale rapproche des autres composantes du salariat, avec les travailleurs et travailleuses des plateformes que gouvernements et patronat ont exclu du droit social, avec les agricultrices et agriculteurs, avec les artisan·es, avec les retraité·es qui ont quitté l'activité salariée, avec la jeunesse scolarisée qui est appelée à former une grande partie du monde du travail de demain, avec les professions de la création artistique et culturelle, ils représentent une force considérable. Ce sont toutes celles et tous ceux qui vivent majoritairement du revenu direct de leur travail ou de sa redistribution, et non de l'exploitation et de la financiarisation.

Nous pensons que le monde du travail a vocation à devenir la force motrice réunissant l'ensemble des classes et couches disponibles à un combat pour changer la vie... Loin de la théorie macronienne d'une montée en puissance des « actifs non salariés »... Loin des affirmations sur « la fin du travail »... Loin des postulats de « Terra Nova » qui appelait hier la gauche à se détourner des classes travailleuses...

Loin de l'idée défendue par les courants se réclamant du « populisme de gauche » selon laquelle le salariat serait dorénavant appelé à se fondre dans un « peuple » décrété principal acteur d'une future « révolution citoyenne »... Ces différentes postures sont un obstacle à la reconstruction d'une conscience de classe dans le monde du travail et dans la jeunesse. En ce sens, la formidable mobilisation populaire de ces derniers mois contre le projet de réforme des retraites, portée par une intersyndicale unitaire jamais vue auparavant, est ainsi la preuve de la capacité du monde du travail à se mobiliser et à s'unir dans les luttes, dans le respect des mandats et des orientations de chaque partenaire pour faire face aux diktats du gouvernement et de ses alliés politiques.

Par sa puissance potentielle, par sa place dans l'économie – qui lui a permis de tenir la France debout alors que les classes dirigeantes affichaient leurs défaillances au plus fort de la crise sanitaire de 2020 –, le monde du travail, dans sa diversité, est en mesure de fédérer largement autour de lui. De très nombreux secteurs du monde paysan sont ainsi frappés de paupérisation. La petite entreprise, l'artisanat, le commerce sont pressurés de toutes parts.

En outre, nous ne nous résignons pas aux fractures que la réorganisation de l'économie et de la structuration territoriale du pays par le capital ont créées entre salarié-es du public et du privé, entre grandes et petites entreprises, entre habitant-es des quartiers populaires des banlieues et populations vivant dans les territoires péri-urbains et ruraux, entre l'Hexagone et les citoyen-nes d'Outre-mer. Toutes et tous constituent le socle social du changement.

En défendant l'actualité du clivage entre capital et travail, en se tournant résolument vers un monde du travail ignoré et méprisé des possédants et des médias dominants, en s'immergeant dans toutes les luttes avec le souci d'aider à leurs confluences, en étant à l'écoute des attentes qui s'expriment et en formulant en leur direction des propositions susceptibles de leur donner un sens commun et rassembleur, le Parti communiste français, par toute son activité autonome, entend travailler à l'émergence de cette majorité qui peut contribuer à ce que le pays change de destin.

2. Travailler à une nouvelle dynamique populaire agissante

C'est pour concrétiser cette visée stratégique que nous voulons déployer l'intervention communiste.

Les crises que nous vivons ont profondément altéré le rapport au collectif, et en particulier à l'engagement collectif durable. Pourtant, des centaines de milliers de personnes recherchent des formes d'engagement pour transformer la société. Les communistes travaillent en ce sens pour permettre au plus grand nombre d'investir le champ politique, à partir de leurs aspirations. C'est une condition déterminante pour ouvrir un chemin de progrès à notre pays.

C'est d'abord au renforcement des luttes que nous entendons travailler, afin de permettre à ces dernières non plus seulement de résister, mais de construire pour de nouvelles conquêtes. C'est un point d'appui pour permettre au monde du travail de prendre conscience de sa place et confiance en sa force, de prendre la mesure des obstacles et de manifester qu'il représente les forces vives de la nation. Notre action se veut, sur ce plan, complémentaire de celle des organisations syndicales. S'il appartient aux organisations syndicales, en toute indépendance, de déterminer les conditions de leurs batailles revendicatives, de la convergence et de l'agenda des mobilisations, de leur unité, notre action ambitionne d'ouvrir des perspectives politiques à ces luttes, portant des contenus et allant jusqu'à la conquête d'une majorité politique.

Mais l'indépendance mutuellement reconnue des organisations syndicales, des forces associatives et des partis politiques, n'induit nullement une indifférence réciproque. Au contraire, si les forces de gauche et écologistes ont besoin d'un syndicalisme puissant et uni pour élever le rapport de force social face aux gouvernants et au patronat, le mouvement syndical a besoin d'une gauche dont les expressions contribuent à offrir une perspective politique aux mouvements sociaux. Il importe de travailler à cette complémentarité, pour aider à l'échange des expériences et des analyses, à l'élaboration conjointe de propositions à même de renforcer les mobilisations, à la définition d'initiatives pouvant rassembler largement, dans le respect des spécificités et de la souveraineté de chacune.

Nous le faisons sur chaque terrain de lutte, dans toutes les mobilisations nationales et locales, avec nos propres initiatives d'action, et en proposant à nos partenaires de toute la gauche, aux organisations syndicales, aux mouvements associatifs, de s'associer dans des campagnes qui politisent les enjeux, aident à l'amélioration

du rapport de force grâce à la dynamique du rassemblement sur des objectifs communs, jusqu'à obtenir des victoires concrètes pour la population. C'est ce qui inspire notre démarche dans la bataille contre la réforme des retraites. Prolongeant son engagement aux côtés de l'intersyndicale en faveur du retrait de la loi Macron-Borne, le Parti communiste français engage toutes ses forces dans la bataille du référendum d'initiative partagée (RIP), afin de faire tomber cette loi injuste. Il interpelle l'ensemble des élu-es locaux et nationaux afin qu'ils se positionnent clairement sur la réforme.

Enfin, le rôle du Parti communiste français est de mener avec détermination la bataille des idées. Le pouvoir macroniste a largement cherché à marginaliser les partis politiques et les représentations syndicales. Il s'agit donc de se donner les moyens pour que la population retrouve confiance envers la politique et le projet du Parti communiste français, dans sa défense des intérêts du monde du travail. En nous appuyant sur les aspirations qui montent de la société ou des mouvements sociaux et citoyens, il s'agit pour nous de continuer à porter un programme dynamique, de dépassement des politiques capitalistes, porteur de propositions radicales et crédibles. En mettant en cohérence les objectifs de satisfaction des besoins humains, les moyens financiers et politiques d'y parvenir, et le chemin de lutte permettant de faire gagner cette nouvelle logique, comme nous l'avons fait avec le programme « La France des Jours heureux », nous cherchons à redonner confiance en la politique, à convaincre que notre démarche révolutionnaire est, dans les circonstances présentes, la solution du réalisme.

3. Reconstruire la gauche pour la faire gagner

Nul ne peut ignorer le péril de la grande re-composition en cours du camp réactionnaire, dans laquelle une extrême droite renforcée est en mesure de jouer un rôle déterminant. Face à cette menace, notre responsabilité est de faire grandir une alternative d'espoir, porteuse de progrès sociaux et écologiques, à la hauteur d'une issue à la crise du capitalisme. La gauche doit combattre plus efficacement le projet de l'extrême droite et de ses forces organisées, dont il faut dénoncer les tentatives de diabolisation. Pour y parvenir, ses différentes composantes ne peuvent faire l'économie d'un débat sur le projet à défendre, sur la stratégie à mettre en œuvre, sur les relations à bâtir entre elles. Simultanément, l'action de notre parti doit

s'amplifier pour reconquérir les catégories populaires et le monde du travail, pour sortir de la crise globale de la représentation qui constitue le terreau sur lequel prospèrent populisme, complotisme et tentations fascisantes. Notre capacité à nous investir dans les luttes sociales et à dialoguer avec les mouvements citoyens, à les articuler avec des propositions de transformation sera décisive pour que les forces vives du pays investissent le champ politique.

La situation de la gauche après la présidentielle

La situation à gauche n'est pas figée. À ce stade, elle ne permet pas de répondre à l'impérieuse nécessité du rassemblement majoritaire du peuple autour d'une alternative transformatrice. À partir des exigences populaires et en nous appuyant sur les citoyen·nes eux-mêmes, en nous adressant au mouvement social, nous voulons faire bouger les lignes à gauche. Nous voulons dépasser la situation actuelle, en contribuant à clarifier les débats qui traversent toutes les forces de gauche et écologistes, en cherchant à en faire bouger les lignes, en travaillant à des convergences de contenu et d'action, en étant une force motrice d'initiatives et de propositions.

Nous partageons de nombreux combats, dans les luttes sociales et les mouvements citoyens, avec les forces de gauche et écologistes. C'est un levier pour notre travail de reconstruction de la gauche. Néanmoins, comme nous l'avons analysé à l'occasion de la conférence nationale du 10 avril 2021, la campagne du premier tour de la présidentielle a confirmé l'existence de fortes différences.

La France insoumise, ayant vu son candidat bénéficiaire de l'hyper-présidentialisation de la vie politique, persiste dans la stratégie du « populisme de gauche » et de « dépassement des partis ». Ainsi se proclame-t-elle la force dirigeante de « l'union du peuple », évacuant de ce fait tous les débats d'orientation à gauche. Ayant attiré à elle l'attente de radicalité de certains secteurs de la société et de tout un pan de la jeunesse, mais ignorant la question stratégique clé de la reconquête des fractions du monde du travail qui se sont détournées de la politique, elle n'a finalement vu dans son résultat à la présidentielle que la confirmation de ses vues hégémoniques sur la gauche et le mouvement social. Considérant de surcroît qu'elle est en situation de profiter d'une accélération de la crise politique, bien que le rapport des forces électorales soit encore favorable à la droite et à l'extrême droite, elle s'aventure dans des tactiques hasardeuses, qui l'ont conduite à se féliciter des

votes du Rassemblement national en faveur des motions de censure déposée par la gauche à l'Assemblée nationale. Nous voulons poursuivre le débat sur le programme et la stratégie avec elle, car ces orientations, qui entravent le développement du mouvement populaire, constituent un obstacle pour la capacité de la gauche tout entière à porter une alternative à vocation majoritaire.

Le Parti socialiste, affaibli par des décennies de renoncement devant le capitalisme, a obtenu, en avril 2022, le plus mauvais résultat de son histoire. Son incapacité à tourner définitivement la page du social-libéralisme, que ne pouvait masquer la campagne de sa candidate sur la « social-écologie », est la raison de cet échec. Ce dernier place la social-démocratie française en situation difficile, même si elle conserve un indéniable enracinement dans les collectivités territoriales. Un débat d'orientation est en cours en son sein ; il déterminera son avenir. Si son actuelle direction, en rejoignant la coalition de la gauche pour les élections législatives, a manifesté l'intention de restaurer son image auprès des catégories populaires, il lui reste cependant à se doter d'un projet qui lui redonnerait une véritable identité. Le débat doit se poursuivre avec lui, tant sur les objectifs que sur les moyens financiers et les pouvoirs permettant la transformation de la société.

Quant à EELV, son résultat à la présidentielle n'a pas confirmé son succès des européennes de 2019. La conciliation avec l'austérité et le capitalisme vert, comme l'idée que le parti écologiste pourrait réorganiser la gauche autour de lui ont subi un démenti. Ce parti s'en retrouve aujourd'hui polarisé entre plusieurs orientations : soit occuper l'espace de la social-démocratie en le reconfigurant autour de l'écologie, mais cette tentative a pour l'instant échoué ; soit, au nom du « réalisme » et à l'instar d'autres partis verts d'Europe, rechercher des alliances pouvant l'amener à collaborer à la mise en œuvre d'orientations néolibérales, mais ce serait tourner le dos aux réponses qu'appelle la gravité de la crise écologique ; soit faire le choix d'une prétendue radicalité sociétale, mais sa formulation est aujourd'hui déconnectée des attentes de toute une partie des catégories qui ont intérêt à la transformation sociale et écologique de la société. C'est sur toutes ces questions que nous voulons poursuivre le dialogue avec EELV.

Tirer toutes les leçons de l'union aux législatives

À l'issue de la présidentielle, les résultats électoraux de Macron, de la droite et de l'extrême

droite, le risque que la gauche ne soit pas représentée dans de nombreuses circonscriptions au second tour, l'attente d'unité exprimée par les électrices et électeurs, ont conduit à des évolutions à gauche et à la formation d'une coalition pour les législatives, la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale. Dès sa conférence nationale d'avril 2021, notre parti avait d'ailleurs manifesté le souhait que, sur la base des débats de la présidentielle, soit conclu un « pacte d'engagements législatifs » entre toutes les forces de gauche et écologistes. L'accord entre les quatre principales formations de la gauche s'est réalisé après discussion d'un document programmatique et d'une répartition visant à ne présenter qu'un·e candidat·e par circonscription.

Cette coalition a d'emblée souffert d'une double limite : l'accord programmatique maintenait des désaccords sur des questions aussi fondamentales que les retraites, l'emploi, la souveraineté énergétique, le financement de la Sécurité sociale, les propositions à destination de la jeunesse, les moyens de disputer le pouvoir au capital, le financement d'une politique de transformation, la conception de la République, ou le rôle de la France en Europe et dans le monde ; la volonté hégémonique de LFI – exprimée par une campagne placée sous le mot d'ordre de « Mélenchon Premier ministre » –, qui a conduit ses partenaires, et notamment le PCF, à devoir être absents de l'immense majorité des circonscriptions, bien qu'ils aient fréquemment été les mieux placés pour l'emporter face à la droite ou à l'extrême droite.

Si l'unité constituée dans de telles conditions a permis à la gauche de doubler sa représentation parlementaire, et à chacune des composantes de disposer d'un groupe au Palais-Bourbon, elle n'a en revanche ni enclenché une dynamique de victoire, ni permis de progresser en nombre de suffrages par rapport aux scores cumulés de la présidentielle. Les droites et l'extrême droite sont aujourd'hui largement majoritaires. Si d'importants succès ont pu être enregistrés dans les métropoles, les quartiers populaires des banlieues ou, dans un contexte très particulier, dans les Outre-Mer, les secteurs du monde du travail qui vivent ou sont employés dans les anciens bassins industriels ou les territoires dits périphériques ou ruraux ne se sont manifestement pas reconnus dans la Nupes, dans un contexte d'abstention massive. Il importe d'en tirer toutes les leçons et nous serons attentifs à toutes les évolutions à gauche, en menant les débats indispensables, en relation avec les revendications du monde du travail et des couches populaires.

Nous lançons un appel à la reconquête des forces du travail et de la jeunesse

La bataille prioritaire de la période qui s'ouvre consiste à unir et remobiliser les forces du travail et les catégories populaires sur la base de leurs attentes. Tel est le débat que nous voulons mener avec l'ensemble de nos partenaires, le PCF restant indépendant et identifiable. En dépendent les victoires de demain, la formation d'une majorité politique et d'un gouvernement engageant de grandes réformes de dépassement des logiques capitalistes dominantes. Il s'agit de dissiper le sentiment d'impuissance comme le découragement, et de faire ainsi reculer la démagogie identitaire de l'extrême droite. De nous redéployer au plus près des lieux de vie, dans les entreprises, dans les villes et les quartiers, sans oublier les zones rurales, devenus invisibles des puissances d'argent. De porter plus fortement une parole faisant écho à ce que vivent au quotidien des millions d'hommes et de femmes. De mener une action ne se contentant pas de solliciter le vote de ces derniers, mais s'employant à en faire les acteurs et actrices du changement. Comme l'affirmait notre 38^e Congrès, il n'y a pas de rassemblement durable sans intervention populaire.

De par leur histoire, les communistes ont en permanence au cœur le combat pour le rassemblement de la gauche et des forces populaires. Nous continuerons donc à proposer l'unité d'action à toutes les forces de gauche, à commencer par celles qui ont mené avec nous la bataille des législatives, sur la base d'accords sur les contenus et les formes des initiatives prises pour atteindre nos objectifs. C'est ce que nous faisons dans le cadre de l'intergroupe de l'Assemblée nationale. C'est ce que nous visons en portant dans le débat public des propositions cherchant à rassembler le plus grand nombre de sensibilités progressistes. C'est aussi à cette fin que nous agissons afin que se forment, chaque fois que c'est possible et nécessaire, des fronts de lutte destinés à faire progresser de grandes exigences transformatrices.

De ce point de vue, le défi à relever ne peut se résumer à la participation à la Nupes. Tant les désaccords stratégiques la traversant, que les différences existant entre les programmes en présence, ou encore les conceptions divergentes de l'unité entre forces de gauche, impliquent de ne pas figer un cadre d'intervention politique sous domination de LFI et coupé des forces organisées dans la société et des citoyen·nes qui peuvent contribuer à renforcer l'influence de la gauche. Il ne saurait donc être question de la

transformer en un nouveau mouvement politique, ou en une fédération, se structurant à tous les échelons au prix du dépassement de la souveraineté des organisations qui l'ont formée. Il nous faut trouver un nouveau type d'union et de rassemblement.

Nous ne pouvons nous satisfaire d'une volonté d'être le premier opposant au pouvoir. Nous devons travailler à rassembler une majorité populaire autour d'une alternative de transformation sociale et écologique, capable de gouverner et en capacité de mettre en œuvre des réformes heureuses. Parce que le combat de classe est central pour constituer cette majorité, nous soutenons les organisations syndicales dans la mobilisation unitaire des salarié·es, sur leurs lieux de travail, par la grève et toute forme d'actions. Nous mettons en discussion les grands axes de cette alternative, en plaçant en leur cœur le travail, la République sociale, féministe et démocratique, et une voix souveraine de la France pour changer l'Europe et le monde. Nous prenons des initiatives de luttes et de débat, partout dans le pays, en direction des forces du mouvement social, du monde du travail et de la création, de la jeunesse, des citoyen·nes. Nous nous adressons à toutes les forces de gauche et écologistes. Encourager cette intervention est la condition pour rassembler une majorité populaire et politique, agissante, permettant la conquête du pouvoir.

4. Porter nos idées dans toutes les élections

Parce que chaque élection est un moment important de débat politique avec le pays et pour développer les mobilisations, nous avons décidé au 38^e Congrès d'y être présent·es avec nos candidates et candidats. Cette présence, tenant compte des spécificités de chaque scrutin, est une condition de l'élargissement de notre influence dans le pays. Gagner des élu·es est un facteur décisif pour arracher des avancées utiles à notre peuple dans les institutions, pour faire entendre dans ces enceintes la voix de celles et ceux qui se battent pour le progrès social et la transition écologique, pour donner davantage d'écho à nos propositions. Les politiques publiques locales, que le pouvoir veut asphyxier, sont essentielles à la vie des Français·es. Elles sont pour les communistes, depuis toujours, un laboratoire d'expérimentations sociales et politiques novatrices. Elles sont un enjeu politique majeur face aux entreprises de mise en cause de la République sociale que nous défendons.

Les élections européennes de 2024 sont le prochain rendez-vous électoral auquel sera convié notre peuple. Nous voulons mener des batailles politiques qui changent la donne en Europe par des mobilisations, des prises de conscience sur les enjeux, en mettant en débat nos conceptions de la construction européenne et nos propositions. Cela pourra créer les conditions pour renouer avec notre représentation parlementaire. Notre responsabilité est d'autant plus grande que nous avons une place essentielle dans la gauche, et que nous avons joué un rôle central dans la Gauche unitaire européenne ainsi que dans la création du Parti de la gauche européenne. Nous participerons à cette élection et y défendrons notre vision de la refondation complète de l'Union européenne, en rupture avec les traités existants et résolument opposée à la course aux armements. Ni sortie de l'actuelle Union européenne ou de l'euro, ni

assujettissement au projet capitaliste pour le continent, nous mettrons en avant des propositions allant dans le sens d'une union de nations et de peuples libres, souverains et associés, dans l'objectif de combattre la domination du capital. Nous proposons un fonctionnement à géométrie choisie, respectant les choix souverains des peuples et des nations du continent, ainsi que toutes les populations des territoires ultra-marins. Et une politique qui soit fondée sur le mieux-disant social et démocratique, comme sur les nécessaires coopérations industrielles, sanitaires, énergétiques.

Le Parti communiste français a vocation à présenter une liste de large rassemblement aux élections européennes du printemps 2024. Il en crée les conditions.

Pour préciser son projet, le PCF réunira une conférence à l'automne 2023.



**VII. POURSUIVRE
LE REDÉPLOIEMENT
DU PCF**

Relever les défis auxquels nous confronte un système capitaliste en pleine turbulences et porteur de lourdes menaces pour les peuples, mener la bataille d'idées à partir de notre projet communiste, travailler à l'essor d'un puissant mouvement populaire et œuvrer à l'émergence d'une alternative de transformation radicale de l'ordre existant implique de se doter d'une organisation politique efficace et démocratique.

Les femmes et les hommes ont besoin de s'organiser dans la durée pour mener ces combats. Nous avons la richesse d'avoir un parti structuré nationalement et localement depuis sa création.

Parce que les crises expriment, de façon pressante, le besoin de transformations radicales, de luttes et de rassemblements, le besoin de conscience de classe des travailleuses et travailleurs, d'unité du monde du travail, d'une irruption populaire sur le terrain politique, il y a besoin d'un parti comme le Parti communiste.

Nous voulons que nos actions pèsent dans la société, qu'elles soient utiles à celles et ceux avec lesquels nous nous battons au quotidien, qu'elles permettent de construire des batailles communes sur tout le territoire.

Les adhérent·es constituent le cœur et la force de l'organisation communiste. Porteuses et porteurs d'aspirations, de combats, d'engagements, elles et ils nourrissent le collectif qui met en débat l'ensemble de leurs propositions, et sont sa force de rayonnement, chacun·e ayant sa singularité.

Nous travaillerons à mettre en œuvre la pleine participation des personnes en situation de handicap à la vie de notre organisation.

Nous cherchons à mettre en mouvement chacun·e d'entre elles et eux dans des batailles concrètes, en offrant les structures les mieux adaptées aux luttes d'aujourd'hui.

Surtout, nous voulons être beaucoup plus nombreux·ses dans un mouvement de réappropriation populaire de la lutte politique et du combat de classe.

Nous voulons nous adresser à des millions de femmes et d'hommes pour constituer avec elles et eux un grand parti révolutionnaire et populaire pour des conquêtes nouvelles, pour ouvrir le chemin des « Jours heureux » du 21^e siècle.

Nous entendons bâtir l'organisation qui permettra à des millions de femmes et d'hommes de retrouver le chemin de la politique, en offrant un cadre fraternel et humain d'action, de réflexion

et de formation, où chacun·e construit, grâce au collectif, le chemin de son émancipation. Cet objectif ambitieux nécessitera des moyens nouveaux dédiés au travail spécifique d'organisation, ainsi que des recherches de coopérations et de mutualisations.

Se nourrissant des apports du marxisme vivant, le PCF recherche ainsi les conditions de l'intervention individuelle et de la construction d'une volonté commune. Il organise le débat collectif et interroge en permanence son fonctionnement, pour construire l'efficacité et l'utilité de son action grâce à la mise en mouvement du plus grand nombre.

1. Engager la bataille décisive du renforcement

Animée nationalement et par les instances locales, la bataille du renforcement doit être l'affaire de toutes et tous. Chacun·e est appelé·e à se mobiliser pour atteindre cet objectif. Nous nous donnons l'ambition que le Parti communiste réalise au minimum 10 000 nouvelles adhésions d'ici 3 ans, en nous adressant à toute la société, au salariat, aux catégories populaires, aux femmes, à la jeunesse, au monde de la culture et de la création artistique. Dans cette bataille, une campagne d'adhésion sera impulsée avec des objectifs chiffrés, fédération par fédération, en lien avec les sections et cellules. La Fête de l'Humanité continuera à être un des temps forts du renforcement du parti.

Un soin particulier sera apporté à leur accueil, dans un cadre convivial et fraternel, de manière individuelle ou collective. Un livret d'accueil, le texte d'orientation ainsi que les statuts du parti leur seront remis. Un·e camarade pourrait accompagner chaque nouveau ou nouvelle adhérent·e afin qu'il ou elle prenne toute sa place au sein du parti. De manière générale, le lien avec chaque adhérent·e est primordial. Impulser la création de liens avec chaque adhérent·e apparaît comme une exigence nécessaire pour favoriser une dynamique de participation et d'implication de l'ensemble de nos forces militantes. Il est une des conditions de notre efficacité et doit faire l'objet d'une attention, d'une formation et d'un suivi particuliers. Pour permettre à chacun·e de s'approprier le parti, son parti, notre parti, et de s'y sentir inclus·e, il faut faciliter, voire encourager, aider les prises de parole et d'initiatives de toutes et tous, et en particulier des nouvelles et nouveaux adhérent·es. Un abonnement d'accueil de 3 mois à l'Humanité quotidienne (papier ou numérique) sera offert à chaque nouvel·le adhérent·e.

Pour se renforcer numériquement, le PCF organise son activité autour de campagnes structurantes, animées au rythme d'un calendrier de campagne, articulantes objectifs politiques, d'organisation et gestes militants.

Afin de donner corps à notre ambition, les instances nationales et fédérales se doteront de collectifs autour de chaque responsable à l'organisation / vie du parti.

2. S'organiser à l'entreprise et sur les lieux de travail

À l'entreprise et sur les lieux de travail, où se créent les richesses et les services, se nouent l'exploitation et les dominations capitalistes. L'entreprise est un lieu de pouvoir du capital à conquérir par le monde du travail.

Dans la très grande majorité des entreprises, le patronat et les directions y décident de la production, de l'affectation des richesses produites, de l'organisation du travail et de sa finalité, des services rendus à la population, des créations et destructions d'emplois... Ils diffusent activement les idées qui confortent leurs décisions et ils font de la politique au quotidien.

L'entreprise est au cœur des luttes sociales, de la prise de conscience de classe, de la construction du rassemblement populaire.

Les concentrations et transformations des forces productives et des lieux de travail appellent à un approfondissement de nos analyses sur la structure de la production, le rapport au travail et l'organisation de l'exploitation capitaliste.

C'est pourquoi le déploiement de l'activité des communistes sur les lieux de travail doit devenir un objectif prioritaire, partagé, une orientation portée par l'ensemble du parti. Cela doit trouver une traduction concrète dans notre organisation, en prenant appui sur ce qui a été expérimenté et construit depuis 4 ans, et en franchissant un nouveau cap.

Sections, cellules, réseaux nationaux, collectifs de bassins d'emploi, filières et sites d'activité, nous avons besoin de démultiplier les lieux de structuration et d'activité des communistes sur les lieux de travail. Cela appelle la définition, du local au national, d'objectifs et de priorités, ainsi qu'un travail national d'organisation nécessitant des moyens dédiés. Chaque fédération agira pour se doter d'un-e responsable entreprises, afin d'impulser et coordonner les initiatives des militant-es communistes sur leurs lieux de travail et d'aider à la création indispensable

de cellules et de sections d'entreprises. Parce que près de 28 % de la population active sont dans la fonction publique, il faudra également développer notre activité sur les lieux de travail que sont les services publics, en direction des agent-es. Des coopérations et des mutualisations entre structures locales pourront être recherchées.

Une conférence nationale sera organisée pour définir une feuille de route, déclinée au niveau départemental.

Le journal Agir doit devenir l'espace d'élaboration et d'échanges des communistes à l'entreprise et autour d'elle. Il doit faire l'objet d'une diffusion régulière sur l'ensemble du territoire et bénéficier d'un tirage national.

3. Féminiser le PCF et faire vivre le féminisme en actes

Le PCF n'est pas exempt d'une différenciation de genre dans la répartition des actes militants et des responsabilités. C'est un obstacle à l'intervention des femmes dans toutes les dimensions du combat communiste, et cela affaiblit celui-ci en retour.

Cette situation doit faire l'objet d'une réflexion et d'une action déterminée. Nous proposons ainsi de lancer une grande campagne nationale d'adhésion en direction des femmes.

Si le parti ne peut à lui seul corriger les inégalités de genre qui entravent l'engagement politique des femmes et leur prise de responsabilités, il doit tout mettre en œuvre pour les renverser en son sein et faire de l'engagement politique un levier d'émancipation, à partir d'une compréhension fine des mécanismes à l'œuvre.

Cela doit se traduire en actes : dans notre conception de l'engagement politique, du débat, de construction collective, des formations, ainsi que de la politique de cadres et des trajectoires militantes jusqu'à la prise de responsabilité, notamment des femmes issues des classes populaires. Cela se traduit par l'utilisation dans l'ensemble de nos documents d'un langage égalitaire.

Le parti doit prendre des mesures concrètes afin que les adhérentes prennent des responsabilités. Il faut identifier les obstacles que peuvent rencontrer les adhérentes dans leur militantisme et y apporter des solutions, qui peuvent être organisationnelles ou prendre la forme de solidarité interne.

La parité doit être généralisée et respectée : égalité des temps et prises de parole, des responsabilités collectives et individuelles, des élu·es, des participations aux formations, mais aussi de notre représentation dans les événements publics (tables-rondes, conférences...). Le parti se fixe des objectifs et s'organise pour permettre aux familles de conjuguer militantisme et vie familiale (garde d'enfants, horaires...). Nous décidons d'un travail d'organisation qui nous fasse sortir du discours pour donner une traduction concrète à ces ambitions. Si cet axe fort doit traverser l'ensemble des organisations du parti, il incombe au secteur « vie du parti » de désigner une responsable et un collectif chargés du suivi des actes et décisions posés par les fédérations, de leur mutualisation, et des évolutions constatées. Nous nous donnons l'ambition de créer les conditions pour que, d'ici au prochain congrès, la moitié des secrétaires de section et de fédérations soient des femmes.

Aucune forme de violence sexiste ou sexuelle n'est tolérable au sein du Parti communiste, qui met à disposition de tous ses adhérent·es ses outils, le dispositif « Stop violences » et le livret « Tolérance zéro » notamment. Notre parti entend créer et faire vivre les conditions d'un militantisme sain et sécurisé, au bénéfice de toutes et tous. Ceci implique que chaque responsable, à tous les niveaux, soit formé·e spécifiquement à ce sujet.

4. Construire avec la jeunesse pour étendre l'ambition communiste

Tout en ayant sa propre activité en direction des jeunes, qui reste à amplifier, le PCF a fait le choix d'avoir une organisation de jeunesse en capacité de définir ses choix, ses orientations, ses modalités d'interventions en lien avec sa génération. C'est l'indépendance d'organisation du Mouvement des jeunes communistes de France et de sa branche étudiante, l'Union des étudiant·es communistes. Respecter cette indépendance ne signifie pas une étanchéité entre les deux organisations. Il y a besoin de multiplier les liens, les échanges mutuels enrichissant, afin de confronter nos analyses et expériences, de renouveler nos pratiques. Les propositions et thématiques portées par la jeunesse (démocratie, écologie, emploi et formation, revenu étudiant...) irrigueront encore notre parti pour renforcer ses réponses aux crises rencontrées par la jeunesse.

Plus et mieux le parti s'adressera à la jeunesse,

plus le MJCF s'implantera facilement et vice-versa. Cela implique également d'apporter toute l'aide nécessaire, y compris financière, afin de permettre tant le développement de l'activité des jeunes et étudiant·es communistes sur l'ensemble du territoire national, que la diffusion de leurs productions et de leur journal Avant-Garde.

Ainsi, nous voulons nous ouvrir résolument à la jeunesse et contribuer à l'intervention des jeunes en politique.

5. Reconquérir les milieux populaires

Se réimplanter dans les milieux populaires nous confronte à un défi dans les villes comme dans les territoires péri-urbains ou ruraux. Notre implantation et notre histoire sont des atouts pour nous adresser aux milieux populaires, les gagner à prendre parti et à s'engager, car les discriminations,

les ségrégations territoriales, les inégalités ne sont pas naturelles. Elles sont la traduction de politiques de classe contre le monde du travail. Face à la précarité, aux bas revenus, au chômage, ils ont une expérience concrète de la solidarité familiale, de voisinage.

Les initiatives de solidarité concrète du parti (ventes solidaires de fruits et légumes, journées à la mer, soutiens scolaires, collectes alimentaires...), au-delà de l'aide qu'elles apportent, expriment en actes la fraternité, la solidarité de classe. Ce sont des actes politiques en cohérence avec nos valeurs, l'ensemble de notre projet et des revendications que nous portons.

L'ancrage auprès des milieux populaires passera par des batailles politiques, pour la réimplantation des services publics de proximité, pour une école de la réussite, pour le droit au logement, pour l'emploi, pour l'accès à la formation et à la découverte des métiers... Nous pouvons rassembler largement sur un discours de classe et sur des batailles concrètes, respectueux de la diversité et des modes de vie, promouvant la solidarité entre tous les citoyens dans le cadre d'une fraternité républicaine.

La direction nationale et les fédérations s'attacheront à mettre à disposition les ressources nécessaires à cette reconquête politique, en travaillant à des mutualisations et à des contenus politiques adaptés. En parallèle, la réflexion collective sur les besoins et les aspirations des milieux populaires devra se poursuivre.

6. Franchir un nouveau cap pour la formation

La formation est un axe fondamental de l'efficacité de notre action et de notre mise en mouvement. Elle est essentielle pour la prise de responsabilités et le renouvellement de nos cadres. C'est pourquoi chaque adhérent·e doit pouvoir disposer de tous les outils pour être pleinement acteur·trice du PCF et participer au combat communiste dans la société. Cela implique une mise en partage des élaborations théoriques et des pratiques militantes, des conceptions de la société et du projet communiste. La formation, tant politique que pratique et théorique, est un outil décisif de construction du collectif agissant.

Chacune et chacun doit pouvoir accéder à une formation adaptée, dans son contenu et ses modalités. Dans cet objectif, les directions organisent des temps de formation, faisant vivre les apports marxistes, notamment en lien avec nos revues.

Nos formations peuvent être animées par des communistes, des camarades de combat ou des organisations citoyennes, pour ne négliger aucun apport. L'utilisation des méthodes de l'éducation populaire est à amplifier, en complément des apports scientifiques, afin de permettre à toutes et tous de s'émanciper par l'appropriation collective de savoirs et savoir-faire.

En plus des programmes de formation structurés, des initiatives ponctuelles de formation thématiques peuvent être organisées, ouvertes à toutes et tous. De même, nos universités d'été sont des moments de partage de connaissances.

Lors des dernières années, un effort important a été réalisé par le secteur national formation : refonte des stages de base et des stages cadres, recensement et réunion des référent·es fédéraux·ales à la formation, création des stages régionaux et du Fil rouge. Les sections sont d'ailleurs encouragées à élire également leur référent·e formation.

Le secteur formation travaille, en lien étroit avec les directions départementales, et communique auprès des adhérent·es pour une meilleure connaissance et appropriation des contenus et programmes proposés et disponibles.

Le PCF nourrit de grandes ambitions en matière de renforcement militant et est confronté à un rapide renouvellement de ses cadres, il nous

faut amplifier ce mouvement à tous les échelons des organisations du PCF. Pour progresser de façon significative, le parti a besoin d'augmenter le nombre de formateurs·trices disponibles et de les former à cette mission.

Le congrès mandate les directions pour que la formation soit considérée comme une priorité, en lui attribuant les moyens financiers en conséquence. Il propose qu'un conseil national soit consacré à la formation, afin qu'un plan d'ensemble soit élaboré et mis en œuvre en ce sens.

7. Structurer plus efficacement l'activité des communistes

La structuration de notre activité doit viser la mise en mouvement de tous les communistes. En lien avec l'implantation réelle du parti, il nous faut réfléchir au fonctionnement de nos sections en les tournant vers le développement d'une activité impliquant chaque adhérent·e, travailler à la structuration la plus favorable à cela, en articulant notre activité autour d'une double logique : proximité géographique et richesse thématique.

L'importance de la proximité : les cellules

Regrouper des membres du PCF dans une cellule, c'est permettre l'échange, l'écoute, l'élaboration, la co-construction, la réflexion individuelle et collective, l'action. La cellule communale, de quartier ou de lieu de travail est l'échelle qui permet la vie politique et l'activité de terrain régulière, en prise avec les aspirations, ainsi que la prise de responsabilité partagée.

Un effort important doit être fourni par les sections et les fédérations pour créer des cellules partout où c'est possible. Une part essentielle de nos efforts de reconquête, de politisation, repose sur le renouveau de ces organisations de proximité.

Régulièrement, le conseil national tiendra une session sur l'organisation et le fonctionnement du parti. Elle aura en particulier pour charge de dresser l'état des lieux des cellules, sections, réseaux et d'en tirer les objectifs politiques de développement. Elle définira les modalités concrètes d'aide aux fédérations pour la mise en œuvre et l'animation d'un travail continu et structuré.

L'apport des commissions thématiques et des réseaux

Il nous faut multiplier les portes d'entrée en po-

litique, les lieux de structuration, les outils pour mener nos batailles politiques. Les réseaux thématiques et les commissions peuvent répondre à ce besoin. Les réseaux de salarié-es permettent de faire tomber les barrières géographiques, de favoriser une intervention coordonnée sur un territoire ou au niveau national. Les commissions thématiques peuvent être ouvertes à des femmes et des hommes qui, sur une question, sont prêt-es à s'engager avec nous.

La direction nationale a pour mandat d'approfondir les efforts pour faire exister des espaces d'échanges transversaux entre réseaux et commissions thématiques, afin de pouvoir se nourrir de l'élaboration de tout le parti. Il lui revient d'organiser le dialogue avec les commissions et réseaux, de garantir la cohérence de leurs contenus, conformément au projet politique du PCF, de permettre aux communistes de connaître leurs travaux et propositions d'actions, de faire vivre les propositions et sujets portés par les élu-es. Leur expertise et le travail des élu-es doivent se nourrir en permanence.

De façon générale, toutes les modalités de prises d'initiative et de rencontres entre militant-es peuvent être favorisées dès lors qu'elles contribuent au renforcement de notre organisation et au rayonnement de nos idées. Nous mettrons à disposition une bibliothèque numérique regroupant les publications émanant des structures du parti.

Le besoin de solidarité interne

À partir de nos zones de force, nous nous donnons l'ambition collective de nous redéployer sur l'ensemble du territoire national, notamment là où les fédérations et sections peuvent connaître des difficultés liées à l'absence de moyens ou de renouvellement suffisant. C'est une condition indispensable pour être une force politique en capacité de s'adresser à l'ensemble du pays. Dans ce but, les fédérations et sections doivent se doter de structurations et de responsables du suivi de leur mise en œuvre.

Nous devons pour cela réfléchir à de nouveaux gestes permettant de faire vivre la solidarité à différentes échelles : aide du conseil national, coopérations avec d'autres départements ou sections, mutualisations...

8. Faire mieux fonctionner les instances de direction

Les instances de direction ont en charge l'impulsion de l'activité du parti et le débat des

communistes. Elles créent les conditions de leur prise d'initiative et de la mise en œuvre de leurs décisions, dans un aller-retour permanent avec eux. Elles garantissent l'accès à l'information, le lien entre toutes et tous, et la coordination des différentes organisations locales ou nationales.

Elles ont pour responsabilité de mettre toutes les communistes en mouvement et veillent au cadre respectueux des personnes, convivial et fraternel de la vie du parti et de l'activité politique, y compris dans la sphère numérique. Elles assurent une prise de décision collégiale sur la conduite de l'activité du parti.

L'existence de sensibilités diverses au sein de notre parti est une réalité qui doit nous enrichir mutuellement dans une recherche permanente d'unité et de dépassement des contradictions. Cette diversité conduit à des débats qui doivent être menés en interne, dans les instances concernées et dans le respect des opinions de chacun-e. L'objectif est de permettre une unité des communistes dans l'action. Une fois le débat tranché, l'ensemble des communistes respecte la décision collective et les dirigeant-es et élu-es respectent la volonté démocratique des adhérent-es du PCF, dont ils et elles sont le relai.

Le PCF engage une politique de formation et de promotion de cadres. À cet effet, il recense, en lien avec les fédérations, les savoirs, savoir-faire, expériences, itinéraires professionnels, personnels et militants des camarades.

Désormais constituées dans la parité, les instances de direction doivent être représentatives de la diversité des adhérent-es, tant sociale que professionnelle ou territoriale, mais aussi des engagements militants, syndicaux ou associatifs, pour enrichir la capacité de réflexion du collectif et rassembler des communistes aux expériences et cultures diverses. Une attention particulière doit être portée à la présence de militant-es issu-es des milieux populaires, des entreprises, comme au renouvellement régulier des instances.

Quant au conseil national, il doit gagner en efficacité et en capacité d'action. Il importe de créer toutes les conditions pour que les membres du conseil national soient pleinement en capacité d'assumer leurs responsabilités de dirigeant-es nationaux-ales, avec les tâches qui en découlent. Lieu de débat argumenté, il lui faut travailler à la mise en œuvre des décisions de congrès, en relation avec les évolutions de la vie politique et de la société. Il doit traduire la volonté collective des communistes.

9. Faire vivre le réseau des élu-es du PCF

Le PCF a vocation à avoir des élu-es à tous les échelons de pouvoir, pour mener les batailles politiques jusque dans les institutions, y construire des actions au service des populations, engager des résistances et des transformations plus profondes, appuyer le mouvement social.

Ces élu-es sont en effet l'une des grandes richesses de notre parti, relayant ses batailles d'idées et ses initiatives, contribuant ce faisant à son rayonnement. Leur action doit être mieux connue et mise en valeur.

Les élu-es communistes, républicain-es et citoyen-nés (CRC), organisés-es au sein de la Coopérative des élu-es CRC (qui vient de se constituer à la suite du Congrès de l'Anecr), mènent des batailles politiques essentielles pour répondre aux besoins des populations en construisant des politiques publiques innovantes au service du plus grand nombre. Ils et elles travaillent en permanence à associer le plus grand nombre de citoyen-nés aux décisions qui les concernent. Les élu-es communistes et républicain-es travaillent, dans la diversité de leurs territoires et champs de compétences, à l'expérimentation de politiques concrètes pour une égalité réelle, plus de justice sociale et une écologie populaire, tout en étant confrontés à des contraintes budgétaires et des politiques d'austérité. Leur apport singulier, dans les majorités ou dans l'opposition à des majorités de droite et d'extrême droite, est un point d'appui pour les populations, tout autant que pour les communistes. Une attention particulière sera portée à la problématique de l'intercommunalité, pour laquelle d'innombrables situations préexistent, afin de définir une feuille de route la plus partagée possible. Le PCF doit veiller à la formation des nouvelles et nouveaux élu-es CRC.

Il est nécessaire, en un moment marqué par une très grave crise démocratique, de veiller à la désignation de salarié-es et de personnes issues des catégories populaires, comme candidat-es et élu-es. Les candidat-es doivent pouvoir bénéficier d'une formation. Les candidatures sont travaillées et décidées collectivement par les adhérent-es, en veillant au renouvellement des élu-es, à la rotation des mandats et à la limitation du cumul des mandats. Ces élu-es, désigné-es par les adhérentes et adhérents, entretiennent un lien permanent avec le parti et rendent compte régulièrement aux adhérent-es de leurs actions. Ils et elles travaillent, en relation avec les commissions, à la cohérence entre le

projet communiste et sa traduction en propositions et positionnements. C'est grâce à une action coordonnée, où les élu-es prennent appui sur l'activité politique des communistes et l'alimentent en retour, que des avancées concrètes peuvent être obtenues. Une des originalités des élu-es communistes tient à ce qu'elles et ils ne tirent pas de revenu supplémentaire lié à leur mandat, par le reversement de leur indemnité. Ce principe constitue une spécificité de lien qu'entretiennent les élu-es communistes avec le parti. Le reversement est défini dans le respect des situations particulières et de l'engagement important que représente un mandat d'élu-e.

Gagner de nombreux-ses élu-es participe de la construction des rapports de force, de la connaissance des institutions, de la formation, et des parcours militants. C'est une dimension du combat communiste, qui peut parfois générer des contradictions qui sont à lever grâce au dialogue régulier avec les adhérent-es et les instances du parti.

10. Le développement et l'harmonisation de la communication politique du PCF

La communication politique du parti doit prendre en compte, à toutes les échelles, les immenses évolutions apportées par la révolution numérique et informationnelle, tant sur les usages, leurs potentialités, que leurs limites.

En ce sens, la multiplicité des canaux de diffusion d'information pose de nouveaux défis et contradictions à l'ensemble de la société, comme aux communistes.

En plus de nos outils de communication traditionnels, nous avons besoin de passer des étapes nouvelles dans le développement de nos propres médias, avec l'objectif d'élargir la diffusion de nos idées, comme de la promotion des initiatives prises par les communistes, de la cellule à l'échelon national. L'ensemble de nos outils doivent être réfléchis pour mieux diffuser nos messages, mieux adapter notre communication en fonction des publics ciblés, renforcer le rôle d'éducation populaire du parti en partant des réalités locales.

Cela nécessite d'harmoniser la forme de la communication numérique des instances nationales, fédérales et locales, ce qui contribuerait grandement à renforcer la lisibilité du PCF. Pour ce faire, le PCF met en place une commission nationale de la communication pour articuler et structurer ce travail. D'autant plus

qu'en s'appuyant sur les acquis de la campagne présidentielle avec Fabien Roussel, les communistes retrouvent une nouvelle audience, notamment chez les jeunes, qu'il convient d'amplifier. Ce qui nécessite également le déploiement de moyens nouveaux.

De nouveaux outils pourraient être expérimentés pour élargir et améliorer nos canaux de diffusion de l'information, comme la création d'une application nationale du PCF, en plus des sites Internet, ou encore le développement de notre présence sur les réseaux sociaux.

Enfin, le parti traduira le plus souvent possible ses publications et celles des organisations internationales amies.

11. Renforcer nos revues

Cause commune, Économie et politique, Progressistes, Carnets rouges sont des outils de production théorique et d'ouverture vers le monde de la recherche scientifique, le monde syndical, les intellectuel·les, la société civile. Ces revues constituent des outils de réflexion et de travail, dans un dialogue avec la société.

Les structures locales et le conseil national du parti doivent travailler à leur appropriation par les adhérent·es et à leur diffusion en travaillant au développement de leurs abonnements. Cela peut concerner également les revues de la Fondation Gabriel-Péri (La Pensée, Silo, Les cahiers de santé publique et de protection sociale) et Recherches internationales.

12. Développer nos médias départementaux et régionaux

Les très nombreux titres départementaux et régionaux fondés par les communistes : les mensuels, les hebdomadaires et le quotidien *La Marseillaise*, sont des précieux points d'appui pour faire rayonner nos idées dans la proximité alors que le paysage médiatique est toujours plus marqué par la concentration. Les développer, en papier comme en numérique, est un objectif prioritaire. Pour cela, nous engageons la bataille de la lecture, de la diffusion et de l'abonnement.

13. Faire lire *l'Humanité*, bien commun des communistes et de leurs ami·es

Journal communiste, journal d'information indépendant des pouvoirs économiques et financiers, il est ancré dans les luttes sociales et écologiques, comme dans le monde de la culture et de la création. Journal d'analyse, d'enquête et de débat, il est le lieu d'un dialogue avec les forces syndicales, associatives, du mouvement social. *L'Huma* est un outil décisif des batailles sociales et politiques nationales. *L'Humanité* et *l'Humanité magazine* sont des outils pour aller à la rencontre des gens lors des diffusions militantes. Leur développement est un objectif politique prioritaire pour notre parti. Les communistes sont une base importante de leur lectorat, de leur promotion, de leur financement. Entre les communistes et leur journal s'est construit un lien particulier, fait d'attachement profond et d'attentes fortes. Cela fonde le développement d'échanges réguliers, de nouveaux espaces de dialogue et d'écoute réciproque entre lectrices et lecteurs et l'équipe de rédaction.

Nous avons l'ambition que chaque militant·e devienne lecteur, lectrice et promeuve le journal, que les communistes puissent se nourrir du journal afin de les aider dans leurs combats et leurs analyses. La bataille de l'abonnement est primordiale pour atteindre cet objectif.

Nous faisons le choix du bonheur

Une page nouvelle de l'histoire du communisme français s'écrit. À un moment crucial pour le monde et pour la France, nous faisons le choix de l'engagement au service du progrès, de la justice sociale et climatique, de la démocratie, de la paix afin qu'ils deviennent réalité. Lors de l'élection présidentielle de 2022, nous avons porté l'idée de nouveaux « Jours heureux » pour notre pays.

Le projet communiste, qui se donne pour dessein de dépasser un capitalisme dévastateur afin de faire naître une civilisation enfin libérée de toutes les formes d'aliénation, assurant l'épanouissement de toutes les capacités humaines et des relations harmonieuses avec l'environnement, se retrouve entièrement dans cette perspective. Les forces existent pour que les peuples prennent leur destin en main. Nous n'avons pour seule ambition que d'y concourir. Nous voulons que la devise de la République, « Liberté – Égalité – Fraternité », reprenne tout son sens et résonne à nouveau pour toutes et tous. Afin, comme y appelait Saint-Just pendant la Révolution française, que le bonheur redevienne une idée neuve.



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris